



# Assemblée générale

Distr. générale  
13 avril 2020  
Français  
Original : anglais

**Soixante-quinzième session**  
Points 141 et 142 de la liste préliminaire\*

**Projet de budget-programme pour 2021**

**Planification des programmes**

## Projet de budget-programme pour 2021

### Titre V

### Coopération régionale pour le développement

### Chapitre 21

### Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes

#### Programme 18

#### Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes

## Table des matières

	<i>Page</i>
Avant-propos .....	3
A. Projet de plan-programme pour 2021 et exécution du programme en 2019** .....	4
B. Organigramme et répartition des postes pour 2021 *** .....	101
Annexes	
I. Organigramme et répartition des postes pour 2021 .....	137
II. État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle .....	138
III. Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes permanents et aux postes temporaires .....	141

\* [A/75/50](#).

\*\* Comme demandé au paragraphe 11 de la résolution [72/266 A](#), la partie consacrée au plan-programme et à l'exécution des programmes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.

\*\*\* Comme demandé au paragraphe 11 de la résolution [72/266 A](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.





---

## Avant-propos

Au cours des dix dernières années, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a œuvré sans relâche en faveur de l'égalité, clef de voûte du Programme 2030, dans le contexte du développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, pour ne laisser personne de côté. En tant qu'organisation pleinement attachée au développement des pays de la région, la CEPALC a continué de jouer son rôle de grand laboratoire d'idées au Secrétariat de l'Organisation. À ce titre, la Commission a effectué des analyses et fourni des conseils stratégiques aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour qu'ils puissent parer aux retombées socioéconomiques de la pandémie mondiale de la COVID-19. En outre, la CEPALC a consolidé son rôle fédérateur en mettant en place des instances intergouvernementales propices à la concertation, à la recherche de consensus, l'apprentissage entre pairs et au débat normatif. La Commission a continué, à la demande des États membres, de proposer des orientations, de prêter un appui opérationnel et d'assurer la coopération technique afin de mener à bien des activités de développement des capacités aux niveaux régional, sous-régional et national.

Par ses analyses et propositions d'orientations les plus récentes, la Commission a contribué à stimuler le débat sur les questions principales touchant le développement régional. La CEPALC a conservé son statut d'autorité universelle et impartiale chargée de favoriser le débat sur les politiques publiques, l'échange de bonnes pratiques et la promotion des positions régionales dans les instances internationales, ainsi que dans les réunions régionales et interrégionales de haut niveau et les sommets de chefs d'État et de Gouvernement.

La CEPALC aide El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Mexique à élaborer un plan de développement global pour coopérer davantage dans le domaine interdépendant du développement et des migrations, avant tout pour garantir la sécurité humaine de sorte que la mobilité relève du choix plutôt que de l'obligation. Un mécanisme spécial de coordination établi par le Secrétaire général et présidé par la Secrétaire exécutive de la CEPALC a permis d'assurer une riposte stratégique, cohérente et rapide du système des Nations Unies aux besoins et aux exigences des États membres concernant ce plan de développement. Grâce au mécanisme de coordination, il a été possible de recueillir de multiples contributions des agences, fonds et programmes des Nations Unies, de faire un relevé des projets et des initiatives de coopération des partenaires du développement et de réunir toutes les parties intéressées aux niveaux sous-régional et national.

L'Amérique latine et les Caraïbes se composent principalement de pays à revenu intermédiaire traversés par des niveaux d'inégalité élevés. La CEPALC a soulevé la question des difficultés particulières que rencontrent les pays à revenu intermédiaire et a mis en avant un autre type de méthodologie – la méthodologie du déséquilibre structurel – par opposition au produit intérieur brut par habitant comme seul indicateur représentatif du développement. En outre, la Commission a fait de la région des Caraïbes une priorité. La stratégie dite « Les Caraïbes d'abord » (*El Caribe primero*) démontre l'engagement de la CEPALC à soutenir le programme des petits États insulaires en développement dans le cadre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et celui plus large du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable. Enfin, la CEPALC continuera à donner une voix au seul pays le moins avancé de la région et aux pays en développement sans littoral.

Enfin, je tiens à remercier les États Membres pour le soutien constant qu'ils apportent à l'institution.

La Secrétaire exécutive de la Commission économique  
pour l'Amérique latine et les Caraïbes  
(Signé) Alicia **Barcena**

## **A. Projet de plan-programme pour 2021 et exécution du programme en 2019**

### **Orientations générales**

#### **Mandats et considérations générales**

- 21.1 La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) est chargée de promouvoir un mode de développement durable sur les plans économique, social et environnemental dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes en favorisant la coopération internationale, en menant des travaux de recherche appliquée et des analyses comparatives basées sur des faits portant sur des mécanismes de développement, et en fournissant des services relatifs à l'élaboration de normes, au renforcement des moyens opérationnels et à la coopération technique ainsi que des services consultatifs, à l'appui de l'action menée au niveau régional en faveur du développement. Son mandat découle de la résolution 106 (VI) du Conseil économique et social, par laquelle celui-ci a créé la Commission afin qu'elle contribue au développement social et économique de la région, coordonne les mesures adoptées à cette fin et œuvre à resserrer les relations économiques des pays de la région, tant entre eux qu'avec les autres régions et pays du monde. En 1996, dans sa résolution 553 (XXVI), la Commission a affirmé qu'il lui incombait notamment de collaborer avec les États membres à l'analyse globale des processus de développement axée sur l'élaboration, l'évaluation et le suivi des politiques publiques et la prestation de services opérationnels en matière d'information spécialisée, de services consultatifs, de formation et de soutien à la coopération et à la concertation régionales et internationales. L'appui de la CEPALC visant à renforcer la capacité des pays d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques pour le développement durable est également fourni au titre du programme ordinaire de coopération technique et des projets du Compte pour le développement.

#### **Stratégie et facteurs externes pour 2021**

- 21.2 Les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes se trouvent dans une passe difficile. Après plusieurs années où les taux de croissance moyens restaient faibles, bien qu'avec des résultats inégaux selon les pays, la région a montré un ralentissement généralisé de son dynamisme économique, associé à une faible demande extérieure et à la volatilité des marchés financiers internationaux. Entre 2014 et 2019, le produit intérieur brut (PIB) régional par habitant a diminué de 4 %. En 2019, environ 191 millions de personnes vivaient encore dans la pauvreté dans un contexte où les revendications sociales se faisaient de plus en plus pressantes en faveur de la réduction des inégalités et d'une meilleure inclusion sociale. Les retombées économiques de la pandémie de COVID-19 dans la région aggraveront encore ces données, car les économies de la région connaissent une forte baisse de la croissance et les taux de pauvreté explosent. En outre, il reste encore beaucoup d'obstacles à surmonter en termes de financement des politiques publiques. Par conséquent, il est essentiel de suivre le principe « ne laisser personne de côté » consacré dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour progresser dans la mise en place d'institutions et de systèmes de protection sociale universels qui répondent aux besoins des divers segments de la population.
- 21.3 En outre, la région fait face à d'importants déficits d'infrastructures et les coûts du soutien logistique y sont élevés, ce qui affecte la compétitivité régionale. Afin de réduire la dépendance des économies de la région vis-à-vis des matières premières et de soutenir la diversification de leurs structures de production, une évolution des modèles d'investissement s'impose. Dans ce contexte, il convient de lancer des politiques publiques visant à stimuler la croissance et à réduire les inégalités. En termes de politiques macroéconomiques, si les pays d'Amérique latine et les Caraïbes veulent renouer avec la croissance, il leur faudra mieux coordonner leurs politiques fiscales et monétaires pour que celles-ci jouent un rôle plus important que jamais, compte tenu de la crise économique à laquelle ils sont confrontés et de la détérioration des conditions de vie des populations. Il est également

nécessaire d'avancer sur la question de la fiscalité progressive, ainsi que d'améliorer en parallèle la structure des dépenses publiques.

- 21.4 Compte tenu de ce qui précède, le travail systématique effectué par la CEPALC au cours des dix dernières années sur la question de l'égalité dans le contexte du développement de l'Amérique latine et des Caraïbes lui a permis d'aligner très tôt son programme de travail sur les nouveaux besoins et les exigences qui se faisaient jour parmi les États membres dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable. La Commission continuera donc de mener des analyses et de formuler en temps utile des recommandations pertinentes sur les questions de développement. Elle collaborera étroitement avec les autorités des pays de la région ainsi qu'avec d'autres parties prenantes (milieu des affaires, milieu intellectuel, milieu universitaire et société civile) afin de mieux rapprocher les données d'expérience nationales et les perspectives régionales, de promouvoir la comparaison des données et l'échange de bonnes pratiques, et d'offrir des services de coopération technique opérants concernant les questions transfrontières relevant de sa compétence. Elle mettra l'accent sur l'analyse, l'élaboration de normes, la mobilisation et le renforcement des capacités, en vue d'améliorer les stratégies et les politiques publiques de développement durable et de faciliter le suivi et l'évaluation continus de l'état de réalisation des objectifs de développement durable et du Programme 2030. Les services opérationnels qu'elle offrira en matière d'information spécialisée, de coopération technique ou encore de formation renforceront la coopération, notamment la coopération Sud-Sud, la création de réseaux et l'échange de bonnes pratiques aux échelons sous-régional, régional et interrégional. La stratégie d'ensemble élaborée par la Commission pour atteindre les objectifs du programme s'articule autour de 13 sous-programmes interdépendants et complémentaires, qui seront exécutés selon une démarche intégrée et pluridisciplinaire. Des efforts tout particuliers ont été faits pour que la stratégie de transversalisation des questions de genre adoptée par la Commission soit systématiquement prise en considération dans le présent document.
- 21.5 Dans le cadre du processus de réforme du système des Nations Unies pour le développement au niveau régional et afin d'être mieux à même d'aider les États membres à mettre en œuvre le Programme 2030 et à atteindre les objectifs de développement durable et de s'acquitter de son mandat, la Commission propose des ajustements aux éléments suivants de plan-programme annuel : le sous-programme 1 (Insertion dans l'économie mondiale et intégration et coopération régionales), qui a été renommé « Commerce international, intégration et infrastructure » ; le sous-programme 2 (Production et innovation) ; le sous-programme 8 (Ressources naturelles et infrastructures), qui a été rebaptisé « Ressources naturelles ». Ces ajustements consistent à mettre à jour les stratégies de mise en œuvre de ces sous-programmes afin d'intégrer le domaine thématique de l'agriculture dans le sous-programme 8 (qui figurait précédemment dans le sous-programme 2) et le domaine thématique des infrastructures dans le sous-programme 1 (qui figurait précédemment dans le sous-programme 8), conformément à la résolution 736 (PLEN.34) de la CEPALC.
- 21.6 Ces ajustements se justifient par le contexte international actuel, aggravé par les retombées socioéconomiques de la pandémie de COVID-19, dans lequel les pays d'Amérique latine et des Caraïbes se heurtent à des difficultés dans l'action qu'ils mènent pour redéfinir et adapter leurs stratégies d'intégration internationale, en renforçant leur participation aux chaînes de valeur intermédiaires, en diversifiant leur produits d'exportation et en renforçant les liens de production avec d'autres économies émergentes. Pour surmonter ces obstacles, il importe de renforcer l'intégration et la coordination régionales, en particulier dans les domaines essentiels au fonctionnement des chaînes de valeur, tels que la logistique, la facilitation, l'harmonisation des réglementations et la mobilité humaine. Les progrès de la région en matière d'insertion dans l'économie mondiale et de mise en œuvre des objectifs de développement durable dépendront de la portée de ses exportations et, de plus en plus, de la qualité de sa logistique et de ses infrastructures. Pour ce faire, il ne faut pas se cantonner à l'objectif traditionnel consistant à mobiliser les investissements publics et privés dans les infrastructures ou à améliorer les politiques sectorielles ; il est, en effet, impératif de transformer progressivement la gouvernance globale du secteur des infrastructures logistiques, tant en termes de construction que de maintenance que de fourniture de services logistiques et de mobilité.

- 21.7 En outre, les modes de production régionaux se caractérisent par leur forte dépendance à l'égard des ressources naturelles, ce qui contribue à faire du modèle de développement régional actuel un modèle qui n'est pas tenable, à terme. La région n'a pas profité des avantages procurés par les cycles passés de produits de base pour innover, ajouter de la valeur et diversifier ses économies. En raison du manque d'innovation technique, la région dépend des importations de biens et de services à forte valeur ajoutée, ce qui la pousse à intensifier l'exploitation de ses ressources naturelles et à accroître sa dépendance vis-à-vis du cycle des produits de base. Dans ce contexte, la CEPALC propose d'améliorer la gouvernance des ressources naturelles afin de construire un nouveau paradigme de développement durable basé sur l'égalité et la diversification de la production, couvrant non seulement les ressources non renouvelables, mais aussi les ressources renouvelables, l'agriculture et la biodiversité.
- 21.8 La CEPALC continuera de mettre ses atouts à la disposition des États membres en combinant ses trois principales fonctions, à savoir piloter et favoriser la réflexion dans l'exécution de travaux analytiques et normatifs et la gestion des connaissances ; recourir à son pouvoir de mobilisation par l'intermédiaire de ses instances intergouvernementales et de ses organes subsidiaires ; intervenir sur le plan opérationnel en assurant la coopération technique et en fournissant des services de conseil et de développement des capacités et en proposant un apprentissage entre pairs, lesquels reposent sur des données et des analyses rigoureuses fondées sur des preuves et une compréhension des réalités de la région. La CEPALC continuera d'encourager une approche multisectorielle et intégrée du développement et de donner la parole aux pays en situation particulière, notamment le seul pays le moins avancé de la région, les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement des Caraïbes et les pays à revenu intermédiaire, qui représentent la majorité des pays de la région.
- 21.9 La Commission continuera d'assurer, au plan régional, le suivi approfondi et intégré des décisions issues des sommets internationaux, et, à cet effet, elle coordonnera l'action menée au niveau régional pour exécuter le Programme 2030. À cet égard, la Commission convoquera, sous ses auspices, la cinquième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, qui présentera ses principales conclusions au forum politique de haut niveau pour le développement durable convoqué par le Conseil économique et social.
- 21.10 En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2021 :
- a) La communauté internationale continue de s'engager à mettre en œuvre le Programme 2030, y compris les objectifs de développement durable, et à soutenir des actions collectives coordonnées pour surmonter les retombées socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 ;
  - b) Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes continuent de prendre part aux dispositifs de coopération, d'intégration ainsi qu'aux plans d'intégration et de convergence régionaux et sous-régionaux, en leur donnant la priorité, afin de parvenir à un mode de développement socioéconomique viable du point de vue de l'environnement ;
  - c) Les communautés régionales et internationales soutiennent les États membres de la CEPALC et répondent à leurs besoins et préoccupations spécifiques en ce qui concerne : i) le commerce international, l'intégration et la fourniture d'infrastructures ; ii) leurs stratégies de développement de la productivité et leurs politiques macroéconomiques ; iii) le développement social et l'approche de la protection sociale et de l'égalité fondée sur les droits humains, y compris la mise en œuvre du programme régional axé sur la promotion d'un développement social inclusif ; iv) la prise en compte, en priorité, des questions de genre dans les politiques publiques, compte tenu de la Stratégie de Montevideo pour la mise en œuvre du programme régional pour l'égalité des sexes dans le cadre de l'action menée au titre du développement durable d'ici à 2030 ; v) l'application des recommandations énoncées dans le Plan directeur pour le suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014, le Consensus de Montevideo sur la population et le développement et la Stratégie régionale d'application, en Amérique latine et dans les Caraïbes,

du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement ; vi) la bonne gouvernance et l'exploitation durable des ressources naturelles ; vii) l'intégration des préoccupations environnementales et urbaines dans les politiques publiques ; viii) la priorité accordée à la planification du développement et à l'administration publique aux niveaux national et infranational ; ix) les travaux de la Conférence statistique des Amériques et les priorités qu'elle fixe pour ce qui est du développement des activités statistiques dans la région.

- 21.11 La CEPALC prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Les coordonnateurs pour les questions d'égalité des sexes sont consultés lors de l'élaboration des programmes ; l'analyse des questions de genre est intégrée dans tous les domaines relevant du mandat de la Commission. Compte tenu de l'importance accrue accordée aux questions de genre, on a veillé à bien intégrer ces questions dans plusieurs domaines relevant du mandat de la Commission. Par exemple, le résultat escompté pour 2021 au titre du sous-programme 5 (Intégration des questions genre dans le développement régional) reflète l'augmentation de la demande parmi les pays de la région en matière d'assistance technique et d'activités de renforcement des capacités, l'objectif étant de consolider les capacités statistiques pour produire des indicateurs sur les questions de genre et d'améliorer la collaboration entre les bureaux statistiques nationaux et les mécanismes de promotion des femmes.
- 21.12 S'agissant de la coopération avec d'autres entités, la CEPALC poursuivra sa collaboration avec les institutions de Bretton Woods, en particulier le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ainsi qu'avec les institutions interaméricaines et ibéro-américaines, notamment l'Organisation des États américains, la Banque interaméricaine de développement, le Secrétariat général ibéro-américain et la Société andine de développement. En outre, elle resserrera les liens de coopération approfondie qu'elle a noués avec des organismes et dispositifs régionaux, notamment la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, la Communauté des Caraïbes, l'Association latino-américaine d'intégration, le Marché commun du Sud, le Système d'intégration de l'Amérique centrale, l'Alliance du Pacifique et l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique. Elle intensifiera également sa collaboration avec les associations du secteur privé, les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile, les groupes de réflexion et les milieux universitaires, afin de faciliter la concertation et d'associer ces entités à la réalisation du Programme 2030, dont la responsabilité finale incombe aux États membres. Elle continuera de s'employer à intensifier la concertation sur les questions de fond entre toutes les entités membres du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales.

## Textes des organes délibérants définissant les mandats

- 21.13 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le programme.

### Résolutions de l'Assemblée générale

55/2	Déclaration du Millénaire	64/222	Document final de Nairobi adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud
58/269	Renforcer l'ONU : un programme pour aller plus loin dans le changement		
59/57	Rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation intitulé <i>Une mondialisation juste : créer des opportunités pour tous</i>	64/289 65/1	Cohérence du système des Nations Unies Tenir les promesses : unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement
60/1	Document final du Sommet mondial de 2005	66/71	Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace
60/4	Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations	66/84	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies
63/260	Activités touchant au développement		
64/172	Le droit au développement		

## Titre V Coopération régionale pour le développement

66/125	Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale	68/210	Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable
66/155	Le droit au développement		
66/157	Renforcement de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme par la promotion de la coopération internationale et importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité	68/220	Science, technique et innovation au service du développement
		68/222	Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire
66/161	La mondialisation et ses effets sur le plein exercice de tous les droits de l'homme	68/230	Coopération Sud-Sud
66/210	Rôle des Nations Unies s'agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance	68/234	Vers des partenariats mondiaux : démarche fondée sur des principes pour le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et tous les partenaires intéressés
66/213	Quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés	69/313	Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (Programme d'action d'Addis-Abeba)
66/216	Participation des femmes au développement		
66/288	L'avenir que nous voulons	70/1	Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030
67/140	Réaliser, pour 2015 et au-delà, les objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement arrêtés au niveau international pour les personnes handicapées	70/211	Rôle des Nations Unies s'agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance
67/164	Droits de l'homme et extrême pauvreté	70/215	Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire
67/217	Vers un nouvel ordre économique international	70/219	Participation des femmes au développement
67/226	Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies	70/299	Suivi et examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau mondial
67/230	Le rôle des Nations Unies dans la promotion d'un nouvel ordre mondial humain	71/192	Le droit au développement
		71/243	Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
68/1	Examen de l'application de la résolution 61/16 de l'Assemblée générale sur le renforcement du Conseil économique et social	71/244	Coopération Sud-Sud
		72/172	Promotion d'un ordre international démocratique et équitable
68/4	Déclaration du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement	72/204	Soutenabilité de la dette extérieure et développement
68/6	Document final de la manifestation spéciale consacrée au bilan de l'action entreprise pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement	72/232	Suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral
		72/279	Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
68/158	Le droit au développement		
68/198	Technologies de l'information et des communications au service du développement	73/254	Vers des partenariats mondiaux : démarche fondée sur des principes pour le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et tous les partenaires intéressés
68/201	Système financier international et développement		
68/202	Soutenabilité de la dette extérieure et développement		
68/204	Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement	73/291	Document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud



74/216	Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable	74/217	Suivi et application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement
--------	---	--------	--

*Résolutions et décisions du Conseil économique et social*

Décision 2004/310	Application et suivi des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies	2013/16	Prise en compte de la problématique hommes-femmes dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies
2012/2	Le rôle du système des Nations Unies dans la mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation	2013/44	Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement
2012/9	Élimination de la pauvreté	2016/2	Prise en compte de la problématique hommes-femmes dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies
2012/30	Le rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide des Nations Unies, compte tenu des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment la résolution 61/16	2016/8	Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain
		2016/12	Création du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable
2013/5	Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 67/226 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies	2018/7	Prise en compte de la problématique hommes-femmes dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies

*Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

650 (XXXIII)	Résolution de Brasilia	717 (XXXVII)	Résolution de La Havane
666 (XXXIV)	Résolution de San Salvador	728 (XXXVII)	Programme de travail et priorités de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour 2020
690 (XXXV)	Résolution de Lima		
697(XXXVI)	Résolution Horizons 2030	736 (PLEN.34)	Programme de travail et priorités de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour 2021
700 (XXXVI)	Résolution de Mexico portant création du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable		

## Produits

- 21.14 On trouvera dans le tableau 21.1 les produits de portée générale retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie.

Tableau 21.1

## Produits de portée générale retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Documentation destinée aux organes délibérants</b> (nombre de documents)	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>3</b>
1. Projet de Programme de travail du système de la CEPALC	1	1	1	1
2. Rapport sur les activités de la Commission	–	1	1	1
3. Rapport sur la session de la Commission	–	–	1	–
4. Rapport sur le Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable	1	1	1	1
5. Rapport sur les principales questions que la Commission examinera lors de sa session	–	–	1	–
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>30</b>	<b>15</b>
6. Séances de la session de la Commission	–	–	15	–
7. Réunions du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable	10	10	10	10
8. Réunions de la plateforme de coordination régionale	–	–	2	2
9. Séances du Comité du programme et de la coordination	1	1	1	1
10. Séances du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	1	1	1	1
11. Séances de la Cinquième Commission	1	1	1	1
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
12. <i>CEPAL Review</i>	3	3	3	3
13. Rapport d'étape sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	1	1	1
<b>D. Activités de communication</b>				
<b>Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information</b> : brochures, fiches d'information, planches murales et dossiers d'information ; quatre numéros du bulletin d'information électronique intitulé <i>ECLAC Notes</i> ; activités d'information liées aux manifestations et célébrations organisées par l'ONU et la Commission.				
<b>Relations extérieures et relations avec les médias</b> : campagnes sur les médias sociaux ; visites guidées des locaux de la Commission à Santiago ; couverture photographique des réunions et des activités de la CEPALC et contenus audiovisuels sur les travaux de la CEPALC ; conférences de presse et points de presse relatifs au lancement des publications phares et autres documents pertinents de la CEPALC et de l'ONU ; communiqués de presse en anglais et en espagnol relatifs aux travaux de la CEPALC et de l'ONU ; activités de liaison avec les médias d'information nationaux et internationaux pour coordonner les interviews avec les porte-paroles de la CEPALC et de l'ONU.				

## Activités d'évaluation

21.15 Les évaluations qui ont été menées à bien en 2019 et dont la liste est donnée ci-après ont orienté l'établissement du plan-programme pour 2021 :

- a) Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur la préparation des entités des Nations Unies, la cohérence de leurs politiques et les résultats déjà obtenus grâce à leur appui à la réalisation des objectifs de développement durable ;

- b) Auto-évaluation relative aux capacités des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes d'élaborer des politiques et stratégies en matière de développement des énergies durables.
- 21.16 Il a été tenu compte des conclusions des évaluations mentionnées au paragraphe 21.15 au moment de l'établissement du plan-programme pour 2021. Conformément aux principes du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation, la CEPALC utilise les évaluations comme outils de transparence, de responsabilité et d'apprentissage. Par exemple, les recommandations concernant la nécessité de diffuser les enseignements tirés de la mise en œuvre des projets, ainsi que la possibilité de promouvoir l'institutionnalisation des organismes régionaux, ont été intégrées dans l'ensemble du programme de travail de la CEPALC, en raison de leur vaste champ d'application.
- 21.17 Il est prévu de procéder aux évaluations et auto-évaluations ci-après en 2021 :
- a) Transformations technologiques en Amérique latine ;
  - b) Renforcement des cadres institutionnels nationaux dans les pays des Caraïbes ;
  - c) Renforcement de la coordination, de la cohérence et de l'efficacité de l'exécution s'agissant du volet environnemental du Programme 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes ;
  - d) Consolidation des liens entre le milieu rural et le milieu urbain au service du développement pour tous en Colombie ;
  - e) Suivi de la réalisation des objectifs de développement durable liés à l'énergie ;
  - f) Renforcement des institutions ainsi que de la cohérence et de l'intégration des politiques sociales au niveau national afin de promouvoir l'égalité.

## **Programme de travail**

### **Sous-programme 1**

#### **Commerce international, intégration et infrastructure**

##### **Objectif**

- 21.18 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de renforcer l'intégration à l'échelle régionale, la logistique et l'infrastructure pour favoriser un développement global et équitable et pour permettre à l'Amérique latine et aux Caraïbes de mieux se positionner dans le commerce international et l'économie mondiale.

##### **Stratégie**

- 21.19 Pour permettre à l'Amérique latine et aux Caraïbes de mieux se positionner dans le commerce international et l'économie mondiale, le sous-programme continuera d'appuyer le renforcement des capacités des États membres à coopérer et à participer plus efficacement au commerce mondial et régional, de réduire leur dépendance à l'égard des exportations de produits de base et de renforcer les chaînes d'approvisionnement régionales, ce qui devrait aider les pays à mettre en place des politiques favorisant une croissance économique plus soutenue, inclusive et durable, grâce à des modes de consommation et de production durables, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif 12 (Établir des modes de consommation et de production durables), ainsi que grâce à la création d'emplois productifs et de qualité, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous), en particulier de la cible 8.2 (Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation), notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre et de la cible 8.3 (Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent les activités productives, la

création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers). Le sous-programme mènera également, sur demande, des activités d'assistance technique et des études. En outre, les activités du sous-programme visent à renforcer, grâce à des analyses aux niveaux national et régional, la capacité des pays à faire face aux nouveaux enjeux, tels que le commerce et les services numériques, la participation aux chaînes de valeur mondiales et régionales, l'internationalisation des petites et moyennes entreprises, la facilitation des échanges, les nouvelles normes applicables aux secteurs public et privé, la durabilité environnementale et ses liens avec les nouvelles questions qui se posent dans le domaine des infrastructures commerciales. Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : renforcer la capacité des pays à formuler des politiques commerciales, y compris sur la négociation, la mise en œuvre et l'administration d'accords commerciaux aux niveaux bilatéral, régional, plurilatéral ou multilatéral, en garantissant un traitement spécial et différencié aux pays en développement, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif 10 (Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre). Parmi les résultats obtenus, citons la conception d'un programme pilote fondé sur les méthodes de l'Union européenne au Honduras consacré à l'empreinte écologique du café ; l'élaboration de politiques publiques qui favorisent les liens de production entre les secteurs d'exportation et le reste de l'économie du Costa Rica, par le renforcement de la capacité du pays à formuler et à mettre en œuvre des politiques publiques visant à consolider le secteur de l'exportation.

- 21.20 Pour contribuer au renforcement de l'intégration régionale, de la logistique et des infrastructures en vue de promouvoir un développement global et équitable, le sous-programme aidera les États membres à élaborer et à réviser les politiques logistiques aux niveaux national et sous-régional. Il fournira des recommandations politiques et une assistance technique pour le suivi du déficit d'infrastructures et d'investissements économiques dans la région, en diffusant de nouvelles possibilités d'action et en facilitant l'échange de bonnes pratiques en matière de logistique et d'exploitation des infrastructures de transport (en particulier les ports et les principaux corridors commerciaux). En outre, il analysera la logistique, la facilitation des échanges et le développement des infrastructures aux niveaux national et transfrontalier, en particulier dans les pays en développement sans littoral et les autres États membres en situation particulière, contribuant ainsi à l'amélioration de la connectivité entre les pays et au renforcement de leur participation aux flux commerciaux régionaux et mondiaux, ce qui permettra d'atteindre la cible 17.11 (Accroître nettement les exportations des pays en développement, en particulier en vue de doubler la part des pays les moins avancés dans les exportations mondiales d'ici à 2020). Le sous-programme favorisera également la coordination des politiques de logistique et de mobilité avec les initiatives d'intégration régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes. Enfin, il cherchera à faire de l'équilibre entre efficacité, résilience et durabilité le pilier des politiques d'infrastructure logistique et à soutenir la mise en œuvre de politiques visant à augmenter la part des biens industrialisés dans les exportations des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif 9 (Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation). Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : renforcer la capacité des pays de la région à participer plus efficacement aux chaînes de valeur mondiales et régionales, réduire les surcoûts logistiques qui entravent la compétitivité et la productivité des économies et favoriser un commerce plus durable. Parmi les résultats obtenus, citons l'adoption de la politique-cadre régionale de l'Amérique centrale en matière de mobilité et de logistique par le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama, en leur qualité de membres du Système d'intégration de l'Amérique centrale. Cet instrument est le fruit de la coopération technique, des informations et de la coordination institutionnelle fournis par la CEPALC à ces six pays d'Amérique centrale.

### **Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés**

- 21.21 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir, l'amélioration des moyens dont disposent les pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour participer véritablement aux chaînes de valorisation aux

niveaux mondial et régional, (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été obtenu, comme le montre le fait que 18 pays de la région ont adopté des mesures en matière de commerce et d'intégration en transformant leurs tableaux d'entrées-sorties nationaux en un tableau d'entrées-sorties harmonisé à l'échelle régionale, dépassant ainsi l'objectif biennal de 9 pays.

### **Exécution du programme en 2019 : relevé des chaînes de valorisation régionales par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes aux fins d'une plus grande intégration et coopération**

- 21.22 Depuis 2016, le sous-programme met en œuvre un projet visant à promouvoir une plus grande intégration et coopération entre dix-huit pays d'Amérique latine et des Caraïbes en utilisant des tableaux d'entrées-sorties comme outil d'analyse économique et de planification, l'objectif étant de favoriser l'intégration des pays de la région dans les chaînes de valorisation intrarégionales. Suite aux activités mises en œuvre dans le cadre du projet, le sous-programme a établi en 2019 le tableau des entrées-sorties de l'Amérique latine et des Caraïbes, dans lequel figure une harmonisation des flux commerciaux et de production pour plus de 40 secteurs économiques et où le tableau des entrées-sorties sous-régional pour la région d'Amérique centrale, la République dominicaine et le Mexique est fusionné avec le tableau des entrées-sorties de l'Amérique du Sud. Ce tableau régional d'entrées-sorties, premier du genre, a été présenté lors de la conférence consacrée à l'utilisation de ces tableaux comme outil pour les politiques commerciales et industrielles en Amérique latine et dans les Caraïbes et dans les liens de la région avec l'Asie-Pacifique, qui s'est tenue à Saint-Domingue en septembre 2019. Une autre réalisation importante a été l'harmonisation du tableau d'entrées-sorties de l'Amérique latine et des Caraïbes avec les différents tableaux d'entrées-sorties régionaux existants, tels que ceux de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de la Banque asiatique de développement et de la base de données mondiale des entrées-sorties (base WIOD). Cette harmonisation permettra de faire converger les différentes initiatives de tableaux d'entrées-sorties et orientera la création d'un tableau mondial utilisant des données harmonisées. En outre, le sous-programme a lancé un projet plus large visant à promouvoir l'intégration commerciale entre les pays d'Asie de l'Est et d'Amérique latine et des Caraïbes, mis en œuvre conjointement avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.
- 21.23 Ces projets visent à aider les États membres à mettre à jour et à réviser les tableaux nationaux d'entrées-sorties. En montrant l'équilibre entre l'offre et l'utilisation des biens et des services dans l'économie à différents niveaux et les liens entre les secteurs tant au niveau national que mondial, les tableaux d'entrées-sorties sont un outil utile pour la planification économique et la politique commerciale car ils présentent une analyse des chaînes de valorisation d'où ressortent les secteurs pouvant offrir de nouvelles possibilités commerciales.

#### *Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.24 Le travail effectué a contribué à l'amélioration de l'intégration régionale, de la logistique et des infrastructures, l'idée étant de promouvoir un développement global et équitable, comme le montre la décision d'El Salvador de rejoindre l'union douanière avec le Guatemala et le Honduras (Triangle du Nord), fondée sur l'analyse des chaînes de valeur utilisée pour déterminer les zones potentielles de croissance du commerce et simuler l'impact de l'adhésion à l'union. Cela a renforcé l'intégration dans la région d'Amérique centrale, comme en témoignent les règles de facilitation du transport aérien arrêtées en 2019, qui renforcent encore le Triangle du Nord.

Tableau 21.2  
Mesure des résultats

2015	2016	2017	2018	2019
s.o.	Demandes de services consultatifs quant aux effets potentiels de l'union douanière bilatérale introduites par le Guatemala et le Honduras	Création d'une union douanière entre le Guatemala et le Honduras	Établissement de l'union douanière entre le Guatemala, le Honduras et El Salvador	Élaboration de règles de facilitation du transport aérien, qui ont renforcé le Triangle du Nord

Abréviation : s.o. = sans objet.

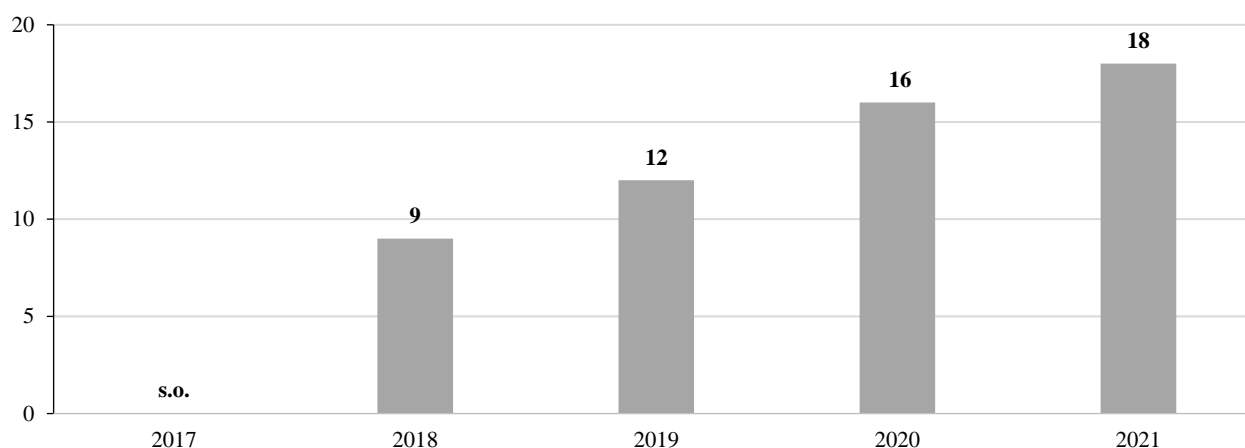
### Résultats escomptés pour 2021

#### Résultat 1 : comprendre les incidences des chaînes de valorisation birégionales (région de l'Asie et du Pacifique) (résultat déjà défini pour 2020)

- 21.25 Les travaux portant sur le relevé des chaînes de valorisation, y compris la production de biens et les revenus qu'elles génèrent tout au long du processus, se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et cela permettra aux pays d'utiliser les informations recueillies pour améliorer l'élaboration de politiques fondées sur la connaissance des faits, comme devrait le démontrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution [71/6](#) et sur les produits retenus pour 2020.

Figure 21.I

Mesure des résultats : nombre d'États d'Amérique latine et des Caraïbes dont le personnel a reçu une formation à l'exploitation des tableaux d'entrées-sorties sous-régionaux, régionaux ou birégionaux



Abréviation : s.o. = sans objet.

**Résultat 2 : encourager la compétitivité logistique par la coordination des politiques régionales en matière de facilitation du commerce et d'infrastructures (nouveau résultat)**

- 21.26 Le sous-programme s'efforcera d'aider les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à être plus compétitifs et à renforcer le commerce intrarégional en favorisant les processus de facilitation des échanges, en prônant l'amélioration d'infrastructures plus résistantes et en encourageant le recours à des modes de transport plus efficaces. Les pays de la région appliquent un taux moyen de droits faible sur les marchandises importées. Néanmoins, il existe plusieurs coûts supplémentaires liés au manque d'infrastructures, ainsi que des obstacles d'ordre administratif qui entravent le potentiel commercial du marché régional. Les préoccupations concernant la persistance des barrières non tarifaires au commerce, le manque d'infrastructures et l'absence de services logistiques compétitifs ont été parmi les principaux sujets à l'ordre du jour de l'intégration ces dernières années. Pour soutenir ce processus, le sous-programme aide les pays de la région à évaluer les coûts associés à l'absence de programme de facilitation des échanges d'une part et ceux associés à la mise en œuvre d'un programme de réduction des obstacles administratifs au commerce d'autre part. En outre, plusieurs programmes sous-régionaux ont suscité un intérêt technique et politique, par exemple : la feuille de route de l'Union douanière, 2015-2024 ; la politique-cadre régionale de l'Amérique centrale en matière de mobilité et de logistique ; l'agenda méso-américain sur le transport, la logistique et l'intégration économique ; la stratégie centraméricaine pour la facilitation du commerce et la compétitivité.
- 21.27 Afin de remédier au fait que les infrastructures et les services logistiques sont insuffisants et non durables dans cette région, le sous-programme aide depuis 2010 les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à concevoir et à mettre en œuvre des politiques nationales plus cohérentes et plus durables, en y intégrant les préoccupations sociales et environnementales et en facilitant leur coordination au niveau sous-régional. En outre, le sous-programme a permis d'accroître les activités de sensibilisation et la coordination institutionnelle au plus haut niveau politique, grâce au Mécanisme de Tuxtla pour le dialogue et la coordination. Grâce à ce mécanisme, les 10 chefs d'État et de Gouvernement des pays méso-américains se réunissent pour examiner les questions régionales, hémisphériques et mondiales d'intérêt commun, définir des positions communes pour les différents forums multilatéraux, promouvoir des projets économiques communs et convenir d'actions de coopération régionale dans tous les domaines, entre autres activités.
- 21.28 Depuis 2015, le sous-programme a pu inscrire le thème de la facilitation des échanges, des infrastructures et de la logistique à l'ordre du jour des politiques des chefs d'État et des réunions ministérielles sectorielles. En outre, il a régulièrement reçu des demandes de soutien supplémentaire pour uniformiser les infrastructures logistiques et coordonner les mesures techniques et économiques aux fins de la circulation des chargements et des passagers sur le marché sous-régional. Ces éléments permettront de mettre en œuvre un cadre régional pour le financement de projets de transport régionaux visant non seulement à améliorer la connectivité, mais aussi à réduire les coûts de transport et les externalités, favorisant ainsi le commerce intrarégional et l'intégration productive en tant qu'éléments essentiels du développement durable.

*Situation interne et réponse*

- 21.29 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il s'agissait de préserver la coopération existante dans une optique de long terme. Afin de réduire les coûts logistiques et les délais requis dans les échanges intrarégionaux, il faudra consentir un niveau élevé d'investissement dans les infrastructures physiques et technologiques ainsi que maintenir l'engagement politique au plus haut niveau. Les avantages à tirer de ces politiques dépendront du degré de libre circulation aux frontières, de la facilitation des échanges ainsi que de l'achèvement et du suivi de l'uniformisation de la réglementation et du développement institutionnel associés à ce processus. Il sera fondamental de promouvoir et de mettre en œuvre des changements dans les procédures actuelles et d'associer les secteurs public et privé, ainsi que de les encourager à s'adapter au nouveau mode de fonctionnement.
- 21.30 En réponse, le sous-programme s'attachera à mieux faire connaître l'importance de la facilitation des échanges et l'existence d'un marché économique élargi pour le développement des pays méso-américains et encouragera la création de nouvelles possibilités de formation, d'innovation et de

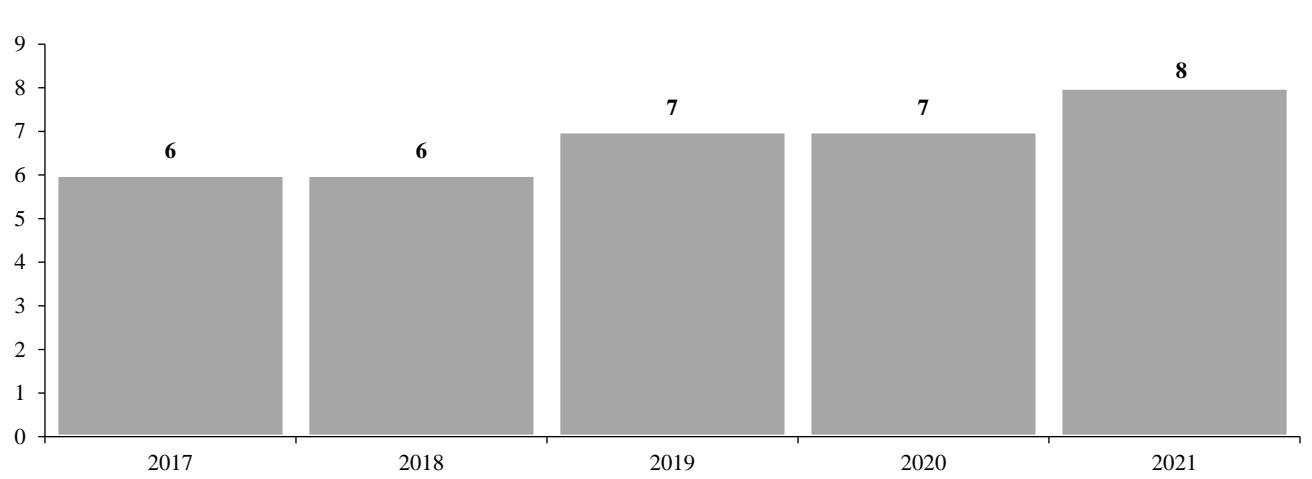
coopération pour développer les services logistiques, ce qui aidera les petites et moyennes entreprises à tirer parti d'un marché plus vaste et à devenir plus compétitives.

*Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.31 Le travail qui sera effectué devrait contribuer à l'amélioration de l'intégration régionale, de la logistique et des infrastructures afin de promouvoir un développement global et équitable, comme devraient le montrer huit références dans des résolutions présidentielles ou ministérielles relatives au transport, à la logistique et à la facilitation du commerce ainsi que de nouvelles demandes techniques adressées à la CEPALC pour qu'elle continue à soutenir et à approfondir ce processus afin de réduire le coût et le temps nécessaires pour opérer des transactions transfrontalières.

Figure 21.II

**Mesure des résultats : nombre de références dans les résolutions présidentielles ou ministérielles relatives au transport, à la logistique et à la facilitation des échanges**



### Textes des organes délibérants définissant les mandats

- 21.32 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

#### *Résolutions de l'Assemblée générale*

63/199	Déclaration de l'Organisation internationale du travail sur la justice sociale pour une mondialisation équitable	69/137	Programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024
64/255 ; 66/260	Amélioration de la sécurité routière mondiale	70/217	Suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral
66/210	Rôle des Nations Unies s'agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance	73/219	Commerce international et développement
		73/240	Vers un nouvel ordre économique international

#### *Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

552 (XXVI)	Consolidation du développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes		développement sans littoral pour la décennie 2014-2024
608 (XXX)	Promotion de la coordination dans les études et les activités relatives à l'Amérique du Sud	732 (XXXVII)	Révision de la Mise en œuvre du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024
711 (XXXVI)	Mise en œuvre du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en		



## Produits

- 21.33 On trouvera dans le tableau 21.3 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 21.3

### Sous-programme 1 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
1. Projet sur la fourniture d'infrastructures et de services logistiques adaptés à l'exigence de rentabilité économique, d'équité sociale et de viabilité environnementale et renforcement de l'intégration des infrastructures physiques dans la région	1	1	1	1
2. Projet sur les politiques et stratégies commerciales, l'adaptation au changement climatique, les migrations, le commerce équitable et les chaînes de valorisation	1	1	1	—
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>8</b>
3. Atelier et séminaires sur la politique commerciale, le rôle du commerce dans la réalisation des objectifs de développement durable, les stratégies comparatives destinées à renforcer les chaînes de valorisation régionales ; politiques axées sur la durabilité en matière de logistique, de mobilité et d'infrastructure	6	6	6	8
4. Formation sur la prestation et la gestion des services d'infrastructure	3	3	3	—
5. Formation consacrée à la mise en valeur de la participation de la région dans la chaîne d'approvisionnement mondiale	—	—	2	—
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>24</b>	<b>22</b>
6. <i>International Trade Outlook for Latin America and the Caribbean</i>	1	1	1	1
7. Publications sur les relations économiques avec les États-Unis d'Amérique et les flux de capitaux vers la région	8	8	8	8
8. Publications sur le commerce et le développement, le transport maritime, la durabilité en matière de logistique, de mobilité et d'infrastructure et l'intégration régionale dans la région	13	13	15	13
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>10</b>
9. <i>Bulletin sur la facilitation du commerce et du transport en Amérique latine et dans les Caraïbes</i>	8	8	8	6
10. Bulletins statistiques sur le commerce international des marchandises en Amérique latine et dans les Caraïbes	4	4	4	4
11. Rapport technique sur les tendances et les activités de règlement des différends au sein de l'Organisation mondiale du commerce et dans les programmes d'intégration régionale	1	1	1	—

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
------------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

**C. Activités de fond**

**Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause** : politique commerciale, intégration, durabilité en matière de logistique, de mobilité et d'infrastructure et aspects sociaux et durabilité.

**Bases de données et supports numériques** : bases portant sur les données et les litiges commerciaux, l'émission d'obligations, les marges et les notes de crédit, la logistique durable, le Profil maritime et logistique de l'Amérique latine et des Caraïbes et d'autres données sur les services d'infrastructure, y compris des données sur les investissements en infrastructures en Amérique latine et dans les Caraïbes.

**D. Activités de communication**

**Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information** : bulletin d'informations *CEPAL News*.

## **Sous-programme 2 Production et innovation**

### **Objectif**

- 21.34 L'objectif auquel ce sous-programme contribue est d'améliorer la diversification des structures de production par l'innovation et la diffusion des nouvelles technologies et de renforcer les liens et les réseaux entre les entreprises.

### **Stratégie**

- 21.35 Pour contribuer à mieux diversifier les structures de production par l'innovation et la diffusion des nouvelles technologies, la Division s'attachera à faciliter la concertation et l'échange de données d'expérience comme de bonnes pratiques entre les parties prenantes s'agissant de la dynamique du développement productif, aux niveaux régional, national et local ainsi que dans le cadre de réunions, de séminaires et de forums électroniques, au moyen, notamment, de services de coopération technique, de formation spécialisée et d'ateliers. Ces activités devraient avoir pour résultat le renforcement des capacités nationales à intégrer l'innovation et les nouvelles technologies.
- 21.36 Le sous-programme travaillera en consultation et en collaboration avec les hautes autorités chargées de l'innovation, des technologies de l'information et des communications et des politiques numériques, du développement industriel, des investissements et de l'essor des petites et moyennes entreprises. Il se consacrera à l'intégration de l'innovation et des nouvelles technologies à faible intensité de carbone dans les processus de production, en mettant l'accent sur la convergence des technologies numériques (c'est-à-dire l'intégration de l'Internet des objets, de la 5G, des mégadonnées, de l'intelligence artificielle, des technologies de l'information et des sciences cognitives) et des nouveaux processus de fabrication (l'internet industriel) et sur le renforcement des capacités dans le domaine des technologies numériques. Une attention particulière sera également accordée à la dimension de genre des changements structurels, par exemple en ce qui concerne les écarts de productivité, la fracture numérique et les disparités d'emploi. Compte tenu de la rapidité de l'évolution de la technologie et de son impact considérable sur l'économie numérique, on ignore encore quelles seront les difficultés posées par le nouveau contexte économique. Dans ce contexte, le sous-programme effectuera des analyses économiques et entreprendra des travaux de recherche appliquée basée sur la génération, le traitement et l'analyse d'informations et d'indicateurs dans diverses bases de données dont les résultats seront diffusés par la suite et des recommandations stratégiques seront présentées aux pays, aux organismes régionaux et à d'autres parties prenantes. Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : la conception et la mise en œuvre de politiques industrielles et technologiques qui favorisent les changements structurels et renforcent les capacités dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Le travail qui sera effectué sur la diffusion des nouvelles technologies et leur intégration dans les processus de production devrait aboutir au

renforcement des moyens scientifiques et technologiques permettant aux États membres de s'orienter vers des modes de consommation et de production plus durables, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif 12 du développement durable (Établir des modes de consommation et de production durables), ainsi qu'à un effet positif sur la croissance globale de la productivité, contribuant à la réalisation de l'objectif 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous). Parmi les résultats déjà obtenus citons l'élaboration par le Chili de programmes stratégiques de spécialisation intelligente et d'une stratégie d'investissement pour le secteur du service de la technologie exportable, ainsi que la conception d'un programme numérique pour 2016-2020 en République dominicaine.

- 21.37 Pour contribuer au renforcement des liens des réseaux entre les entreprises, le sous-programme travaillera à intégrer les microentreprises et petites et moyennes entreprises dans le processus de diffusion de la technologie, en les mettant en relation avec des entreprises plus grandes qui utilisent des technologies avancées. En outre, les retombées des investissements étrangers directs seront analysées et mesurées afin de concevoir des politiques industrielles qui auront des effets positifs sur l'apprentissage et la diversification des structures de production et d'exportation. Les investissements étrangers peuvent avoir des effets favorables sur le transfert de technologie et sur l'expansion des exportations. À cette fin, les travaux entrepris dans le cadre du sous-programme contribueront à aider les pays à concevoir et à mettre en œuvre des politiques actives qui renforcent l'innovation et l'adaptation locales en contribuant à exploiter le potentiel des investissements étrangers directs. Le sous-programme soutiendra également, au moyen d'une assistance technique et à la demande des pays, l'analyse, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de stratégies industrielles. L'intégration des microentreprises et petites et moyennes entreprises dans des marchés nationaux et étrangers compétitifs et les processus d'apprentissage correspondants devraient aboutir à un processus de diversification associé à la création de nouvelles possibilités d'emplois formels et de croissance de la productivité, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif 9 du développement durable (Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation). Parmi les résultats déjà obtenus, citons la mise en œuvre d'un nouveau cadre juridique destiné à encourager les petites et moyennes entreprises en Argentine, à la suite de l'assistance technique fournie par la CEPALC.

### **Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés**

- 21.38 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir l'amélioration des moyens dont les pays d'Amérique latine et des Caraïbes disposent pour formuler des politiques et des stratégies destinées à faire évoluer les structures de production grâce à l'innovation et à la mise en place d'outils technologiques dans la matrice de production, et pour jeter des ponts entre les activités, les entreprises et les secteurs (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été obtenu, comme le montre l'adoption de cinq politiques, mesures ou démarches conformes aux recommandations de la Commission par les pays de la région en vue de renforcer la compétitivité des structures de production, ce qui permet ainsi d'atteindre l'objectif annuel de cinq. Le soutien apporté par la CEPALC au programme numérique régional a permis à cinq pays (Argentine, Brésil, Colombie, Équateur et Pérou) d'adopter des politiques dans le domaine numérique dans le but d'accroître les niveaux de compétitivité en intégrant les technologies numériques dans leurs processus de production. Ces politiques sont conformes au Plan d'action dans le domaine du numérique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (eLAC 2020), qui a été proposé par la CEPALC. À titre d'exemple, l'Équateur a lancé sa stratégie en matière de télécommunications, qui représente un jalon important puisqu'elle est l'une des rares stratégies de la région à disposer d'une feuille de route clairement définie pour le développement de l'économie numérique dans son ensemble, puisque la stratégie comprend cinq domaines (infrastructure et connectivité, administration numérique, compétences numériques, sécurité des données, dématérialisation de la production), qui serviront d'orientation pour les politiques publiques.

## Exécution du programme en 2019 : renforcement du réseau d'entreprises du secteur de la création

- 21.39 Le sous-programme a soutenu l'industrie de l'animation numérique par la conception et la mise en œuvre de stratégies de développement en Colombie, au Costa Rica et au Panama. Cette assistance technique était axée sur les secteurs de l'industrie créative qui utilisent le plus le numérique et les techniques de pointe : musique, jeux vidéo et multimédia, production vidéo (y compris les films, les séries télévisées et les clips vidéo) et autres formes d'animation numérique.
- 21.40 Dans le cadre des travaux du sous-programme, l'accent a notamment été placé sur la conception de propositions politiques visant à renforcer la chaîne de valorisation de l'animation numérique. Ces politiques sont censées promouvoir la création de liens productifs entre les entreprises du secteur et de groupements d'entreprises, et ainsi favoriser leur productivité et leur compétitivité par l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies, en particulier dans le domaine numérique, et stimuler le commerce au sein de la région méso-américaine.
- 21.41 Le sous-programme a évalué la chaîne de valorisation dans chacun des pays concernés et a élaboré des plans et des stratégies pour améliorer les chaînes de valeur aux niveaux national et méso-américain. Parmi les principaux bénéficiaires, on peut citer des microentreprises et petites et moyennes entreprises appartenant à la chaîne de l'industrie créative, des institutions participant à l'industrie créative, des instituts techniques et des établissements d'enseignement supérieur, des centres et laboratoires de recherche et des organismes de réglementation. La méthodologie adoptée était une approche participative, dans laquelle les analyses effectuées, les démarches entreprises et les priorités établies étaient d'abord débattues et convenues avec les bénéficiaires de l'initiative.

### *Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.42 Le travail effectué a contribué à renforcer les liens et les réseaux entre les entreprises, comme le montre l'élaboration par la Colombie, le Costa Rica et le Panama de politiques publiques axées sur le développement de programmes de formation spécialisée visant à renforcer les liens entre les entreprises de l'industrie créative et à favoriser la coordination entre les établissements d'enseignement supérieur dans le domaine de l'animation numérique. Après avoir montré leur intérêt en 2017 pour le développement de l'industrie créative dans leur pays et dans la région méso-américaine, les pays ont organisé, conjointement avec la CEPALC, des tables rondes avec tous les acteurs de la chaîne de production de l'animation numérique (publics, privés et universitaires), au cours desquelles les pays ont convenu de stratégies et de plans. En 2019, les pays ont œuvré à l'élaboration de ces stratégies et de ces plans qui devraient être mis en œuvre en 2020.

Tableau 21.4  
Mesure des résultats

2015	2016	2017	2018	2019
s.o.	s.o.	Des pays ont manifesté leur intérêt en faveur du développement du secteur de l'animation numérique et demandent une assistance technique à la CEPALC	Les parties prenantes des secteurs public, privé et universitaire participent à des tables rondes afin d'élaborer, de coordonner et de contrôler les mesures de soutien au secteur de l'animation numérique	La Colombie, le Costa Rica et le Panama élaborent des politiques publiques axées sur l'élaboration de programmes de formation spécialisés et entreprennent de coordonner leur politique de promotion commerciale du

2015	2016	2017	2018	2019
				secteur de l'animation numérique, qui devraient être mises en œuvre en 2020

Abréviation : s.o. = sans objet.

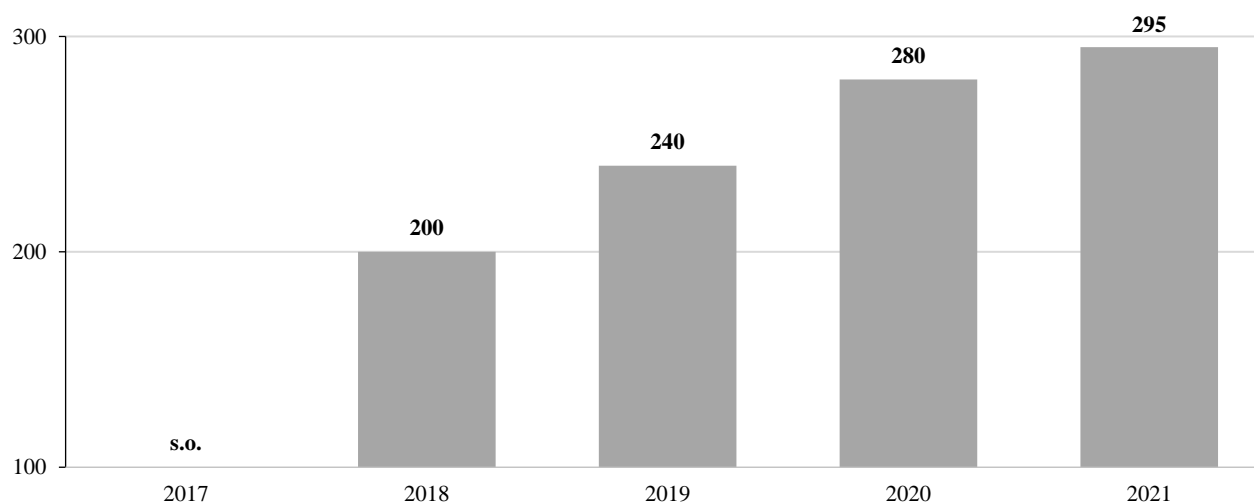
## Résultats escomptés pour 2021

### Résultat 1 : de nouveaux moyens institutionnels porteurs de changement structurel (résultat déjà défini pour 2020)

- 21.43 Les travaux relatifs au changement économique structurel se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et les pays recevront une aide dans le cadre du sous-programme pour renforcer leur capacité à formuler des politiques propices à diversification de l'économie, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution [71/6](#) et sur les produits retenus pour 2020.

Figure 21.III

**Mesure des résultats : nombre cumulé de fonctionnaires des pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui ont ou auront reçu une formation aux nouvelles possibilités de diversification économique**



Abréviation : s.o. = sans objet.

### Résultat 2 : élaboration de nouvelles politiques publiques favorisant l'utilisation des nouvelles technologies dans les processus de production (nouveau résultat)

- 21.44 Le sous-programme aide les pays de la région à concevoir et à mettre en œuvre des politiques dans les domaines de l'innovation et des nouvelles technologies. Dans le domaine numérique, les pays ont adopté le Plan d'action dans le domaine du numérique pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour la période 2018-2020 (eLAC 2020), qui a permis aux autorités respectives de définir de nouveaux axes stratégiques et lignes d'action visant à promouvoir l'inclusion numérique aux niveaux économique et social. En outre, la recherche sur les nouvelles technologies numériques a permis au sous-programme d'en déterminer les effets sur le marché du travail et l'économie en

général, de promouvoir l'utilisation de grands jeux de données dans le domaine du développement ainsi que de progresser dans la prise en compte de la cybersécurité et de la vie privée dans les politiques publiques. En outre, des activités de formation ont été organisées à l'intention des fonctionnaires au sujet de l'adoption des nouvelles technologies liées à la dématérialisation des processus de production, tant en présentiel qu'en ligne, afin de faire participer le plus grand nombre.

#### *Situation interne et réponse*

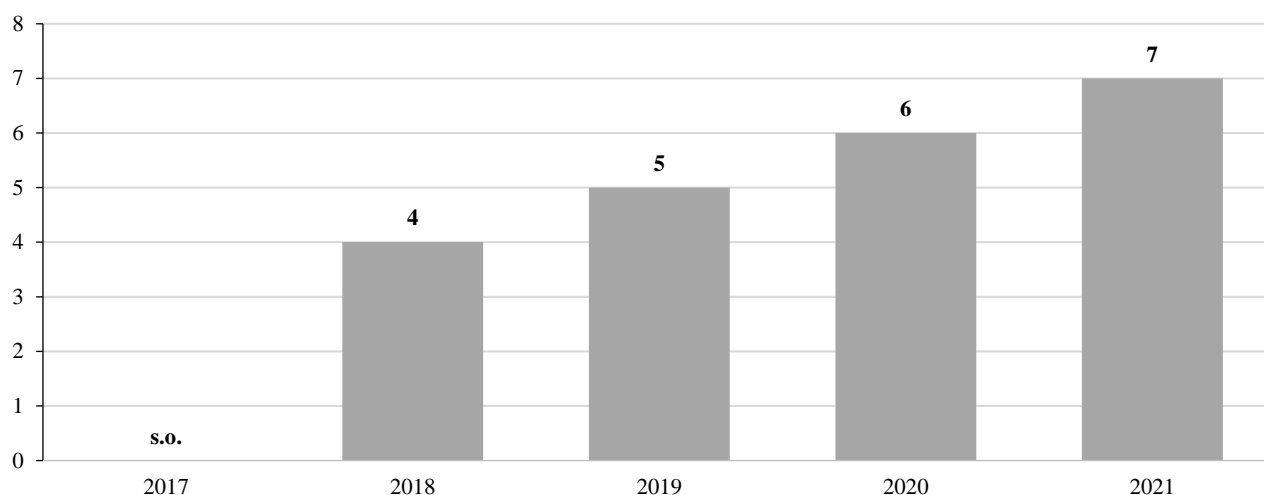
- 21.45 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : bien qu'au départ les nouvelles technologies numériques aient été adoptées en faveur de la croissance économique et inclusive dans un seul secteur (les télécommunications), elles ont évolué pour devenir une question transversale qui couvre maintenant presque tous les secteurs économiques et sociaux. À cet égard, et en raison de la rapidité des changements, le sous-programme n'a pas d'emblée réuni et inclus tous les acteurs concernés dans les débats consacrés à la définition des stratégies de développement numérique. En associant un plus grand nombre d'acteurs concernés, tant publics que privés, les nouvelles technologies pourront être adoptées et diffusées plus rapidement. En réponse, le sous-programme mettra davantage l'accent sur l'intégration de ces acteurs dans le processus, principalement par l'organisation de séminaires, d'ateliers et de formations.

#### *Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.46 Le travail qui sera effectué devrait contribuer à renforcer la diversification des structures de production par l'innovation et la diffusion de nouvelles technologies, comme devraient le montrer les sept nouvelles politiques qui auront été formulées d'ici 2021 et qui favoriseront l'utilisation des nouvelles technologies dans les processus de production conçus par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. La connexion sans précédent entre l'économie numérique et l'économie réelle a créé un nouveau modèle économique dans lequel les plateformes numériques mondiales sont devenues les principaux mécanismes d'intégration entre les pays, les entreprises et les personnes dans le monde entier. Dans ce nouveau paradigme, l'Amérique latine et les Caraïbes restent à la traîne des pays développés, tant en termes de revenu par habitant que de productivité, ce qui entrave les possibilités d'atteindre les objectifs de développement durable. Dans ce contexte, il est essentiel de mettre en œuvre des politiques publiques favorisant l'utilisation et l'intégration des nouvelles technologies.

Figure 21.IV

**Mesure des performances : nombre cumulé de nouvelles politiques publiques visant à encourager l'utilisation des nouvelles technologies dans les processus de production**



Abréviation : s.o. = sans objet.

## Textes des organes délibérants définissant les mandats

21.47 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

### Résolutions de l'Assemblée générale

66/217	Mise en valeur des ressources humaines	73/225	L'entrepreneuriat au service du développement durable
70/213	Science, technologie et innovation au service du développement	73/247	Coopération pour le développement industriel
73/179	Le droit à la vie privée à l'ère du numérique		
73/218	Les technologies de l'information et des communications au service du développement durable		

### Résolutions du Conseil économique et social

2008/18	Promouvoir le plein emploi et un travail décent pour tous	2017/22	Science, technologie et innovation au service du développement
2011/37	Surmonter la crise financière et économique mondiale : un Pacte mondial pour l'emploi	2018/28	Examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information

### Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

653(XXXIII)	Suite donnée au Plan d'action pour la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes	672 (XXXIV)	Création de la Conférence sur la science, l'innovation et les technologies de l'information et des communications de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
-------------	--	-------------	--

## Produits

21.48 On trouvera dans le tableau 21.5 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 21.5

### Sous-programme 2 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	6	—	8	6
1. Réunions préparatoires de la Conférence sur la science, l'innovation et les technologies de l'information et des communications de la CEPALC	6	—	8	6
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	3	3	3	1
2. Projets sur le terrain concernant la structure de production, les investissements étrangers directs, les technologies nouvelles et émergentes ainsi que les politiques de la région	3	3	3	1

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>42</b>	<b>47</b>
3. Ateliers sur les nouvelles technologies et soutien aux petites et moyennes entreprises de la région	2	2	4	6
4. Formation et séminaires sur les investissements étrangers directs dans les projets des petites et moyennes entreprises	3	3	3	6
5. Formations sur la gestion de la politique d'innovation et les économies de la région	35	35	35	35
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>6</b>
6. <i>Foreign Direct Investment in Latin America and the Caribbean</i>	1	1	1	1
7. Publications et études sur la structure de production de la région, les investissements étrangers, les politiques industrielles, les nouvelles technologies et l'innovation	7	7	9	5
8. Étude sur l'efficacité technologique et la productivité en Argentine				
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause</b> : politiques et stratégies en matière de développement productif et de compétitivité, partenariats public-privé, investissements étrangers directs, systèmes d'innovation et technologies nouvelles et émergentes.				
<b>Bases de données et supports numériques</b> : bases de données sur l'activité économique dans des secteurs spécifiques, logiciel d'analyse de la compétitivité des pays et informations statistiques sur les principaux agents économiques de la région.				

### Sous-programme 3 Politiques macroéconomiques et croissance

#### Objectif

- 21.49 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de parvenir à une croissance économique et à un développement durables et inclusifs en Amérique latine et dans les Caraïbes en renforçant la capacité des décideurs et des autres parties prenantes de la région à analyser les problèmes existants et nouveaux en matière macroéconomique et financière et en aidant les décideurs à mieux évaluer, concevoir et mettre en œuvre des politiques macroéconomiques en faveur du développement et des politiques de financement du développement sur la base de l'analyse comparative des politiques.

#### Stratégie

- 21.50 Pour contribuer au renforcement de la capacité des décideurs et des autres parties prenantes de la région à analyser les problèmes existants et nouveaux en matière macroéconomique et financière, le sous-programme continuera de soutenir les États membres, les entités régionales et les autres parties prenantes au moyen de la recherche appliquée sur les politiques macroéconomiques en faveur du développement et les politiques de financement du développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'en leur fournissant, en temps utile des informations et des analyses précises – ventilées par sexe dans la mesure du possible, et des propositions et recommandations pratiques dans ses publications périodiques et spécialisées ainsi qu'à l'occasion des ateliers et séminaires qu'elle organisera. Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : sensibiliser davantage et contribuer au débat régional sur les tendances macroéconomiques et les tendances de financement du développement existantes et nouvelles, comme le montre le fait que les principales publications récurrentes du sous-programme sont celles que les parties prenantes externes téléchargent le plus. Parmi les résultats déjà obtenus citons l'intégration des travaux d'analyse et des recommandations politiques du sous-programme dans au moins six documents budgétaires à moyen



terme, des rapports de politique monétaire, des documents d'analyse politique et des analyses du secteur privé.

- 21.51 Pour contribuer à renforcer la capacité des décideurs à mieux évaluer, concevoir et mettre en œuvre des politiques macroéconomiques en faveur du développement et des politiques de financement du développement sur la base d'une analyse comparative des politiques, le sous-programme s'attachera à appuyer la création et le fonctionnement de réseaux afin de faciliter le partage de données d'expérience et de pratiques optimales et, sur demande, à entreprendre des activités de coopération technique et à fournir des services consultatifs, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous), 10 (Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre), 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous) et 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser). En outre, le sous-programme contribuera à renforcer les capacités, notamment pour ce qui est des politiques macroéconomiques et des politiques relatives au travail et au financement du développement, grâce à ses réunions d'experts et à ses séminaires qui donneront l'occasion aux acteurs de la coopération Sud-Sud de mettre en commun leurs expériences et meilleures pratiques. Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : renforcer la capacité des décideurs et des autres parties prenantes de la région à analyser les problèmes existants et nouveaux en matière macroéconomique et financière. Parmi les résultats déjà obtenus, citons le très haut degré de satisfaction constaté chez les participants aux séminaires, sachant que 99 % des personnes interrogées à l'issue des cinq ateliers organisés par le sous-programme en 2017-2018 ont jugé l'analyse et les conclusions des séminaires « utiles » ou « très utiles » à leur travail. En outre, les autorités des pays de la région ont adopté au moins 12 initiatives, mesures ou démarches conformes aux recommandations de la CEPALC, dans les domaines des politiques du travail (Argentine, Colombie, Costa Rica, Équateur et République dominicaine), des politiques budgétaires [Colombie, Costa Rica et Haïti et Mexique (Mexico)] et du financement du développement (Argentine et État plurinational de Bolivie).

### **Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés**

- 21.52 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir l'amélioration des moyens dont disposent les décideurs et les autres parties prenantes de la région pour analyser les problèmes existants et nouveaux d'ordre macroéconomique et ceux qui ont trait au financement du développement (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été obtenu, comme le montre le pourcentage élevé de répondants (95 %, 1 508 répondants sur 1 592, l'objectif annuel de 84 % étant dépassé) qui ont déclaré que les publications de la Commission avaient contribué à renforcer leur capacité d'analyse des problèmes d'ordre macroéconomique et de ceux qui ont trait au financement du développement.

### **Mesure des résultats en 2019 : politiques budgétaires visant à promouvoir une croissance durable et inclusive en Amérique latine et dans les Caraïbes**

- 21.53 Il est de plus en plus reconnu, tant au niveau mondial que régional, que la politique budgétaire doit jouer un rôle pivot dans la réalisation des objectifs de développement durable. Dans cette optique, la CEPALC a convoqué le trente et unième Séminaire régional sur la politique budgétaire, qui s'est tenu à Santiago les 25 et 26 mars 2019, afin d'élever le débat sur les politiques budgétaires nécessaires à un développement durable et inclusif. À cette occasion, les ministres et vice-ministres des finances de 10 pays de la région (Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Guatemala, Paraguay, Pérou et République dominicaine), des représentants d'organisations internationales, des universitaires et des membres d'organisations de la société civile ont pris part à des débats et mis en commun leurs expériences. Conformément aux idées défendues dans le sous-programme, les participants ont convenu qu'il fallait accroître la marge de manœuvre

budgétaire pour entreprendre des politiques budgétaires actives. Pour ce faire, le sous-programme a notamment recommandé, sur la base de ses travaux d'analyse, de mobiliser des ressources supplémentaires grâce à la réduction de la fraude fiscale et des flux financiers illicites ; de promouvoir l'adoption de taxes sur l'économie numérique et d'impôts sur la santé publique ; de modifier les mesures incitatives par l'introduction de taxes environnementales afin d'évoluer vers la décarbonisation de l'économie et la reconversion productive ; de réévaluer les charges fiscales ; de renforcer l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les taxes foncières. Parallèlement, la CEPALC a joué un rôle catalyseur dans les débats portant sur les nouvelles questions essentielles à la mise en œuvre du Programme 2030 et à la réalisation des objectifs de développement durable dans la région, en particulier, les politiques de dépenses et d'investissements publics destinées à protéger la double inclusion (sociale et professionnelle) par les moyens suivants : les dépenses sociales, le renforcement et la réorientation des investissements publics dans le but de stimuler l'utilisation de technologies de pointe (énergie, mobilité, communications et bioéconomie) dans l'exploitation des ressources naturelles, l'évolution vers des systèmes budgétaires qui encouragent les investissements publics prioritaires grâce à des cadres comptables favorables aux investissements, l'établissement d'accords public-privé pour les infrastructures et les énergies renouvelables et la refonte des incitatifs fiscaux pour les politiques industrielles.

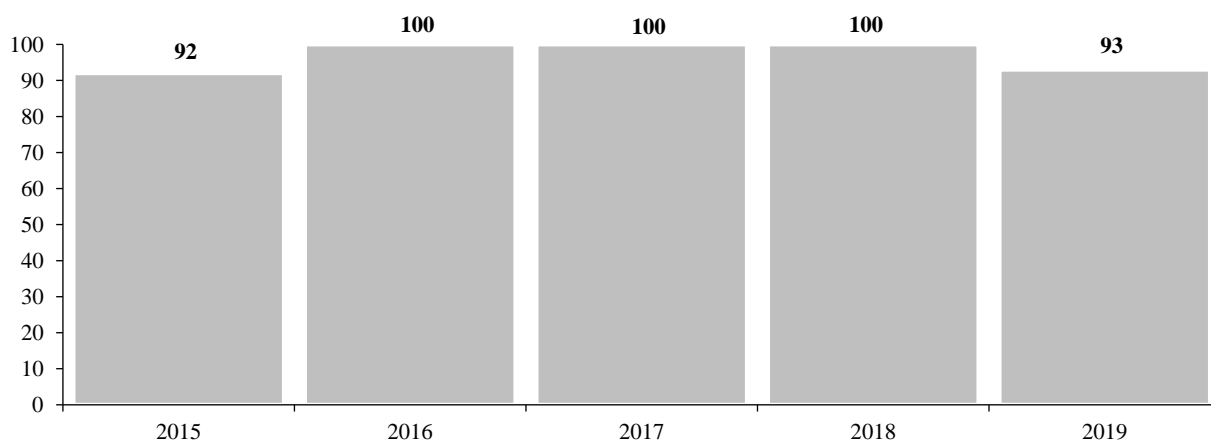
*Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.54 Le travail effectué a contribué à accroître la capacité des décideurs politiques à évaluer, concevoir et mettre en œuvre des politiques macroéconomiques en faveur du développement et des politiques de financement du développement sur la base d'une analyse comparative des politiques, comme le montre le fait que le pourcentage de personnes interrogées qui ont jugé les travaux du Séminaire régional sur la politique budgétaire et les recommandations politiques correspondantes « utiles » ou « très utiles » à l'élaboration de politiques macroéconomiques et de politiques de financement du développement est resté constamment supérieur à 90 % au cours des cinq dernières années (93 % en 2019). Ce résultat est conforme aux résultats observés sur la période 2015-2019, ce qui témoigne de la valeur que les principaux acteurs de la région continuent d'accorder aux travaux et aux recommandations politiques des forums de discussion Sud-Sud du sous-programme.

Figure 21.V

**Mesure des résultats : personnes interrogées ayant jugé le Séminaire régional sur la politique budgétaire et les recommandations politiques connexes « utiles » ou « très utiles » à l'élaboration de politiques macroéconomiques et de politiques de financement du développement**

(En pourcentage)



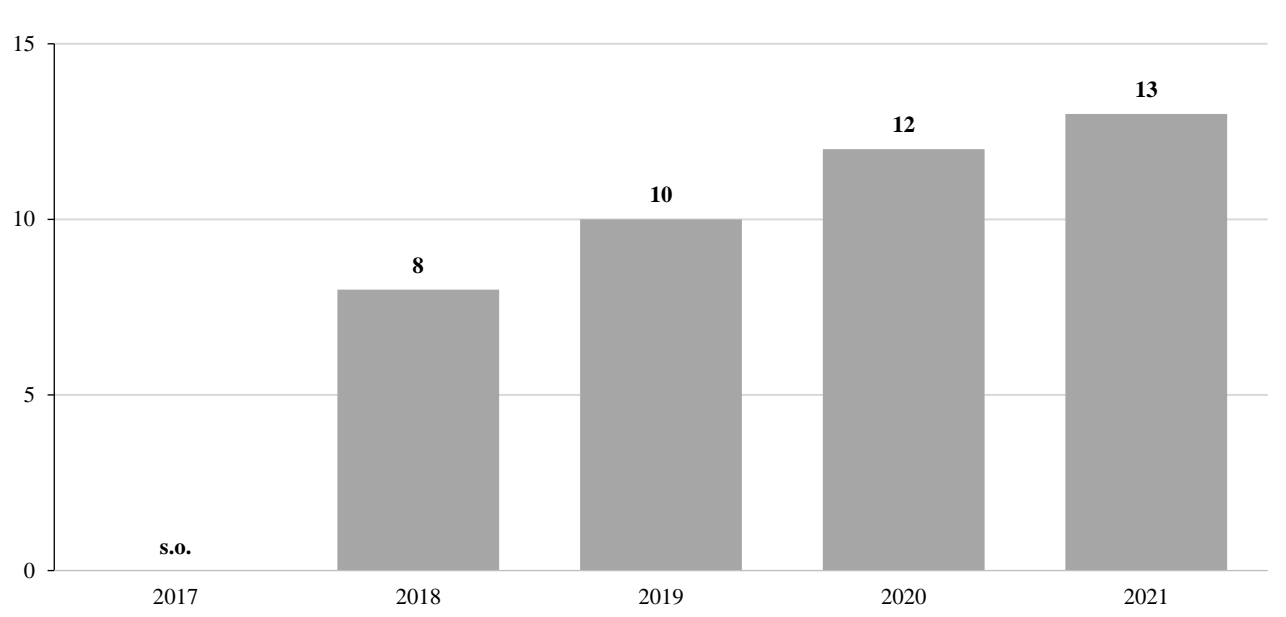
## Résultats escomptés pour 2021

### Résultat 1 : politiques macroéconomiques favorisant le développement sur fond de croissance lente (résultat déjà défini pour 2020)

- 21.55 Les travaux relatifs aux politiques macroéconomiques se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et les pays recevront une aide dans l'élaboration de politiques macroéconomiques destinées à accélérer le développement durable, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution 74/251, l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution 71/6 et sur les produits retenus pour 2020.

Figure 21.VI

**Mesure des résultats : nombre cumulé de mesures prises par les pays de la région qui vont dans le sens des analyses et recommandations de la Commission concernant les politiques macroéconomiques et le financement du développement**



Abréviation : s.o. = sans objet.

### Résultat 2 : intensification de la mobilisation des ressources pour financer les objectifs de développement durable (nouveau résultat)

- 21.56 Le financement du développement est une condition sine qua non à la réalisation des objectifs de développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans ce contexte, le sous-programme s'est attaché à soutenir les pays de la région dans les efforts qu'ils font pour stimuler la mobilisation des ressources intérieures et pour canaliser les flux de capitaux privés vers des projets essentiels de développement durable. En collaboration avec les parties prenantes, le sous-programme continue de fournir une analyse détaillée des tendances existantes et nouvelles en matière de mobilisation des ressources, de formuler des recommandations politiques basées sur ces analyses ainsi que de recenser les meilleures pratiques en organisant des forums et des ateliers Sud-Sud et en proposant des services de coopération technique. Le sous-programme continuera à user de son influence pour aider les pays de la région à se faire une place dans les débats qui se tiennent aux niveaux régional et mondial sur les questions de financement du développement et de coopération fiscale.

*Situation interne et réponse*

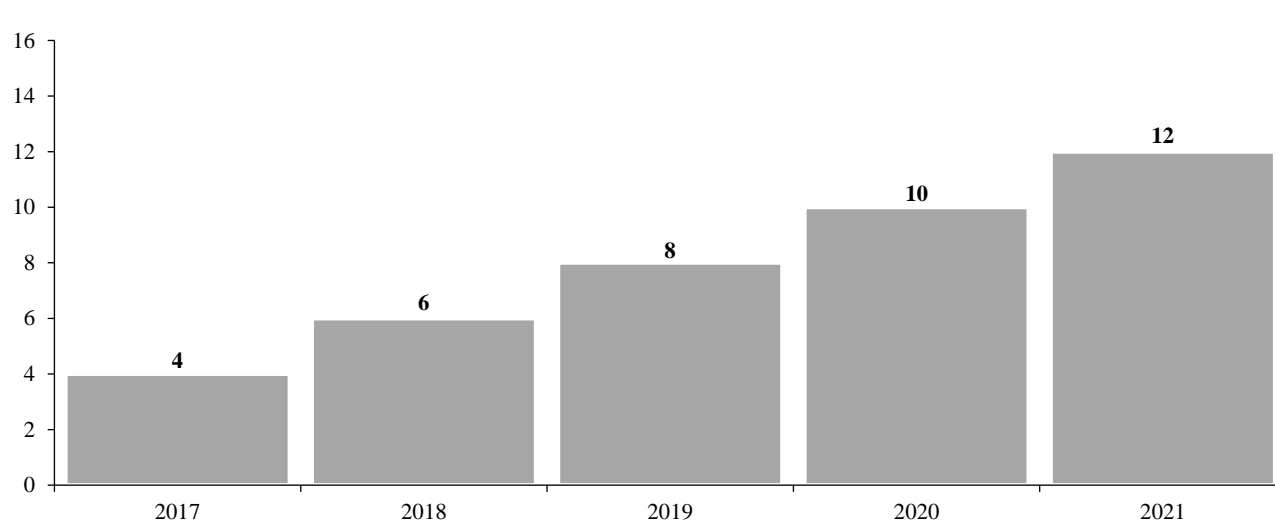
- 21.57 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il lui fallait repérer les canaux par lesquels ses travaux pouvaient aboutir à l'adoption de mesures politiques au niveau national. En réponse, le sous-programme redoublera d'efforts pour renforcer son analyse des tendances macroéconomiques et celles relatives au financement du développement, notamment dans le contexte des retombées socioéconomiques de la pandémie de COVID-19, ainsi que pour diffuser encore plus largement ses recommandations politiques par l'intermédiaire de ses réseaux, de la coopération technique et de la coopération Sud-Sud.

*Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.58 Ces travaux devraient contribuer à accroître la capacité des décideurs politiques à évaluer, concevoir et mettre en œuvre des politiques macroéconomiques en faveur du développement et des politiques de financement du développement sur la base d'une analyse comparative des politiques, comme devraient le démontrer l'adoption ou l'examen de 12 politiques, mesures ou démarches supplémentaires visant à renforcer la mobilisation des ressources.

Figure 21.VII

**Mesure des résultats : nombre cumulé de politiques, mesures et démarches de mobilisation des ressources**



**Textes des organes délibérants définissant les mandats**

- 21.59 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

*Résolutions de l'Assemblée générale*

63/199	Déclaration de l'Organisation internationale du travail sur la justice sociale pour une mondialisation équitable	67/12	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain et caribéen
63/229	Rôle du microcrédit et de la microfinance dans l'élimination de la pauvreté	67/218	Promotion de la transparence, de la participation et de la responsabilisation en matière de finances publiques
64/193	Suivi et mise en œuvre du Consensus de Monterrey et du texte issu de la Conférence d'examen de 2008 (Déclaration de Doha sur le financement du développement)	70/126	Promouvoir l'intégration sociale par l'inclusion sociale
65/146	Mécanismes innovants de financement du développement	72/206	Amélioration de l'accès aux services financiers pour le développement durable

72/230	Coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire		bonnes pratiques en matière de recouvrement des avoirs pour favoriser le développement durable
73/220	Système financier international et développement	73/223	Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement
73/221	Soutenabilité de la dette extérieure et développement		
73/222	Promotion de la coopération internationale dans les domaines de la lutte contre les flux financiers illicites et du renforcement des	73/247	Coopération pour le développement industriel

### Résolutions du Conseil économique et social

2008/16	Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale		économique mondiale et son incidence sur le développement : examen de la création éventuelle d'un groupe spécial d'experts
2008/18	Promouvoir le plein emploi et un travail décent pour tous	2019/2	Prise en compte de la problématique femmes-hommes dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies
2009/5	Surmonter la crise : un Pacte mondial pour l'emploi		
2009/30	Mise en place d'un processus intergouvernemental ouvert, renforcé et plus efficace pour assurer le suivi de la question du financement du développement	2019/6	Lutter contre les inégalités et les obstacles à l'inclusion sociale au moyen des politiques budgétaires et salariales et des politiques de protection sociale
2011/39	Suite donnée au Document final de la Conférence sur la crise financière et		

### Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

655(XXXIII)	Comité pour le développement et la coopération des Caraïbes	713(XXXVI)	Suivi régional des textes issus des conférences sur le financement du développement
-------------	---	------------	---

## Produits

21.60 On trouvera dans le tableau 21.6 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 21.6

### Sous-programme 3 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
1. Séminaires, ateliers et formations sur les politiques macroéconomiques et financières en Amérique latine et dans les Caraïbes	10	10	10	10
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>14</b>
2. <i>Étude sur la situation économique de l'Amérique latine et des Caraïbes</i>	1	1	1	1
3. <i>Fiscal Panorama of Latin America and the Caribbean</i>	1	1	1	1
4. <i>Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean</i>	1	1	1	1
5. Études sur les politiques macroéconomiques, sectorielles et financières en Amérique latine et dans les Caraïbes	10	10	9	10

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
6. Études portant sur des questions économiques propres à l'Uruguay	1	1	1	1
7. Étude d'une question hautement prioritaire relative aux politiques macroéconomiques et aux politiques de développement en Colombie	–	–	1	–
8. Étude relative aux règles budgétaires au Brésil, y compris une évaluation des changements constitutionnels portant sur les limites de dépenses et les réformes de la sécurité sociale	–	–	1	–
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause</b> : politiques macroéconomiques et financières, projections économiques et systèmes de suivi du développement économique, et questions macroéconomiques au Ministère de l'économie et des finances en Uruguay.				
<b>Bases de données et supports numériques</b> : observatoire des politiques budgétaires dans la région ; informations statistiques relatives aux variables économiques et financières des pays de la région.				

## **Sous-programme 4 Développement social et égalité sociale**

### **Objectif**

- 21.61 L'objectif auquel le sous-programme contribue est le renforcement des initiatives régionales et des stratégies, politiques et programmes nationaux visant à instaurer une plus grande égalité sociale et économique et à contribuer au bien-être général de la population dans la région, comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, selon une démarche fondée sur les droits.

### **Stratégie**

- 21.62 Pour contribuer au renforcement des initiatives régionales et des stratégies, politiques et programmes nationaux visant à instaurer une plus grande égalité sociale et économique et à contribuer au bien-être général de la population dans la région, comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, selon une démarche fondée sur les droits, le sous-programme aidera les pays à mettre en œuvre le programme régional de développement social inclusif comme suite aux décisions et accords issus de la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il mènera des travaux de recherche appliquée, produira des analyses, diffusera des résultats, fournira des formations et des services consultatifs et formulera des recommandations de politique générale, l'objectif étant de renforcer la capacité des parties prenantes d'établir un diagnostic exact de la situation sociale aux fins de l'élaboration et de l'application de politiques. Par ailleurs, il interviendra auprès de décideurs, d'universitaires et d'autres parties prenantes pour promouvoir la concertation sur les politiques et l'application du programme régional de développement social inclusif et facilitera la mise en commun de données d'expérience et de bonnes pratiques. Il concentrera ses efforts sur : a) le développement des politiques d'inclusion sociale et professionnelle qui se fasse en tenant compte de la question du travail décent et selon une démarche durable fondée sur les droits ; b) l'action visant à combler les écarts en matière de conditions de vie et à lutter contre les inégalités, notamment celles liées au genre, à l'origine raciale ou ethnique, à l'âge ou au lieu de résidence ; c) les multiples facettes de la pauvreté, des inégalités et du bien-être ; d) la promotion de l'inclusion sociale et professionnelle et de la participation effective des citoyens dans le domaine des politiques sociales ; e) l'action visant à assurer un accès à la protection sociale universelle à tous les groupes de population, en tenant compte de leurs spécificités ; f) la coordination des politiques sociales, économiques et environnementales ; g) l'amélioration de la capacité d'adapter les politiques sociales aux nouveaux défis liés à des questions telles que la

transition démographique, les migrations, les nouvelles technologies ou les changements climatiques. Les produits du sous-programme seront centrés sur les domaines suivants : a) l'évaluation de la situation sociale des populations ; b) les politiques sociales relatives à l'égalité et à la protection sociale.

- 21.63 Le sous-programme continuera de fournir des données et des analyses sur la situation sociale dans la région, en particulier dans le contexte de la lutte contre l'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19, et maintiendra l'Observatoire du développement social en Amérique latine et dans les Caraïbes afin de fournir des informations actualisées sur les institutions nationales à vocation sociale et sur les engagements à l'échelle régionale, ainsi que des données sur les programmes de protection sociale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'inclusion sociale des jeunes, ce qui devrait avoir pour résultat une meilleure compréhension des difficultés et disparités sociales structurelles qui caractérisent la région. Parmi les résultats déjà obtenus, citons celui-ci : 92 % des bénéficiaires des services de coopération technique de la CEPALC ont indiqué avoir renforcé leurs connaissances et leurs compétences en matière de conception et de mise en œuvre de politiques et programmes de développement axés sur l'égalité.
- 21.64 Le sous-programme apportera aux pays un appui en matière de renforcement des capacités et de coopération technique aux fins de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des stratégies, politiques et programmes visant à instaurer une plus grande égalité sociale et économique et à contribuer au bien-être général de la population dans la région, comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, selon une démarche fondée sur les droits. Les travaux de recherche et les services de conseil seront centrés en particulier sur : a) les systèmes de protection sociale fondés sur les droits humains, l'égalité et la durabilité ; b) la protection et la promotion des droits des femmes, des enfants et des jeunes, des peuples autochtones, des Afrodescendants, des migrants et des personnes en situation de handicap ; c) l'investissement social ; d) l'éducation et les systèmes de santé. Ainsi, ils concourront à la réalisation des objectifs de développement durable suivants : objectif 1 (Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde), objectif 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable), objectif 3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge), objectif 4 (Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie), objectif 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous), objectif 10 (Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre) et objectif 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous). Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : on adoptera des mesures et des politiques publiques visant à promouvoir une plus grande égalité sociale et économique et le bien-être général de la population de la région. Parmi les résultats déjà obtenus, citons les effets positifs des activités d'assistance technique du sous-programme relatives à 10 politiques sociales, plans ou programmes mis en place par les pays de la région pour lutter contre les inégalités structurelles ou nouvelles, dont le plan national de développement social en El Salvador, le programme « Tekoporā » de lutte contre la pauvreté au Paraguay, le programme de cybersanté en Uruguay, les politiques nationales et régionales du Conseil national pour les cultures, les arts et le patrimoine et du Conseil consultatif sur le plan d'action pour le numérique au service de l'éducation au Chili, le programme de maisons connectées au Costa Rica, la stratégie d'élimination de la pauvreté en El Salvador et le projet pilote relatif au modèle d'identification du risque de travail des enfants en Argentine, en Jamaïque et au Pérou.
- 21.65 Des actions seront menées à l'échelle régionale et nationale en partenariat avec d'autres divisions de la CEPALC et ses bureaux sous-régionaux et nationaux, d'autres organismes des Nations Unies et, lorsque c'est possible, le réseau des coordonnateurs résidents. Les principaux bénéficiaires du sous-programme seront les institutions publiques des pays de la région, en particulier les responsables et fonctionnaires chargés de la gestion des politiques sociales (conception, mise en œuvre et évaluation), ainsi que les organisations régionales et sous-régionales, les établissements universitaires et autres centres de recherche et les organisations non gouvernementales. Il est aussi



prévu de mener des activités de coopération avec d'autres commissions régionales et avec des institutions intergouvernementales ou multilatérales, ainsi que des activités de coopération Sud-Sud.

### Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés

- 21.66 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir l'amélioration des moyens dont disposent les administrations centrales et infranationales de la région pour formuler des politiques, des plans et des programmes visant à réduire les inégalités, structurelles ou nouvelles, auxquelles sont confrontés divers groupes socioéconomiques et catégories de la population, selon une démarche fondée sur les droits de l'homme et le développement durable (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été obtenu, comme le montre la formulation, l'adoption ou la mise à jour de 13 politiques, plans et programmes sociaux par les administrations centrales et infranationales des pays de la région pour réduire ces inégalités, conformément aux recommandations de la Commission (contre un objectif de 11 pour l'exercice biennal).

### Exécution du programme en 2019 : accord concernant un programme régional de développement social inclusif

- 21.67 Le sous-programme a joué un rôle central dans l'action menée en faveur de la conclusion d'un accord sur un programme régional de développement social inclusif en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui a été rendue possible notamment par la création en 2015 de la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes, la tenue de débats lors des sessions de la Conférence et des réunions du Bureau de la Conférence (par exemple la troisième réunion du Bureau, en avril 2019), la participation aux dialogues régionaux et sous-régionaux visant à mobiliser la volonté politique en faveur d'un développement social inclusif et l'assistance technique et les conseils pratiques fournis par la CEPALC aux pays de la région. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes participant à la troisième session de la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui s'est tenue à Mexico du 1<sup>er</sup> au 3 octobre 2019, ont adopté et approuvé les propositions figurant dans le programme régional. Le programme s'articule autour de quatre grands axes : a) les systèmes de protection sociale universelle et complète ; b) les politiques d'inclusion sociale et professionnelle ; c) le renforcement du cadre institutionnel dans le domaine social ; d) la coopération et l'intégration régionales. Des mesures spécifiques sont prévues dans chacun de ces domaines.

#### *Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.68 Le travail effectué a contribué au renforcement des initiatives régionales et des stratégies, politiques et programmes nationaux visant à instaurer une plus grande égalité sociale et économique et à contribuer au bien-être général de la population dans la région, comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, selon une démarche fondée sur les droits, comme le montre l'adoption de la résolution 3(III) par la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes à sa troisième session, résolution dans laquelle la Conférence a adopté et approuvé les propositions figurant dans le programme régional de développement social inclusif.

Tableau 21.7  
Mesure des résultats

2015	2016	2017	2018	2019
Les pays se réunissent à la première session de	Les pays soulignent qu'il est important de faire des progrès	Les pays entreprennent de promouvoir la	Les pays décident que le programme régional doit être	Les pays adoptent la résolution 3(III) de la Conférence régionale



2015	2016	2017	2018	2019
la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes	dans la mise au point d'accords relatifs à l'objectif d'une plus grande égalité sociale	définition d'un programme régional de développement social inclusif	élaboré avec la participation active des membres de la Conférence régionale	sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes portant adoption du programme régional de développement social inclusif

## Résultats escomptés pour 2021

### Résultat 1 : obtention d'un engagement régional en faveur du développement social pour tous (résultat déjà défini pour 2020)

- 21.69 Les travaux relatifs au développement social inclusif se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et un appui sera fourni aux gouvernements en ce qui concerne l'élaboration de politiques visant à répondre aux besoins des groupes défavorisés et à promouvoir l'égalité, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution [71/6](#) et sur les produits retenus pour 2020.

Tableau 21.8  
Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
s.o.	Les pays recensent les obstacles qui s'opposent au développement social inclusif dans les pays de la région	Les pays prennent un engagement en faveur du développement social inclusif, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030	Les pays se dotent de stratégies d'amélioration des cadres institutionnels et d'élaboration de politiques adaptées pour donner suite à leur engagement en faveur de politiques sociales qui ne laissent personne de côté	Les pays mettent en œuvre des politiques et programmes sociaux qui favorisent le développement social inclusif

Abréviation : s.o. = sans objet.

### Résultat 2 : des organismes à vocation sociale améliorés, plus efficaces, efficaces, transparents et durables (nouveau résultat)

- 21.70 Le sous-programme mène des activités dans plusieurs pays pour aider les organismes à vocation sociale à rendre leurs activités plus efficaces, transparentes et durables. Ces activités comprennent notamment le renforcement des institutions aux niveaux régional et national dans le but de faire mieux connaître les questions de politique sociale et les politiques publiques de promotion de l'égalité aux agents publics, ainsi que les services d'assistance technique en matière de méthodes d'évaluation des politiques publiques et les services consultatifs sur la coordination institutionnelle fournis à l'échelle nationale. Les effets conjugués des services consultatifs du sous-programme et de ses activités d'assistance technique, de renforcement des capacités et de recherche devraient

promouvoir l'amélioration de l'efficacité, de l'efficience, de la transparence et de la durabilité des organismes à vocation sociale.

*Situation interne et réponse*

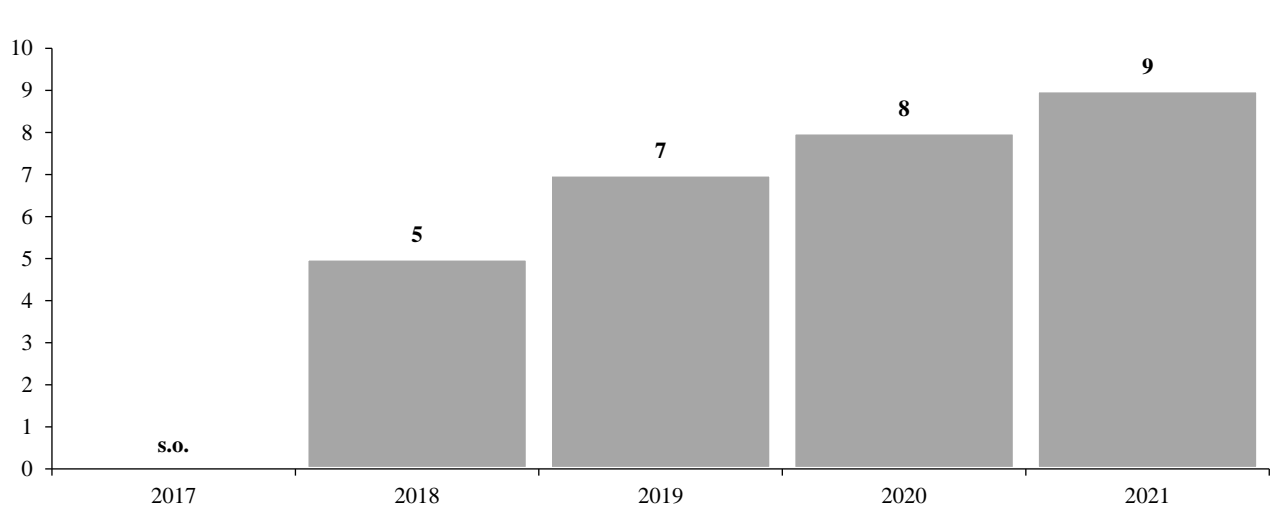
- 21.71 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il s'agissait de faire en sorte que le renforcement des organismes à vocation sociale se poursuive au même rythme en période électorale ou lors de la passation de pouvoirs au sein des administrations. Cela supposait d'établir des liens avec les fonctionnaires entrants et de former de nouvelles alliances en vue de respecter les engagements pris en matière de renforcement des organismes à vocation sociale. En réponse, le sous-programme se concentrera à la fois sur le renforcement des capacités des fonctionnaires nationaux et sur la fourniture de conseils aux hauts responsables gouvernementaux et aux fonctionnaires de niveau intermédiaire ayant des responsabilités de nature plus technique, ce qui devrait permettre d'assurer une meilleure durabilité et continuité des activités et programmes au niveau des pays. Par ailleurs, il encouragera la création de structures institutionnelles à vocation sociale plus stables et l'adoption de cadres juridiques qui s'inscrivent dans la durée.

*Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.72 Le travail qui sera effectué devrait permettre de renforcer les initiatives régionales et les stratégies, politiques et programmes nationaux visant à instaurer une plus grande égalité sociale et économique et à contribuer au bien-être général de la population dans la région, comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, selon une démarche fondée sur les droits, comme devrait le montrer l'augmentation du nombre d'organismes à vocation sociale faisant état d'une amélioration de leur action grâce à l'assistance technique fournie par la CEPALC.

Figure 21.VIII

**Mesure des résultats : nombre d'organismes à vocation sociale faisant état d'une amélioration de leur action grâce à l'assistance technique fournie par la CEPALC**



Abréviation : s.o. = sans objet.

**Textes des organes délibérants définissant les mandats**

- 21.73 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

*Résolutions de l'Assemblée générale*

66/164	Promotion de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus	71/178 71/180 71/191	Droits des peuples autochtones Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale Le droit à l'alimentation
66/165	Aide et protection en faveur des déplacés	71/197	La mondialisation et ses effets sur la pleine jouissance de tous les droits de l'homme
66/168	Élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction	72/142	Promouvoir l'intégration sociale par l'inclusion sociale
66/172	Protection des migrants	72/235	Mise en valeur des ressources humaines
70/126	Promouvoir l'intégration sociale par l'inclusion sociale	73/141	Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale
70/127	Politiques et programmes mobilisant les jeunes		
70/131	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	73/142 73/163	Développement sans exclusion pour et avec les personnes handicapées Droits de l'homme et extrême pauvreté
70/132	Amélioration du sort des femmes et des filles en milieu rural	73/246	Activités relatives à la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027)
70/138	Les filles		
70/153	Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme	73/262	Appel mondial pour une action concrète en vue de l'élimination totale du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et de l'application intégrale et du suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban
70/163	Institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme		
70/166	Promotion effective de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques	73/291	Document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud
70/223	Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition	74/2	Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle
71/177	Droits de l'enfant		

*Résolutions du Conseil économique et social*

2009/5	Surmonter la crise : un Pacte mondial pour l'emploi	2016/8	Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain
2012/11	Prise en compte systématique de la question du handicap dans les programmes de développement	2017/12	Promotion des droits des personnes handicapées et renforcement de la prise en compte systématique de la question du handicap dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030
2014/32	Création de la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes	2018/5	Stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous

*Résolution de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

722 (XXXVII)	Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes
--------------	---

## Produits

- 21.74 On trouvera dans le tableau 21.9 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 21.9

### Sous-programme 4 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>9</b>
1. Réunion du Bureau de la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes	3	3	1	—
2. Session de la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes	9	9	—	9
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
3. Projets opérationnels sur la protection sociale, les démarches fondées sur les droits de l'homme dans les systèmes de protection sociale, l'investissement social et les nouveaux enjeux à prendre en compte dans les politiques sociales	2	2	2	2
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>14</b>
4. Réunions d'experts visant à analyser l'élaboration de nouvelles recommandations de politique générale sur les droits de certaines catégories de population, à examiner les mécanismes de promotion de la coordination au sein des systèmes de protection sociale selon une démarche fondée sur les droits et l'égalité, à examiner les mécanismes qui jouent un rôle dans l'élargissement de la protection sociale et les avancées progressives vers l'égalité devant les systèmes nationaux de protection sociale et à examiner les progrès accomplis grâce aux politiques publiques sur l'inclusion professionnelle et productive, ainsi que les obstacles qui restent à surmonter	6	6	4	8
5. Activités de formation sur les politiques relatives à la réduction de la pauvreté, à l'égalité et au bien-être et sur l'élaboration de politiques concernant l'atténuation de la pauvreté, l'accès aux réseaux de protection sociale et le renforcement des capacités	3	3	6	6
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>8</b>
6. <i>Panorama social de l'Amérique latine</i>	1	1	1	1
7. Études des bureaux de pays de la CEPALC : bureau de Bogota, étude sur les politiques sociales et les politiques de production inclusives en Colombie ; bureau de Buenos Aires, étude sur les tendances sociales et tendances dans le domaine de l'emploi observées en Argentine ; bureau de Montevideo, étude sur les caractéristiques générales des politiques sociales, de la pauvreté et de l'inégalité en Uruguay	1	1	1	3
8. Études sur des sujets tels que les droits sociaux de certains groupes de population, la protection sociale, notamment l'accès à un travail décent, la réduction de la pauvreté et la répartition des revenus, l'éducation et les politiques et programmes sociaux	3	3	5	4

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
9. Activités ou documentation techniques relatives aux politiques de développement social, propositions analytiques et méthodologiques visant à renforcer la coopération intersectorielle et interinstitutionnelle et, ainsi, à améliorer l'efficacité et l'efficacité des politiques sociales	2	2	2	2
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause</b> : activités relatives aux politiques sociales en faveur de l'égalité, à la prise de décisions en matière de politique sociale et aux politiques et investissements sociaux ; propositions analytiques et méthodologiques visant à renforcer la coopération intersectorielle et interinstitutionnelle et, ainsi, à obtenir des gains d'efficacité et d'efficacité.				
<b>Bases de données et supports numériques</b> : l'Observatoire du développement social en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui contient des bases de données sur le développement social, la jeunesse, les régimes de protection sociale non contributifs, le cadre institutionnel de l'action sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition et les engagements à l'échelle régionale.				
<b>D. Activités de communication</b>				
<b>Plateformes numériques et contenus multimédias</b> : outils de gestion des connaissances concernant notamment le renforcement du réseau d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement social.				

## Sous-programme 5

### Intégration des questions de genre dans le développement régional

#### Objectif

- 21.75 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'intégrer les questions de genre dans les stratégies des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans la perspective d'un développement durable et partagé.

#### Stratégie

- 21.76 Pour contribuer à intégrer les questions de genre dans les stratégies des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans la perspective d'un développement durable et partagé, le sous-programme poursuivra ses activités d'approfondissement des connaissances, en se concentrant sur le développement de statistiques et d'indicateurs genrés et plus particulièrement sur l'accroissement de la portée et de la qualité des données et indicateurs figurant sur l'Observatoire de l'égalité des genres en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il fournira également des services d'assistance technique en vue de renforcer les capacités statistiques des organismes nationaux de statistique. Afin de promouvoir une meilleure mise en commun des connaissances relatives au genre dans la région, il encouragera la diffusion accrue des publications et des résultats de recherche parmi les décideurs et les autres parties prenantes. Une attention toute particulière sera consacrée à l'autonomie économique des femmes, dans le cadre d'une démarche globale tenant également compte de l'autonomie corporelle et de l'autonomie de décision. En ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement durable, compte tenu de leur nature transversale, les activités menées dans le cadre du sous-programme contribueront principalement à la réalisation des objectifs suivants : objectif 1 (Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde), objectif 3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge), objectif 4 (Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie), objectif 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles), objectif 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous), objectif 10 (Réduire les inégalités dans les pays et

d'un pays à l'autre), objectif 11 (Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables), objectif 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous) et objectif 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser). Le travail qui sera effectué dans le cadre du sous-programme devrait avoir le résultat suivant : les États membres seront mieux à même d'élaborer des politiques en faveur de l'égalité des genres, de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de promouvoir l'égalité des genres dans la région. Parmi les résultats déjà obtenus, citons la mise en place de huit initiatives politiques dans des domaines prioritaires définis par l'Observatoire de l'égalité des genres, à la suite de l'assistance technique fournie dans le cadre du sous-programme. Par exemple, le Brésil a inauguré un plan national pour les femmes et la paix et la sécurité, le Pérou a renforcé sa législation en vue de lutter contre la violence fondée sur le genre, le Guatemala a approuvé un code des migrations, ce qui représente une avancée majeure dans la reconnaissance des droits des migrantes, et le Chili a lancé un nouveau site Web consacré aux statistiques genrées, qui a été mis au point en s'appuyant sur le cadre conceptuel de l'Observatoire de l'égalité des genres.

### **Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés**

- 21.77 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir l'amélioration des moyens dont disposent les pays de la région pour appliquer des politiques d'égalité des sexes conformes aux consensus régionaux, au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux autres accords internationaux (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été obtenu, comme le montre le fait que des pays de la région ont adopté deux politiques, mesures ou initiatives dans des domaines prioritaires relatifs à l'égalité des genres dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ce qui est conforme à l'objectif fixé. Les projets en question sont le troisième plan national pour l'égalité des genres et l'équité en République dominicaine, qui a été établi conformément aux recommandations de la CEPALC et donne un second souffle à l'action du pays en faveur de la prise en compte des questions de genre, et la politique nationale du Costa Rica pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la formation, l'emploi et la jouissance des produits de la science, de la technologie, des télécommunications et de l'innovation pour la période 2018-2027, mise en place grâce à l'assistance technique fournie par la CEPALC.

### **Exécution du programme en 2019 : progrès faits par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans la mise en œuvre de l'Agenda régional pour l'égalité des sexes**

- 21.78 En préparation du vingt-cinquième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, qui sera fêté en 2020, la CEPALC a élaboré un rapport régional basé sur les résultats de l'examen des rapports nationaux sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action soumis par 28 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Ce rapport régional, élaboré aux fins de l'examen après 25 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action, contient des informations sur les tendances observées à l'échelle régionale et une vue d'ensemble des réalisations dans des domaines prioritaires tels que le développement inclusif, le travail décent, l'élimination de la pauvreté et la représentation des femmes aux postes de direction et de décision, entre autres. Une des conclusions tirées de l'examen des rapports est que les pays de la région ont fait des efforts considérables, de natures diverses, pour mettre en œuvre leurs plans respectifs en faveur de l'égalité des genres : certains pays ont présenté leur deuxième ou troisième plan, d'autres ont dévoilé leur premier plan ou stratégie de portée nationale. La mise en œuvre de ces plans reste cependant entravée par des problèmes importants relatifs notamment au financement dans les domaines d'action désignés ou au

renforcement de la capacité des institutions en matière d'exécution et d'intégration des plans aux niveaux national et infranational.

- 21.79 On a fêté en 2019 le troisième anniversaire de l'adoption de la Stratégie de Montevideo pour la mise en œuvre de l'Agenda régional pour l'égalité des sexes dans le cadre du développement durable à l'horizon 2030. La Stratégie a pour but d'orienter la mise en œuvre de l'Agenda régional pour l'égalité des sexes et des volets du Programme de développement durable à l'horizon 2030 relatifs à l'égalité des genres, à l'autonomie des femmes et aux droits humains. Un rapport régional sur la Stratégie a été élaboré en 2019, sur la base des résultats de l'examen des rapports nationaux sur la mise en œuvre de la Stratégie soumis par 21 pays. Ce rapport régional est centré sur les 10 moyens de mise en œuvre de l'Agenda régional, notamment les cadres normatifs, le financement et le suivi et la communication d'informations. Il ressort de l'analyse effectuée qu'au cours des trois années écoulées depuis son adoption, la Stratégie de Montevideo a permis aux gouvernements de faire des progrès considérables dans de nombreux domaines, notamment : a) de recentrer leurs plans pour l'égalité des genres sur la lutte contre les quatre problèmes structurels recensés dans la Stratégie qui entravent la réalisation de l'égalité des genres ; b) de souligner la nécessité d'adopter, dans le cadre de toutes les initiatives, une démarche intégrée et transformatrice en matière d'inégalités fondées sur le genre ; c) d'utiliser la Stratégie comme outil de planification pour promouvoir le renforcement des liens entre les plans pour l'égalité des genres et les plans et stratégies de développement à l'échelle nationale et locale.
- 21.80 Les examens régionaux de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et de la Stratégie de Montevideo ont non seulement permis de mieux comprendre où la région se situe au regard de la promotion de l'égalité des genres, mais ont également constitué une contribution essentielle aux débats intergouvernementaux lors de la quatorzième session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui est le principal espace de concertation dans la région en matière d'égalité des genres.

#### *Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.81 Le travail effectué a contribué à l'intégration des questions de genre dans les stratégies des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans la perspective d'un développement durable et partagé, comme le montre l'adoption de stratégies et de plans nationaux pour l'égalité des genres incorporant des éléments de l'Agenda régional pour l'égalité des sexes et de la Stratégie de Montevideo. Le tableau ci-dessous illustre les progrès continus réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda régional et les étapes franchies par les pays de la région en ce qui concerne la promotion des droits et de l'autonomie des femmes.

Tableau 21.10  
Mesure des résultats

2015	2016	2017	2018	2019
<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Costa Rica lance son plan d'action national pour la période 2015-2018 relatif à la politique nationale pour la promotion de l'égalité et de l'équité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des pays adoptent la Stratégie de Montevideo pour la mise en œuvre de l'Agenda régional pour l'égalité des sexes dans le cadre du développement durable à l'horizon 2030, à la treizième session de la Conférence régionale sur les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Gouvernement costaricien met au point, avec l'assistance technique de la CEPALC, son plan national pour l'égalité des genres pour la période 2018-2030, qui s'appuie sur les synergies entre la Stratégie de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Gouvernement uruguayen adopte sa stratégie pour l'égalité des genres à l'horizon 2030, qui intègre les engagements pris dans la Stratégie de Montevideo</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Gouvernement dominicain publie son troisième plan national pour l'égalité des genres et l'équité, qui est en phase avec le Programme 2030 et la Stratégie de Montevideo</li> <li>Le Costa Rica lance sa politique</li> </ul>



2015	2016	2017	2018	2019
	femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes	Montevideo, l'Agenda régional pour l'égalité des sexes et le Programme de développement durable à l'horizon 2030		nationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la formation, l'emploi et la jouissance des produits de la science, de la technologie, des télécommunications et de l'innovation pour la période 2018-2027

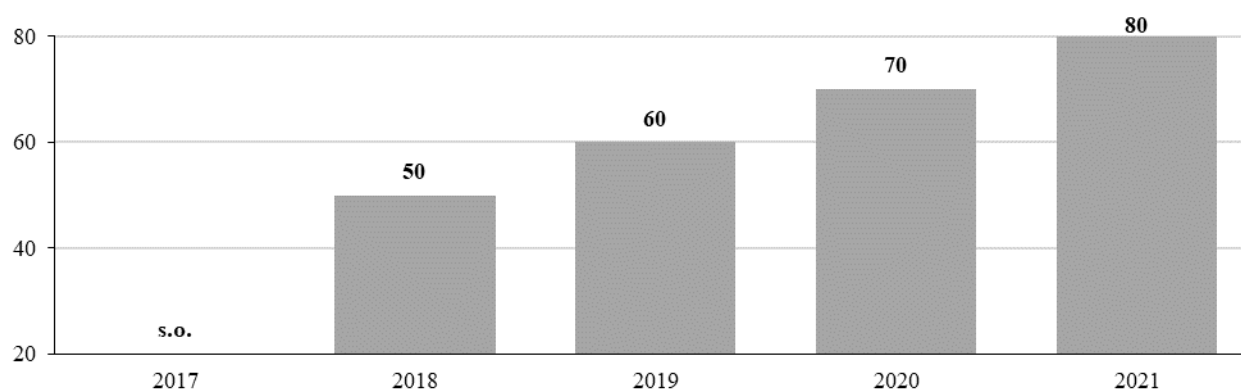
## Résultats escomptés pour 2021

### Résultat 1 : développement et renforcement des capacités en matière de statistiques genrées en Amérique latine et dans les Caraïbes (résultat déjà défini pour 2020)

- 21.82 Les travaux portant sur les statistiques genrées se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et un appui sera fourni aux pays en matière d'élaboration de statistiques tenant compte des questions de genre dans le respect des méthodes et normes reconnues à l'échelle internationale, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution [71/6](#) et sur les produits retenus pour 2020.

Figure 21.IX

**Mesure des résultats : nombre de fonctionnaires nationaux formés à la production et à l'utilisation de statistiques genrées**



*Abréviation : s.o. = sans objet.*

### Résultat 2 : renforcement des capacités statistiques compte tenu des questions de genre (nouveau résultat)

- 21.83 Le sous-programme travaille à l'amélioration continue des statistiques genrées, en utilisant l'Observatoire de l'égalité des genres en Amérique latine et dans les Caraïbes comme principal moyen de diffusion d'informations concernant les indicateurs clefs sur la situation en matière



d'égalité des genres dans la région et en renforçant les capacités statistiques au moyen de services de conseil et d'assistance technique portant sur la promotion de l'égalité des genres dans les pays de la région. En 2021, la CEPALC poursuivra ses activités de renforcement des capacités par la formation et l'assistance technique et formera plus de fonctionnaires nationaux aux statistiques tenant compte des questions de genre. L'Observatoire de l'égalité des genres s'est avéré essentiel à la production de connaissances sur la situation en matière d'égalité des genres dans la région et à la fourniture aux pouvoirs publics de services d'assistance technique et de formation visant à renforcer l'élaboration de politiques publiques en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomie des femmes. Il s'est aussi révélé être un outil essentiel au suivi des progrès faits dans la mise en œuvre de l'Agenda régional pour l'égalité des sexes. Dans le contexte plus large de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et plus particulièrement de la lutte contre les conséquences socioéconomiques de la pandémie de COVID-19, l'accent sera de nouveau mis sur la nécessité de mettre à jour les indicateurs de l'Observatoire comme suite à l'évolution des priorités définies dans l'Agenda régional, travail qui nécessitera de nouvelles recherches et un nouveau traitement des données. L'assistance technique relative aux questions couvertes par l'Observatoire doit également être améliorée afin de réduire les ressources nécessaires à la fourniture de ces services.

*Situation interne et réponse*

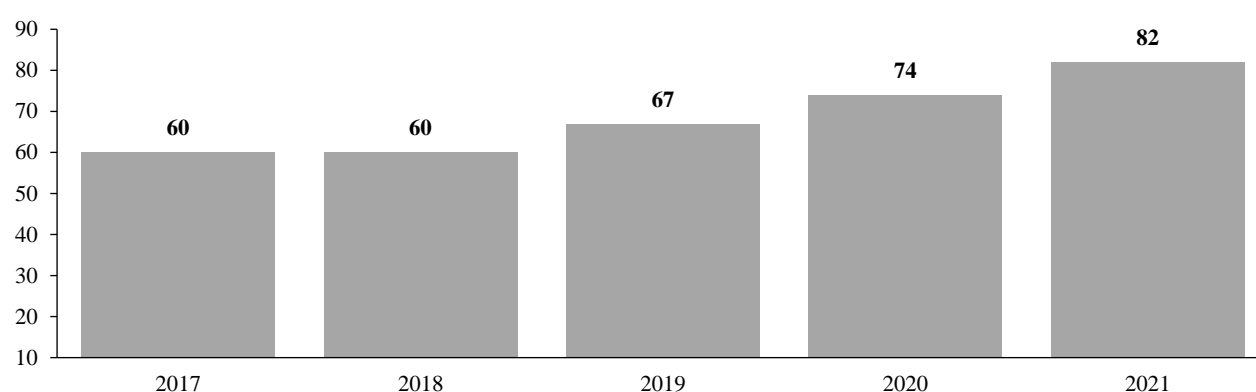
- 21.84 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il s'agissait de faire en sorte qu'un nombre suffisant de fonctionnaires de pays de la région sachent produire et exploiter des statistiques genrées aux fins de l'élaboration et de l'application de politiques publiques basées sur des données probantes. En réponse, le sous-programme emploiera des méthodes d'assistance technique innovantes basées sur l'utilisation accrue de modes de prestation différents, tels que la formation au moyen de plateformes en ligne.

*Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.85 Le travail qui sera effectué devrait contribuer à l'intégration des questions de genre dans les stratégies des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans la perspective d'un développement durable et partagé, comme devrait le montrer le fait que le nombre de fonctionnaires nationaux formés à l'utilisation des indicateurs figurant sur l'Observatoire de l'égalité des genres en Amérique latine et dans les Caraïbes augmente pour atteindre 82. L'accent sera mis sur la formation du personnel des organismes de statistique des pays des Caraïbes, ceux-ci ayant besoin de renforcer leurs capacités statistiques en matière d'indicateurs relatifs au genre et d'améliorer la collaboration entre les organismes nationaux de statistique et les mécanismes de promotion des femmes. Le résultat escompté sera obtenu si le nombre de fonctionnaires nationaux formés aux statistiques tenant compte des questions de genre augmente de 10 % par rapport à l'année précédente.

Figure 21.X

**Mesure des résultats : nombre total de fonctionnaires nationaux formés à l'utilisation des indicateurs figurant sur l'Observatoire de l'égalité des genres en Amérique latine et dans les Caraïbes**



### Textes des organes délibérants définissant les mandats

21.86 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

#### Résolutions de l'Assemblée générale

66/165 ; 68/180	Aide et protection en faveur des déplacés	69/147	Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles
66/166	Promotion effective de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques	69/176	La promotion de la paix, condition essentielle du plein exercice par tous de tous les droits de l'homme
66/173	Suite donnée à l'Année internationale de l'apprentissage des droits de l'homme	69/183	Droits de l'homme et extrême pauvreté
67/139	Vers un instrument international global et intégré pour la promotion et la protection des droits et de la dignité des personnes âgées	69/187	Enfants et adolescents migrants
		69/236	Étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement
67/185	Promouvoir les efforts visant à éliminer la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille	70/127	Politiques et programmes mobilisant les jeunes
		70/130	Violence à l'égard des travailleuses migrantes
68/160	Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme	70/131	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
68/181	Promotion de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus : protection des défenseuses des droits de l'homme/défenseurs des droits des femmes	70/132	Amélioration du sort des femmes et des filles en milieu rural
		70/133	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale
68/191 ; 70/176	Adoption de mesures contre le meurtre sexiste de femmes et de filles	70/138	Les filles
68/192	Amélioration de la coordination de l'action contre la traite des personnes	70/147	Protection des migrants
		71/170	Intensification de l'action menée pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles : violence familiale
68/228	Mise en valeur des ressources humaines		
69/132	Santé mondiale et politique étrangère		
69/146	Suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement		

72/1	Déclaration politique sur l'application du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes	73/154 73/155 73/171	Protection des enfants contre les brimades Droits de l'enfant Le droit à l'alimentation
73/17	Incidence de l'évolution rapide de la technique sur la réalisation des objectifs et cibles de développement durable	73/179 73/209	Le droit à la vie privée à l'ère du numérique Protection des personnes en cas de catastrophe
73/146	Traite des femmes et des filles		
73/148	Intensification de l'action menée pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles : harcèlement sexuel	73/210 73/294	Renforcement et promotion du régime conventionnel international Vingt-cinquième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
73/151	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	73/302	Action de l'Organisation des Nations Unies concernant l'exploitation et les atteintes sexuelles
73/153	Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés		

### *Résolutions du Conseil économique et social*

2008/33	Renforcement de la coordination des efforts menés par l'Organisation des Nations Unies et par d'autres instances pour lutter contre la traite des personnes	2014/5	Promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous
2009/15	Future organisation des travaux et méthodes de travail de la Commission de la condition de la femme	2015/21 2015/23	Adoption de mesures contre le meurtre sexiste de femmes et de filles Mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes
2009/16	Groupe de travail de la Commission de la condition de la femme chargé des communications relatives à la condition de la femme	2019/2	Prise en compte de la problématique femmes-hommes dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies
2012/16	Promouvoir les efforts visant à éliminer la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille		

### *Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

657 (XXXIII)	Comité spécial de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur la population et le développement	699 (XXXVI) 719 (XXXVII)	Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes
--------------	---	-----------------------------	--

## **Produits**

- 21.87 On trouvera dans le tableau 21.11 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 21.11

## Sous-programme 5 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>29</b>	<b>19</b>	<b>25</b>	<b>12</b>
1. Réunions du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes	7	7	12	9
2. Réunions préparatoires sous-régionales organisées dans les Caraïbes, en Amérique du Sud et en Amérique centrale	9	9	—	—
3. Session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes	10	—	10	—
4. Réunion avec les organismes et organisations participant aux travaux de l'Observatoire de l'égalité des genres en Amérique latine et dans les Caraïbes	3	3	3	3
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
5. Projet opérationnel sur le travail non rémunéré et la protection sociale des femmes, sur les politiques concernant le développement durable et l'égalité des genres et sur l'autonomie économique et corporelle des femmes	1	1	1	1
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
6. Programme de formation à l'intention des organismes publics, axé sur les politiques publiques en faveur de l'égalité des genres	5	5	5	5
7. Réunions consacrées à l'examen de questions d'importance prioritaire recensées lors de la treizième session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, notamment l'évaluation des meilleures pratiques et des difficultés rencontrées en matière d'application des politiques relatives au genre, la promotion des mesures économiques propres à favoriser l'égalité des genres, le suivi de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'analyse des politiques portant sur l'égalité des genres et l'autonomie des femmes ; réunions interinstitutions avec les programmes, fonds et institutions spécialisées des Nations Unies	4	4	3	3
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>5</b>
8. Publications, documents et études sur les questions de genre, notamment sur les politiques de prise en compte systématique du genre, sur l'autonomie économique et physique des femmes, sur la pauvreté vue sous l'angle du genre et sur la mise en œuvre de la Stratégie de Montevideo pour la mise en œuvre de l'Agenda régional pour l'égalité des sexes dans le cadre du développement durable à l'horizon 2030	8	8	7	5
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause</b> : sur les politiques publiques d'intégration des questions de genre et de renforcement des institutions, sur les méthodes et outils pour l'élaboration de politiques publiques et sur les questions relatives à l'application des accords internationaux sur l'égalité des genres.				
<b>Bases de données et supports numériques</b> : site Web de l'Observatoire de l'égalité des genres en Amérique latine et dans les Caraïbes et site Web de la CEPALC présentant des statistiques genrées et notamment des données provenant d'enquêtes auprès des ménages ou d'autres sources.				

## **Sous-programme 6 Population et développement**

### **Objectif**

- 21.88 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'intégrer pleinement les questions démographiques dans les stratégies de planification du développement et les politiques et programmes de développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

### **Stratégie**

- 21.89 Pour contribuer à la pleine intégration des questions démographiques dans les stratégies de planification du développement et les politiques et programmes de développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, le sous-programme : a) fournira aux institutions nationales et locales une formation sur les analyses, les estimations et les projections démographiques ; b) prêtera un appui technique aux activités visant à donner suite aux accords internationaux pertinents (notamment le Plan directeur pour le suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014, le Consensus de Montevideo sur la population et le développement, le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières), en tenant compte des questions de genre, et aux cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 relatives à la population ; c) générera des connaissances sur la population et les tendances démographiques dans la région aux fins de l'élaboration de politiques fondées sur la connaissance des faits. En ce qui concerne la mise en œuvre du Programme 2030 dans la région, les activités menées contribueront principalement à la réalisation des objectifs 3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge), 10 (Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre) et 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser). Dans le cadre du sous-programme, on améliorera l'exploitation des données issues des recensements, des statistiques de l'état civil et des résultats des enquêtes en produisant des données et en mettant au point des procédures, des programmes informatiques et des systèmes d'information. Par ailleurs, on prêtera une assistance technique aux pays de la région afin qu'ils intègrent des éléments sociodémographiques dans les politiques publiques destinées à être appliquées à l'échelle nationale ou locale. Des ateliers et séminaires seront organisés pour faciliter la coopération Sud-Sud, le réseautage et la mise en commun de données sur les succès obtenus. En outre, on mènera des travaux de recherche appliquée et d'analyse sur des questions clefs telles que le vieillissement de la population, la fécondité des adolescentes, les migrations internationales ou les incidences socioéconomiques de la transition démographique et on publiera et diffusera les résultats de ces travaux ainsi que des recommandations sur les moyens de réduire les inégalités. On emploiera les technologies de l'information et des communications pour atteindre le grand public. Le travail qui sera effectué devrait avoir pour résultat le renforcement des capacités des pays en matière de suivi des tendances démographiques et d'étude des questions de population et de développement. Parmi les résultats déjà obtenus, citons l'adoption par les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes de politiques, mesures ou initiatives visant à donner suite aux recommandations et objectifs figurant dans le programme régional et les accords internationaux et à suivre les progrès faits à cet égard, comme suite à l'assistance technique fournie dans le cadre du sous-programme. L'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Guatemala, le Mexique, le Paraguay et la République bolivarienne du Venezuela ont fait des progrès en matière de santé sexuelle et procréative. L'Argentine, l'Équateur, le Honduras, le Nicaragua et le Pérou ont mis en place des programmes de prévention du VIH et des maladies sexuellement transmissibles. Le Honduras et le Mexique ont adopté des mesures de prévention des grossesses chez les adolescentes et le Chili, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Pérou, la République bolivarienne du Venezuela et l'Uruguay ont pris des mesures en faveur des droits des populations autochtones et des personnes d'ascendance africaine et de l'interculturalité.

- 21.90 Le travail mené dans le cadre du sous-programme sera effectué en étroite collaboration avec les entités responsables d'autres sous-programmes de la CEPALC, le Bureau sous-régional pour les Caraïbes et le Bureau sous-régional à Mexico. La Commission travaillera, et cherchera à établir des synergies, avec d'autres entités des Nations Unies concernées par les questions de population et d'autres organisations internationales et intergouvernementales. Elle s'efforcera de continuer de jouer un rôle moteur pour la région au sein du Réseau des Nations Unies sur les migrations et d'autres réseaux consacrés aux questions de population, par exemple celui des Comptes de transferts nationaux. La participation permanente des organisations de la société civile concernées sera encouragée.
- 21.91 Les principaux bénéficiaires des activités menées dans le cadre du sous-programme seront les autorités publiques et les fonctionnaires des pays de la région, en particulier ceux chargés des questions de population dans les ministères de la planification, de l'action sociale, de la santé, de l'éducation, des affaires de genre et du logement et au sein des organismes nationaux de statistique. Ces activités seront également utiles aux organismes publics et privés et aux organisations de la société civile, ainsi qu'aux associations professionnelles et aux milieux universitaires.

### **Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés**

- 21.92 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir l'amélioration des moyens dont disposent les parties prenantes des pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour observer les tendances démographiques et étudier les questions relatives à la population et au développement, compte tenu de la problématique femmes-hommes, à des fins d'élaboration de politiques et de programmes sociodémographiques (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été obtenu, comme le montre le fait qu'environ 220 experts venus de 19 pays ont participé à des ateliers, des cours et des stages organisés par la CEPALC. Ces experts ont renforcé leur capacité de prendre en compte les questions démographiques lors de l'élaboration de politiques publiques et de contribuer au suivi des engagements internationaux relatifs au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, au Consensus de Montevideo sur la population et le développement, au Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et à la Charte de San José des droits des personnes âgées en Amérique latine et dans les Caraïbes.
- 21.93 Par ailleurs, 100 techniciens de pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont été formés à l'utilisation de méthodes sophistiquées de traitement de données au moyen du logiciel REDATAM<sup>1</sup>. D'après les résultats des enquêtes menées en 2018-2019, au moins 75 % des personnes ayant participé à des séminaires, ateliers, formations ou activités de coopération technique dans ce domaine ont déclaré que ceux-ci leur avaient été très utiles dans leur travail, ce qui signifie que l'objectif fixé pour l'exercice biennal a été atteint.

### **Exécution du programme en 2019 : augmentation du nombre de pays de la région dotés d'une institution publique consacrée aux questions de population**

- 21.94 Les questions de population et de dynamique démographique, en particulier celles touchant à la transition démographique, doivent impérativement être prises en compte pour garantir l'efficacité des politiques publiques. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, où les inégalités structurelles sont un problème, les liens entre population et développement ont leurs spécificités et posent des problèmes particuliers. Ces liens doivent être abordés de manière globale, tout particulièrement dans le contexte du Programme 2030, en raison de l'importance qu'ils revêtent au regard de questions diverses et variées liées notamment au vieillissement de la population, aux migrations ou aux peuples autochtones et aux Afrodescendants.

---

<sup>1</sup> REDATAM (acronyme de « retrieval of data for small areas by microcomputer ») est un système de recherche par micro-ordinateur des données de recensement pour des zones de faible étendue.

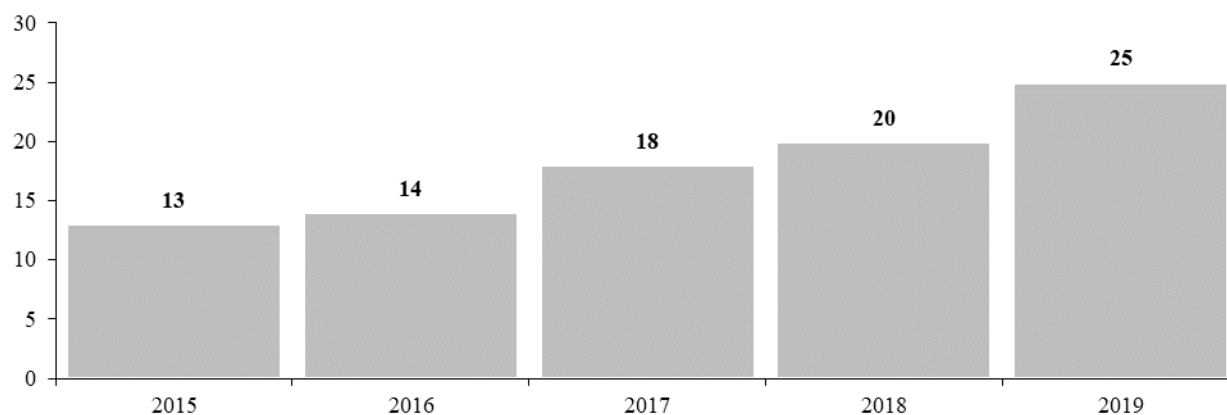
- 21.95 De nombreux organismes publics différents – notamment ceux responsables des questions relatives à la planification, à la santé, à l'éducation, aux retraites et au genre – sont concernés par les questions de population et de développement, ce qui montre qu'il est nécessaire que chaque administration nationale comprenne une entité permanente chargée de coordonner l'action dans ce domaine pour en garantir la cohérence (objectif prioritaire 3 du Consensus de Montevideo). Pour pouvoir appréhender les questions de population dans toute leur complexité dans les politiques publiques et pour faire avancer la réalisation des objectifs prioritaires du Consensus de Montevideo, il faut renforcer les institutions publiques responsables de la mise en œuvre du Consensus.
- 21.96 En sa qualité de secrétariat technique de la Conférence régionale sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, le sous-programme a mis au point plusieurs outils afin de contribuer à la mise en œuvre du programme régional, notamment un guide opérationnel, un modèle de rapport national et un ensemble d'indicateurs qu'il est proposé d'utiliser dans le cadre de l'examen régional. Il a par ailleurs fourni une assistance technique continue aux pays de la région cherchant à intégrer les questions et dynamiques démographiques dans la planification du développement durable.

*Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.97 Le travail effectué a permis la pleine intégration des questions démographiques dans les stratégies de planification du développement et les politiques et programmes de développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, comme le montre le fait que 25 pays de la région soient dotés d'institutions compétentes en matière de population et de développement. Bien qu'elle se soit faite à des rythmes différents et dans le cadre de structures diverses, la création de ces institutions dans la plupart des pays de la région montre que des progrès importants ont été faits pour ce qui est de la prise en considération dans les programmes nationaux de développement des questions de population et de développement, en particulier des cibles du Programme 2030 liées à la population. Au Costa Rica, par exemple, le Sous-secrétariat de la population a été créé au sein du Ministère de la planification nationale et de la politique économique et a été chargé de fournir un appui technique professionnel à la mise en œuvre et au suivi du Consensus de Montevideo sur la population et le développement, en tenant compte des liens entre celui-ci et les objectifs de développement durable. À Antigua-et-Barbuda, le Département de la politique, de la recherche et de la planification sociales du Ministère de la transformation sociale et du développement des ressources humaines a été chargé par le Gouvernement de coordonner la collecte, auprès des ministères et des organisations de la société civile concernés, de données sur la mise en œuvre du Consensus de Montevideo et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de la personne, dont les objectifs de développement durable, et de coordonner l'analyse de ces données.

Figure 21.XI

**Mesure des résultats : nombre total de pays d'Amérique latine et des Caraïbes dotés d'une institution publique chargée des questions de population et de développement**





## Résultats escomptés pour 2021

### Résultat 1 : une nouvelle vague de démographes contribue à l'élaboration de politiques (résultat déjà défini pour 2020)

- 21.98 Les travaux relatifs la démographie et à l'élaboration de politiques se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et on continuera d'aider les pays à produire des estimations et projections démographiques exactes et fiables qui permettent d'éclairer l'élaboration de politiques sectorielles et l'allocation des ressources publiques, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution [71/6](#) et sur les produits retenus pour 2020.

Tableau 21.12

#### Mesure des résultats : nombre total de représentants d'organismes nationaux formés à la démographie

2017	2018	2019	2020	2021
s.o.	Il n'existe aucune formation régionale complète à la démographie	Une formation sur des thèmes choisis touchant à la démographie est dispensée ; les modalités d'organisation d'une nouvelle formation régionale complète sont définies (conception et élaboration du contenu et des supports de formation, accords institutionnels avec le pays hôte et les fonds de coopération, appel à la participation et sélection des participants)	Les organismes nationaux de statistique et d'autres institutions compétentes renforcent leurs capacités de production et d'analyse d'informations démographiques et font en sorte que davantage d'instructeurs qualifiés soient disponibles pour, à terme, dispenser une formation en démographie (au moins une université propose un cours de démographie)	D'autres organismes nationaux de statistique et d'autres institutions compétentes renforcent leurs capacités de production et d'analyse d'informations démographiques et font en sorte que davantage d'instructeurs qualifiés soient disponibles, démultipliant ainsi les effets cumulés de la formation

Abréviation : s.o. = sans objet.

### Résultat 2 : davantage de pays disposent de meilleures informations de nature à étayer les politiques touchant aux migrations dans la région (nouveau résultat)

- 21.99 D'après des estimations, en 2019, l'Amérique latine et les Caraïbes comptaient 40,5 millions de migrants, soit environ 15 % des quelque 272 millions de migrants dans le monde. Les migrations internationales dans la région occupent une place de plus en plus importante dans les programmes de développement et dans les programmes politiques et sociaux, du fait des problèmes humanitaires, sociaux et économiques qu'entraîne le déplacement de nombreuses personnes vulnérables, qui sont aggravés par les conséquences socioéconomiques de la pandémie de COVID-19, qui préoccupe fortement les gouvernements. Cependant, les migrations offrent également des possibilités de développement et d'échanges culturels entre pays d'origine et de destination, comme le montrent le



Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui comprend plusieurs cibles relatives à la facilitation des migrations et de l'inclusion sociale des migrants, et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

- 21.100 Le sous-programme a fourni aux gouvernements de la région un appui qui les a aidés à produire des informations de meilleure qualité sur les flux migratoires, notamment en développant les sources habituelles de données comme les recensements de la population et des logements ou en puisant dans d'autres sources, par exemple les registres de visas et de permis de travail ou les systèmes de collecte de données aux frontières. Récemment, les migrations dans la région ont radicalement évolué et de nouvelles dynamiques plus complexes se sont installées, en particulier dans le nord de l'Amérique centrale et en Amérique du Sud. Il faudra donc repenser les méthodes employées et en concevoir de nouvelles pour pouvoir générer des données sur les migrations qui reflètent le caractère dynamique des flux migratoires actuels. À l'avenir, les démarches employées devront avant tout être inclusives et s'appuyer sur le recours aux données qualitatives et quantitatives et au dialogue multipartite.

#### *Situation interne et réponse*

- 21.101 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il s'agissait d'améliorer l'appui fourni aux pays et de leur apporter ainsi l'assistance technique voulue pour qu'ils puissent régler adéquatement les problèmes liés aux migrations, compte tenu de la diversité des situations que connaissent les migrants dans la région. Il fallait notamment rendre plus visibles les contributions des migrants au développement durable, preuves à l'appui, et formuler des recommandations sur cette question, qui n'était pas un sujet de recherche prioritaire et n'avait pas été traitée comme il se devait dans les politiques publiques ou les plans de développement. En réponse, le sous-programme créera des outils visant à renforcer la capacité des pays de puiser des informations sur les migrations ailleurs que dans les sources habituelles. Il mettra au point de nouvelles démarches axées sur l'inclusivité, fondées sur l'utilisation de données qualitatives et quantitatives, la prise en compte du point de vue des organisations de la société civile, les entretiens avec des informateurs clefs et des universitaires et la facilitation du dialogue multipartite aux fins d'une participation plus large, et établira un réseau de parties prenantes non limité aux agents de l'État. Cette manière de procéder devrait enrichir tant les analyses que les propositions et contribuer aux efforts faits pour recenser les bienfaits de la migration et en tirer pleinement parti.

#### *Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.102 Le travail qui sera effectué devrait contribuer à la pleine intégration des questions démographiques dans les stratégies de planification du développement et les politiques et programmes de développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, comme devrait le montrer le nombre de pays capables d'exploiter des données de meilleure qualité aux fins de l'établissement de rapports sur l'examen de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et des dispositions du chapitre F du Consensus de Montevideo sur la population et le développement, dans le contexte du Programme 2030 (avant fin 2020).

Tableau 21.13  
**Mesure des résultats**

2017	2018	2019	2020	2021
s.o.	Les pays adoptent le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui vient compléter le Programme de	Les pays produisent des données et recensent les lacunes existantes en vue du premier examen de la mise en œuvre du Pacte mondial pour	Les pays présentent leur premier rapport sur la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et sur les	Les pays disposent de meilleures données de nature à faciliter la mise en œuvre et le suivi du Pacte mondial pour des migrations sûres,

## Titre V Coopération régionale pour le développement

2017	2018	2019	2020	2021
	développement durable à l'horizon 2030 et le Consensus de Montevideo sur la population et le développement	des migrations sûres, ordonnées et régulières	progrès réalisés au regard du chapitre F du Consensus de Montevideo	ordonnées et régulières (examen global prévu pour 2022) et du Consensus de Montevideo (examen régional prévu pour 2022)

Abréviation : s.o. = sans objet.

### Textes des organes délibérants définissant les mandats

21.103 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

#### Résolutions de l'Assemblée générale

S-21/2	Principales mesures pour la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement	70/157	Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence fondés sur la religion ou la conviction
59/174	Deuxième Décennie internationale des peuples autochtones	70/159	La mondialisation et ses effets sur la pleine jouissance de tous les droits de l'homme
61/295	Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones	70/163	Institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme
65/198	Questions autochtones	70/164	Mesures visant à mieux promouvoir et protéger la dignité et les droits de l'homme des personnes âgées
68/134 ; 71/164	Suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement	70/166	Promotion effective de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques
68/151	Efforts déployés au niveau mondial pour éliminer totalement le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban	70/179	Amélioration de la coordination de l'action contre la traite des personnes
68/179	Protection des migrants	71/165	Développement sans exclusion pour les personnes handicapées
70/138	Les filles	71/177	Droits de l'enfant
70/140	Appel mondial pour une action concrète en vue de l'élimination totale du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et de l'application intégrale et du suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban	71/178 71/180	Droits des peuples autochtones Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

#### Décisions du Conseil économique et social

Décision 2012/232	Session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la suite donnée à la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014	Décision 2013/237	Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa quarante-sixième session et ordre du jour provisoire et documentation de la quarante-septième session de la Commission
-------------------	---	-------------------	--

*Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

569 (XXVII)	Centre de démographie d'Amérique latine et des Caraïbes – Division de la population de la CEPALC	657 (XXXIII) ; 670 (XXXIV)	Comité spécial de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur la population et le développement
615 (XXXI)	Migration internationale		
644 (XXXII)	Population et développement : activités prioritaires pour la période 2008-2010	681 (XXXV) ; 723 (XXXVII)	Conférence régionale sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes

**Produits**

21.104 On trouvera dans le tableau 21.14 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 21.14

**Sous-programme 6 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie**

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
1. Session de la Conférence régionale sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes	–	–	9	–
2. Réunions du Bureau de la Conférence	9	9	–	9
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
3. Projets opérationnels et projets de coopération technique relatifs aux questions suivantes : les migrations ; les incidences socioéconomiques de la dynamique des populations ; les peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine ; le vieillissement, envisagé sous l'angle des questions de genre	1	1	1	1
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>47</b>	<b>47</b>	<b>75</b>	<b>72</b>
4. Réunions d'experts consacrées aux peuples autochtones et aux personnes d'ascendance africaine, aux questions liées au vieillissement et aux migrants, à l'application des recommandations issues de la Conférence régionale sur la population et le développement, aux recensements de la population et aux changements démographiques	10	10	10	8
5. Ateliers sur les analyses et projections démographiques, sur REDATAM <sup>a</sup> (système d'information consacré aux recensements de population) et sur les variables sociodémographiques dans les politiques, programmes et projets de développement	17	17	21	16
6. Cours sur l'analyse démographique tenant compte des questions de genre	15	15	44	44
7. Bureau de la CEPALC à Buenos Aires : cours sur l'exploitation et le traitement des données de recensement aux fins de l'établissement d'indicateurs sociodémographiques, à l'aide du logiciel REDATAM+SP <sup>a</sup> , et d'indicateurs du développement territorial	5	5	–	4

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>9</b>
8. Publications sur la démographie et sur la population et le développement	3	3	3	3
9. Études sur la démographie et le genre, sur les tendances démographiques chez les peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine et sur la population et le développement	4	4	7	5
10. Bureau de la CEPALC à Buenos Aires : étude sur le développement socioéconomique dans les différentes régions d'Argentine	1	1	—	1
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
11. Études et documents sur les projections démographiques et les recensements de la population	1	1	1	1
12. Bulletins d'information sur le vieillissement et le développement et sur REDATAM <sup>a</sup>	2	2	2	2
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause</b> : population et développement ; collecte de données, analyses démographiques et méthodes d'établissement de projections et d'estimations démographiques ; utilisation du logiciel REDATAM pour traiter, analyser et diffuser les données tirées des recensements <sup>a</sup> .				
<b>Bases de données et supports numériques</b> : bases de données sur les tendances et les projections démographiques ; répartition géographique et urbanisation ; peuples autochtones et afrodescendants ; maternité ; migrations ; utilisation du logiciel REDATAM pour traiter, analyser et diffuser les données tirées des recensements ; plateforme de suivi de la mise en œuvre du Consensus de Montevideo sur la population et le développement.				
<b>D. Activités de communication</b>				
<b>Plateformes numériques et contenus multimédias</b> : pages consacrées au sous-programme sur le site Web de la CEPALC.				

<sup>a</sup> REDATAM (acronyme de « retrieval of data for small areas by microcomputer ») est un système de recherche par micro-ordinateur des données de recensement pour des zones de faible étendue. REDATAM+SP (abréviation « R+SP ») est la version la plus récente de la quatrième génération du logiciel. Il peut être utilisé en anglais, en espagnol ou en portugais.

## Sous-programme 7 Développement durable et établissements humains

### Objectif

- 21.105 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer l'intégration et la prise en compte des préoccupations et des possibilités en matière d'environnement, de climat et de gestion urbaine dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques.

### Stratégie

- 21.106 Pour assurer l'intégration et la prise en compte des préoccupations et des possibilités en matière d'environnement, de climat et de gestion urbaine dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, le sous-programme enrichira les connaissances disponibles sur le profil économique, social et environnemental des pays de la région. Il continuera de rassembler les gouvernements, les membres des milieux universitaires et de la société civile et d'autres parties prenantes et de les faire participer à ses activités, afin de promouvoir la prise de décisions participative. Pour appuyer l'intégration des préoccupations susmentionnées dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, les activités menées dans le cadre du sous-programme seront axées principalement sur deux domaines : a) l'évaluation des progrès accomplis par les pays dans l'intégration des critères de

durabilité dans les politiques publiques, notamment au moyen du suivi de l'application du principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, comme prévu dans l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazú), et de la fourniture d'un appui au Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable ; b) le renforcement des capacités des pays en matière d'élaboration et d'application de politiques publiques relatives à la pérennité des établissements humains et à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, du Nouveau Programme pour les villes et des contributions prévues déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris. Les activités menées dans le cadre du sous-programme comprendront des travaux de recherche qui aboutiront à la publication d'études, l'organisation de réunions de groupes d'experts, de séminaires et d'ateliers, ou encore la fourniture d'une assistance technique aux États Membres qui en feront la demande. Le travail qui sera effectué devrait avoir pour résultat l'élaboration de politiques bien conçues qui tiennent compte des trois piliers du développement durable, notamment de politiques sur le développement durable et la performance environnementale et sur les incidences économiques des changements climatiques, ou encore de politiques en faveur des établissements humains pérennes et des villes inclusives. À cet égard, compte tenu de l'appui fourni aux gouvernements des pays de la région pour les aider à mettre en œuvre le Programme 2030 et à réaliser les objectifs de développement durable, les activités menées dans le cadre du sous-programme contribueront principalement à la réalisation des objectifs 11 (Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables), 12 (Établir des modes de consommation et de production durables), 13 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions), 15 (Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité) et 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous). Parmi les résultats déjà obtenus, citons l'adoption par les pays de mesures relatives au développement durable, aux changements climatiques et aux établissements humains. Par exemple, le Chili, le Costa Rica et la République bolivarienne du Venezuela ont élaboré des propositions de méthodes de calcul des dépenses publiques consacrées à l'environnement. L'Uruguay a établi une politique nationale de lutte contre les changements climatiques. La Colombie a inclus un critère relatif aux émissions de gaz à effet de serre dans son projet de réforme fiscale. La Colombie, le Costa Rica et le Paraguay ont fixé des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'Équateur s'est doté d'une classification des dépenses environnementales.

- 21.107 Les principaux bénéficiaires des activités menées dans le cadre du sous-programme seront les instances responsables du développement durable et des établissements humains. Le fait de centrer les activités menées sur les autorités économiques et sectorielles devrait avoir pour résultat une meilleure prise en compte des questions se rapportant au développement durable et aux changements climatiques dans les activités ne relevant pas exclusivement de l'environnement. Pour faire participer tous les acteurs concernés, le sous-programme promouvra la création de réseaux regroupant une large gamme de parties prenantes intervenant dans le domaine de la protection de l'environnement et dans les secteurs économiques et sociaux concernés par les changements climatiques : institutions publiques, organisations de la société civile, représentants du secteur privé ou encore organes sectoriels compétents. Pour tirer parti des synergies, le sous-programme continuera de tenir des consultations et d'entreprendre des activités conjointes avec les institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies, notamment le réseau des coordonnateurs résidents, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), ainsi qu'avec les banques régionales et sous-régionales de développement.

**Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés**

- 21.108 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir l'amélioration des moyens dont disposent les pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour appliquer des politiques et des mesures propices au développement durable, notamment en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et les établissements humains (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été obtenu, comme le montre l'adoption par des pays de six politiques, mesures ou initiatives dans les domaines du développement durable, des changements climatiques et des établissements humains, qui vont dans le sens des recommandations de la Commission. En 2019, le sous-programme a fourni une assistance technique à six pays pour les aider à déterminer le coût social du carbone, une étape essentielle pour pouvoir ensuite internaliser le coût externe des émissions de gaz à effet de serre grâce à des taxes ou à la prise en compte de ce coût dans l'analyse coûts-avantages des projets publics. À cet égard, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama ont demandé au sous-programme de les aider à calculer le coût social du carbone dans leur pays en suivant l'exemple du Chili. Par ailleurs, le Costa Rica a bénéficié d'une assistance technique sur les méthodes d'estimation des dépenses publiques en matière d'environnement ; la proposition de la CEPALC a par la suite été approuvée par les ministères responsables de la planification, de l'environnement et des finances, ainsi que par la Banque centrale.

**Exécution du programme en 2019 : meilleure intégration des préoccupations en matière d'environnement et de climat dans les politiques publiques grâce à l'application du principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement**

- 21.109 Des activités relatives au principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement concernant l'accès aux informations et la participation dans le domaine environnemental ont été intégrées au programme de travail du sous-programme pour la première fois lors de l'exercice biennal 2014-2015. Depuis, les travaux touchant à l'application effective du principe 10 ont gagné du terrain et pris de l'importance, si bien que le 4 mars 2018, les pays de la région ont adopté un pacte révolutionnaire en matière d'environnement : l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes, ou Accord d'Escazú. Cet instrument est le premier accord régional contraignant conclu par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes en vue de protéger les droits relatifs à l'accès à l'information, à la participation publique et à l'accès à la justice en matière d'environnement, conformément au principe 10 de la Déclaration de Rio. L'Accord impose aux États de créer un environnement sûr et porteur pour les personnes, groupes et organisations qui promeuvent et protègent les droits humains dans le domaine environnemental, de prendre des mesures pour prévenir les attaques, les menaces ou actes d'intimidation visant ces personnes, d'enquêter sur ces infractions et d'en punir les auteurs. L'Accord est le remarquable aboutissement d'un projet intergouvernemental transparent et participatif qui a démarré lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en 2012 ; il a finalement été conclu après neuf réunions du comité de négociation, qui a commencé à se réunir en 2014. Dans le cadre du sous-programme, on a offert une assistance technique, des services consultatifs et des ateliers de formation à 13 pays de la région (Argentine, Barbade, Colombie, El Salvador, Équateur, Guyana, Honduras, Paraguay, Pérou, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago et Uruguay) pour les accompagner dans la signature et la ratification de l'Accord. On a également mis au point et tenu à jour l'Observatoire du principe 10 en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui est en libre consultation en anglais et en espagnol (<https://observatoriop10.cepal.org/en>).

*Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.110 Le travail effectué a contribué à assurer l'intégration et la prise en compte des préoccupations et des possibilités en matière d'environnement, de climat et de gestion urbaine dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, comme le montre la ratification de l'Accord d'Escazú par cinq pays en 2019.

L'Accord a été ouvert à la signature des 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes le 27 septembre 2018, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, durant le débat de haut niveau de l'Assemblée générale. Il a été ouvert à la ratification à cette même date. Fin 2019, les 21 pays suivants avaient signé l'Accord : Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Costa Rica, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Uruguay. Les cinq pays ci-après ont ratifié l'Accord en 2019 : Bolivie (État plurinational de), Guyana, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Uruguay. L'Accord entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié par au moins 11 pays. Afin que cela arrive aussi vite que possible, la première réunion des pays signataires a été tenue à San José les 11 et 12 octobre 2019.

Tableau 21.15  
Mesure des résultats

2015	2016	2017	2018	2019
<ul style="list-style-type: none"> <li>La première réunion du comité de négociation de l'accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice en matière environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes a lieu</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les modalités de la participation du public aux travaux du comité de négociation sont adoptées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La CEPALC lance l'Observatoire du principe 10 en Amérique latine et dans les Caraïbes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En mars, les États membres adoptent l'Accord d'Escazú</li> <li>En septembre, l'Accord est ouvert à la signature</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'Accord d'Escazú est ratifié par cinq pays</li> <li>La première réunion des pays signataires de l'Accord d'Escazú a lieu</li> </ul>

## Résultats escomptés pour 2021

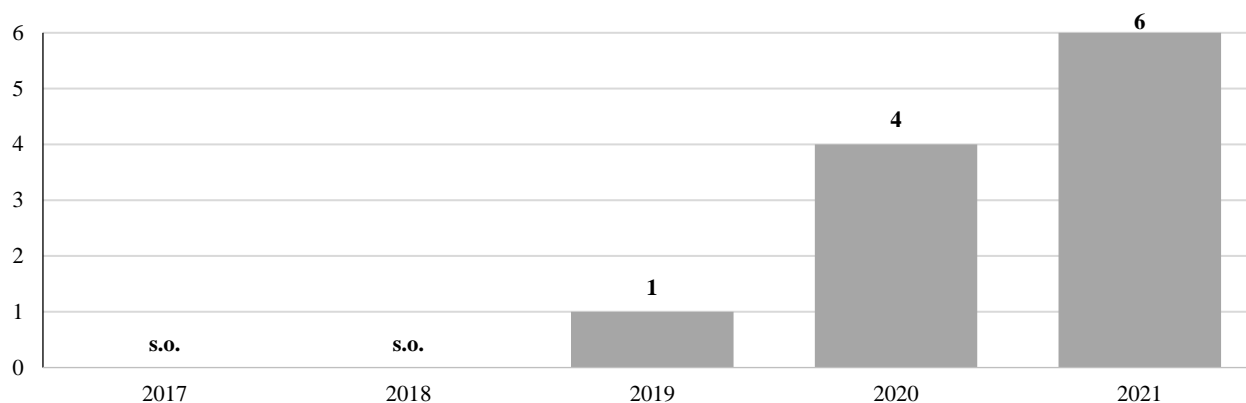
### Résultat 1 : promouvoir la durabilité urbaine pour lutter contre les changements climatiques (résultat déjà défini pour 2020)

- 21.111 Les travaux touchant à la durabilité urbaine se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et un appui sera fourni aux pays pour les aider à établir des plans de développement urbain comprenant des mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation des effets de ces changements, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution [71/6](#) et sur les produits retenus pour 2020.



Figure 21.XII

**Mesure des résultats : nombre de villes ayant élaboré de nouveaux plans de développement urbain durable conformes aux recommandations de la CEPALC**



Abréviation : s.o. = sans objet.

**Résultat 2 : amélioration de l'information disponible pour la planification urbaine dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (nouveau résultat)**

- 21.112 La région de l'Amérique latine et des Caraïbes se caractérise par des niveaux élevés d'urbanisation. Compte tenu de l'ampleur du capital humain et financier qu'ils englobent et de leur empreinte écologique grandissante, les établissements humains et les villes occupent une place de plus en plus importante dans les politiques à l'échelle mondiale, nationale et infranationale. Cela étant, la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes et de la dimension urbaine du Programme 2030 nécessite de concevoir et de mettre en œuvre de nouveaux outils de planification et de gestion ou d'améliorer ceux qui existent déjà, et ce à tous les niveaux, de faire de même pour les politiques, directives, réglementations et lois nationales en matière d'urbanisme, d'élaborer des stratégies et des plans et de garantir le financement des municipalités. Les villes ont besoin d'informations en plus grande quantité et de meilleure qualité, qui soient de nature à éclairer la prise de décisions, l'élaboration de politiques et la fourniture des biens et services dont ont besoin leurs habitants. Les décideurs sont souvent contraints d'agir sans avoir la moindre visibilité, en se fondant sur des estimations et prévisions de qualité douteuse.
- 21.113 L'information engendre la connaissance et la compréhension essentielles à la prise de décisions idoines et efficaces aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable. Le suivi efficace des mesures prises à tous les niveaux de l'État est nécessaire pour mieux comprendre les progrès, les obstacles et les changements dans les zones urbaines, ainsi que de la manière dont ces éléments affectent, voire déterminent, la capacité d'un pays donné de se développer de manière durable.

*Situation interne et réponse*

- 21.114 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il s'agissait de pallier le manque d'informations structurées utilisables pour aider les États membres à concevoir et mettre en œuvre des politiques de développement urbain adaptées, manque qui est actuellement exacerbé par les graves effets socioéconomiques de la pandémie de COVID-19. En réponse, le sous-programme finira de concevoir et mettra officiellement en place la plateforme d'Amérique latine et des Caraïbes pour les villes et les zones urbaines, qui doit servir à faciliter le suivi du développement urbain dans la région et à promouvoir le renforcement des capacités et la mise en commun de données d'expérience entre professionnels du secteur. La plateforme comprendra un observatoire sur lequel figureront des représentations visuelles de données sur les villes et zones urbaines de la région, ainsi qu'un forum en ligne destiné à renforcer les capacités de divers acteurs concernés par les questions urbaines, qui servira également d'espace de travail pour le suivi et l'évaluation méticuleux de la mise en œuvre



du Nouveau Programme pour les villes à l'échelle régionale et de la réalisation des objectifs de développement durable ayant une dimension urbaine aux niveaux national et infranational. Le sous-programme mettra également en place des initiatives de renforcement des capacités en rapport avec la plateforme.

- 21.115 La plateforme d'Amérique latine et des Caraïbes pour les villes et les zones urbaines (observatoire et forum en ligne compris) sera officiellement mise en place en 2020. En 2021, tout en tenant la plateforme à jour et en veillant à ce qu'elle reste pleinement fonctionnelle, le sous-programme concevra et mettra en place des activités de renforcement des capacités dans le cadre desquelles les responsables de l'élaboration des politiques pourront tirer parti des informations rassemblées sur la plateforme.

*Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.116 Le travail qui sera effectué devrait permettre d'assurer l'intégration et la prise en compte des préoccupations et des possibilités en matière d'environnement, de climat et de gestion urbaine dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, comme devrait le montrer le fait que la plateforme soit pleinement accessible et qu'on puisse y consulter des informations concrètes sur chacun des 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que la mise en place d'initiatives de renforcement des capacités destinées à promouvoir l'utilisation de la plateforme.

Tableau 21.16  
Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
• s.o.	• Premières étapes de la conception de la plateforme d'Amérique latine et des Caraïbes pour les villes et les zones urbaines	• La conception de la plateforme est achevée et du contenu est créé	• Prélancement de la plateforme lors du Forum urbain mondial • Lancement de la plateforme à l'occasion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable	• La plateforme est pleinement accessible et on y trouve des informations concrètes sur chacun des 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes

*Abréviation : s.o. = sans objet.*

## Textes des organes délibérants définissant les mandats

- 21.117 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

### Résolutions de l'Assemblée générale

63/281	Les changements climatiques et leurs répercussions éventuelles sur la sécurité	67/207	Suivi et application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement
64/200	Stratégie internationale de prévention des catastrophes		
64/203	Convention sur la diversité biologique	69/15	Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa)
67/205	Vers le développement durable de la mer des Caraïbes pour les générations présentes et à venir		

## Titre V Coopération régionale pour le développement

69/283	Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)	71/229	Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique
71/223	Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable	71/230	Application de la Convention sur la diversité biologique et contribution au développement durable
71/225	Suivi et application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement	71/231	Rapport de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement
71/228	Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures	71/235	Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)
		71/256	Nouveau Programme pour les villes

### Résolution du Conseil économique et social

2017/24 Établissements humains

### Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

594(XXIX)	Sommet mondial pour le développement durable		le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes
602(XXX)	Suivi du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes	706(XXXVI)	Application du Principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes
686(XXXV)	Application du Principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes	725(XXXVII)	Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes
693(PLEN.30)	Application du Principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et		

### Résolutions de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement

1/13	Application du Principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement	2/25	Application du Principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes
------	---	------	---

## Produits

21.118 On trouvera dans le tableau 21.17 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 21.17

**Sous-programme 7 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie**

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>12</b>
1. Réunions de l'Assemblée générale des ministres et des hauts responsables chargés du logement et de l'urbanisme en Amérique latine et dans les Caraïbes	6	6	6	6
2. Réunion sur l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes	—	—	—	6
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
3. Projets opérationnels sur l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets	1	1	1	1
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>
4. Réunions de groupes d'experts sur les politiques relatives au développement durable des établissements humains et aux changements climatiques, sur les dimensions environnementale et urbaine du Programme 2030 et sur l'expérience de la mise en œuvre de politiques relatives au développement durable dans la région	4	4	4	4
5. Cours sur le développement durable ou l'économie de l'environnement, sur l'évaluation des progrès faits en matière d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements et sur les politiques en la matière, ainsi que sur les questions relatives aux établissements humains	2	2	3	4
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
6. Études sur des questions diverses, dont les changements climatiques, le développement durable, l'impact écologique des politiques publiques, la taxation du carbone et les économies sobres en carbone, les politiques budgétaires favorables à l'environnement, les scénarios de développement en milieu urbain, les modes de consommation et de production durables et l'intégration des politiques publiques sur le développement durable et le renforcement des institutions	9	9	8	8
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause</b> : sur les politiques publiques environnementales concernant le développement durable et la durabilité urbaine, la réduction des risques et à l'adaptation aux risques et le renforcement des capacités des pays ; fourniture au Gouvernement brésilien et aux institutions brésiliennes, à leur demande, de services de coopération technique relatifs à l'évaluation des progrès accomplis sur la voie du développement durable.				
<b>Bases de données et supports numériques</b> : bases de données sur le développement durable, les changements climatiques et les questions environnementales.				

## **Sous-programme 8**

### **Ressources naturelles**

#### **Objectif**

- 21.119 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de renforcer les capacités institutionnelles des pays d'Amérique latine et des Caraïbes de promouvoir la bonne gouvernance et l'exploitation durable des ressources naturelles, l'accent étant mis sur l'eau et l'assainissement, l'énergie, les ressources extractives, l'agriculture et la diversité biologique.

#### **Stratégie**

- 21.120 Pour contribuer à renforcer les capacités institutionnelles des pays d'Amérique latine et des Caraïbes de promouvoir la bonne gouvernance et l'exploitation durable des ressources naturelles, l'accent étant mis sur l'eau et l'assainissement, ainsi que sur l'énergie, le sous-programme continuera d'aider les pays de la région à élaborer des politiques permettant la diversification du bouquet énergétique aux fins de l'augmentation de la part des énergies renouvelables, la réalisation de la transition énergétique durable et la gestion durable du cycle hydrologique. Il fournira une assistance technique et diffusera les meilleures pratiques concernant la réglementation, la fourniture et l'utilisation de l'eau et des sources d'énergie renouvelables. Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : l'amélioration de l'accès à l'eau et à des sources d'énergie propres et à un coût abordable et le renforcement de l'aide apportée aux États membres s'agissant de progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 6 (Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable) et 7 (Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable). Parmi les résultats déjà obtenus citons l'appui apporté au plan hydrique national argentin, exécuté par le Gouvernement depuis 2016 et portant sur le renforcement des politiques nationales relatives à l'eau potable, à l'adaptation aux changements climatiques et à l'eau utilisée à des fins productives.
- 21.121 Pour contribuer à renforcer les capacités institutionnelles des pays d'Amérique latine et des Caraïbes de promouvoir la bonne gouvernance et l'exploitation durable des ressources naturelles, en particulier des ressources extractives, le sous-programme réalisera des études sur la gouvernance des ressources fossiles et minérales, en tenant compte des problèmes et des enjeux liés à la collecte et à l'utilisation des rentes des ressources naturelles, à l'efficacité matérielle et à la dissociation. Au titre du sous-programme, une assistance technique et un appui au dialogue multipartite seront fournis pour stimuler la formation de groupes d'entreprises et de liens entre le secteur extractif et le reste de l'économie. Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : le développement d'initiatives favorisant la diversification économique et la création de liens à valeur ajoutée, le développement économique local durable, ainsi que des transferts de compétences et la création d'emplois. Parmi les résultats déjà obtenus citons l'amélioration des statistiques et des indicateurs sur l'exploitation minière durable en Argentine et au Pérou.
- 21.122 Pour contribuer à renforcer les capacités institutionnelles des pays d'Amérique latine et des Caraïbes de promouvoir la bonne gouvernance et l'exploitation durable des ressources naturelles, en particulier de l'agriculture et de la diversité biologique, le sous-programme encouragera l'adoption de nouvelles approches du développement productif (par exemple, la bioéconomie et l'économie circulaire) et renforcera la cohérence, l'intégration et la coordination des institutions et des politiques régionales. En outre, le sous-programme fournira aux États membres qui le demandent une assistance technique. Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : l'élaboration et l'exécution de politiques et de stratégies de développement agricole et rural durable et de bioéconomie. Le travail effectué aide les États membres à progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable), 13 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions), 14 (Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable) et 15 (Préserver

et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité). Parmi les résultats déjà obtenus citons le soutien apporté au Gouvernement costaricien pour élaborer une nouvelle stratégie nationale de bioéconomie.

### **Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés**

- 21.123 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir le renforcement des capacités institutionnelles des pays de la région afin qu'ils puissent formuler et appliquer des politiques et des cadres réglementaires propres à accroître l'efficacité de la gestion durable des ressources naturelles et des services publics de distribution et d'infrastructure (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été obtenu, comme le montre l'adoption par les pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes de 10 mesures visant à intégrer des instruments de gestion et des instruments économiques pour promouvoir les sources d'énergie renouvelables et l'efficacité énergétique conformément aux recommandations de la CEPALC, atteignant ainsi l'objectif fixé pour l'année. À cet égard, trois pays (l'Argentine, le Chili et l'Uruguay) ont créé des bureaux nationaux de l'efficacité énergétique qui adaptent les cadres réglementaires proposés par la CEPALC à leurs capacités institutionnelles.

### **Exécution du programme en 2019 : renforcement des capacités d'élaborer des politiques fondées sur la connaissance des faits pour accroître l'efficacité énergétique et le déploiement de sources d'énergie renouvelables en Amérique latine et dans les Caraïbes**

- 21.124 Ces dernières années, dans le cadre du sous-programme, une base de données régionale sur les indicateurs d'efficacité énergétique a été mise sur pied, en coordination avec 16 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Ce projet a pour objectif d'établir la cartographie des indicateurs d'efficacité énergétique dans les pays de la région afin de présenter un scénario de référence, pouvant ensuite servir à fixer la portée des futures stratégies d'efficacité énergétique, de mesurer les progrès et les économies futures, et d'apporter ainsi des éléments importants pour la formulation et l'évaluation des politiques publiques d'efficacité énergétique. Depuis sa mise sur pied en 2011, la base de données a permis d'accumuler des expériences de collaboration positives et riches entre les pays en matière de collecte et d'analyse des informations sur l'objectif de développement durable n° 7, relatif aux services énergétiques, afin de générer des instruments de suivi et de coordonner les plans d'action nationaux sur les sources d'énergie renouvelables, l'efficacité énergétique et l'accès à l'énergie. En mettant en contact les pays participants, le projet a ouvert la voie à la création de l'Observatoire régional de l'énergie durable, dont le coup d'envoi a été donné en octobre 2018. L'objet de l'Observatoire est de travailler avec tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de leur apporter son soutien. Ces pays auront accès à l'ensemble de ses produits et travaux (base de données sur l'énergie, rapports, méthodologies, documents d'orientation et conférences régionales).
- 21.125 L'Observatoire est un instrument visant à renforcer les capacités des pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes d'utiliser les données et les statistiques relatives aux services énergétiques aux fins de l'analyse des politiques relatives à l'accès à l'énergie, au développement de sources d'énergie renouvelables et à l'efficacité énergétique, ainsi que du suivi et de l'examen de l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la réalisation de l'objectif 7. En outre, il cherche à intégrer d'autres initiatives sur lesquelles travaille le sous-programme dans le secteur de l'énergie, telles que le programme de complémentarité énergétique et de développement durable au Brésil, le forum technique régional des planificateurs des services énergétiques et la concertation régionale sur les politiques d'efficacité énergétique. En tant que cadre programmatique de ces initiatives, il s'intéressera dans un premier temps à cinq pays faisant face à des défis plus importants (l'Argentine, Cuba, l'État plurinational de Bolivie, le Guyana et le Panama), en plus de l'Uruguay,

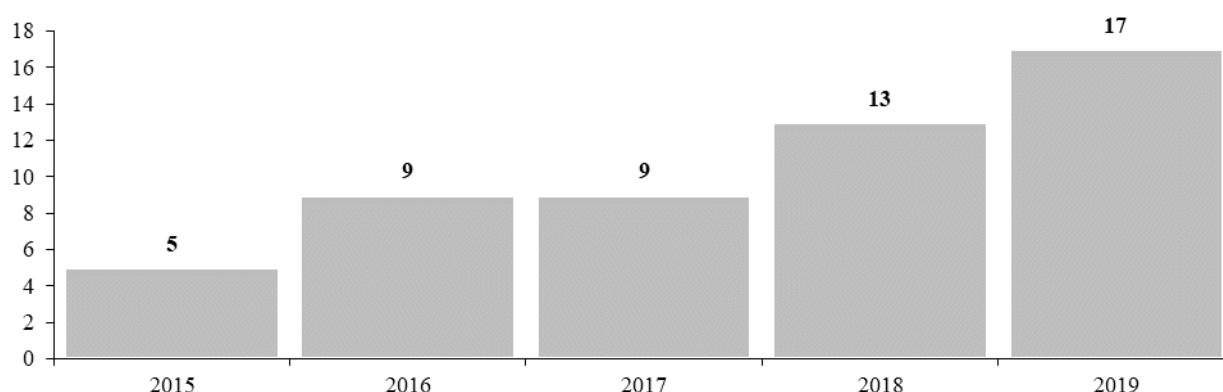
qui est vu comme un pays mettant en œuvre les bonnes pratiques. Le nombre de pays participants devrait augmenter dans les années à venir.

*Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.126 Le travail effectué a contribué à renforcer les capacités institutionnelles des pays d'Amérique latine et des Caraïbes de promouvoir la bonne gouvernance et l'exploitation durable des ressources naturelles, l'accent étant mis sur l'énergie, comme le montrent les 17 rapports de suivi nationaux sur l'efficacité énergétique établis, avec l'appui technique du sous-programme, par les pays de la région et publiés par la CEPALC. Les responsables de ces pays ont reçu un appui technique de la part du sous-programme pour produire pour la première fois des données uniformisées sur l'efficacité énergétique, facilitant ainsi la comparaison de celles-ci au niveau régional. Dans certains cas, les institutions nationales ont mis sur pied des groupes chargés de l'efficacité énergétique et, dans tous les cas, les responsables nationaux ont développé des connaissances techniques transférables dans le domaine de l'efficacité énergétique. La publication des rapports témoigne du succès du processus de renforcement des capacités, qui a permis leur élaboration. En présentant des données de référence sur l'efficacité énergétique dans des domaines tels que le secteur de l'énergie, l'industrie, les ménages, les transports, les services et l'agriculture, ces rapports favorisent l'exécution, le suivi et l'uniformisation des politiques et des programmes d'efficacité énergétique afin d'améliorer l'accès aux services énergétiques et aux sources d'énergie renouvelables et aux technologies en la matière et d'en renforcer l'utilisation.

Figure 21.XIII

**Mesure des résultats : nombre cumulé de rapports de pays sur l'efficacité énergétique pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes**



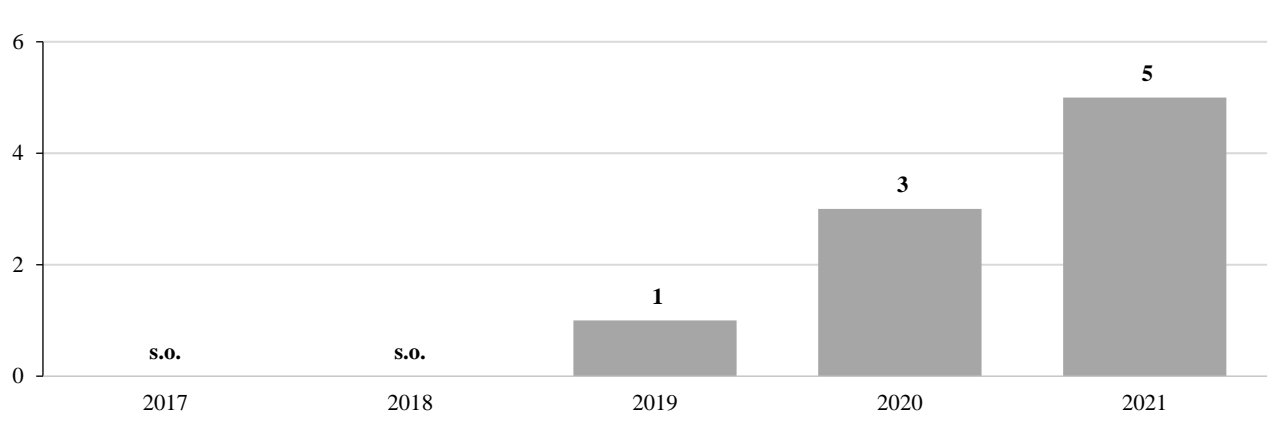
**Résultats escomptés pour 2021**

**Résultat 1 : Observatoire régional de l'énergie durable pour l'Amérique latine et les Caraïbes (résultat déjà défini pour 2020)**

- 21.127 Les travaux relatifs à l'énergie durable se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et aideront les pays à renforcer leurs capacités d'élaborer et d'appliquer des mesures favorables à une énergie durable et à un coût abordable, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution [71/6](#) et sur les produits retenus pour 2020.

Figure 21.XIV

**Mesure des résultats : (nombre total de) mesures supplémentaires adoptées par les pays de la région pour faciliter l'exécution de politiques énergétiques visant à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable**



Abréviation : s.o. = sans objet.

### **Résultat 2 : développement des capacités de la région dans le domaine de la bioéconomie (nouveau résultat)**

- 21.128 Le sous-programme a travaillé dans plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour appuyer le développement de leurs stratégies nationales de bioéconomie. La bioéconomie, à savoir l'ensemble des secteurs utilisant des ressources biologiques, des processus de production biologiques ou l'intelligence biologique pour la production de biens et de services, n'est pas seulement une stratégie de croissance recourant à la dissociation des émissions, mais elle permet aussi d'adopter une approche plus cohérente du défi complexe que représente la création de sources nouvelles de croissance économique et sociale contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable. Plusieurs pays ont fait part de leur intérêt pour l'élaboration de plans nationaux de bioéconomie, et certains ont déjà commencé à élaborer de tels plans ou en achèvent l'élaboration. Par exemple, le Costa Rica a commencé à élaborer sa stratégie nationale de bioéconomie au début de 2018. La CEPALC appuie le Costa Rica à cet égard, en encadrant un processus de consultation tant au niveau sectoriel que régional, auquel participent activement des représentants du secteur public, du monde des affaires et des secteurs scientifique et technologique, ainsi que de jeunes bioentrepreneurs. La CEPALC a créé des espaces de dialogue pour les autres partenaires de la région (par exemple, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Ministère uruguayen de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche et le Département colombien de la planification nationale) qui commencent à explorer la bioéconomie comme une autre voie possible du développement économique. La stratégie costaricienne de bioéconomie vise à faire converger les politiques environnementales et les politiques de développement productif formulées au cours des sept dernières décennies, en conciliant les objectifs de développement productif avec la protection de l'environnement, les connaissances en la matière et la diversité biologique durable, et en adaptant les capacités nationales dans les sciences agricoles et biologiques (ou sciences de la vie) aux immenses ressources biologiques du pays. Elle sert d'instrument permettant de faire progresser l'exécution du plan national de décarbonisation pour la période 2018-2030, dont les mesures sont groupées en cinq domaines stratégiques : la bioéconomie au service du développement rural (par exemple, l'agriculture produisant peu d'émissions) ; la diversité biologique et le développement (par exemple, les couloirs biologiques et les services écosystémiques) ; les bioraffineries de biomasse résiduaire (par exemple, la bioénergie, les bioproduits et les biomolécules) ; la bioéconomie avancée (par exemple, la biotechnologie et la diversité biologique) ; la bioéconomie urbaine (par exemple, les couloirs biologiques interurbains).



*Situation interne et réponse*

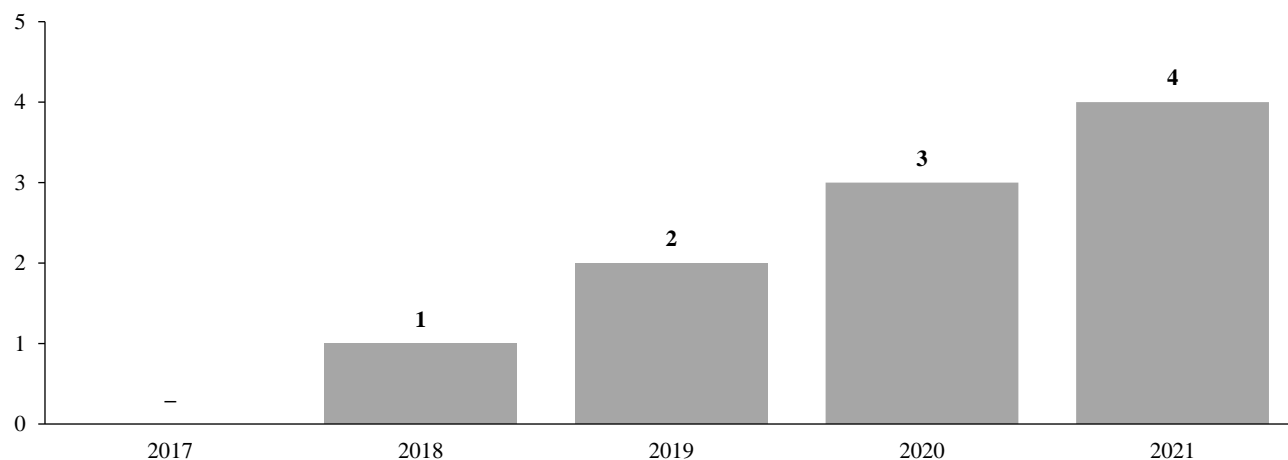
- 21.129 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : les capacités nationales des différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes en matière de développement de la bioéconomie n'avaient pas été examinées suffisamment en détail. Compte tenu de la diversité des ressources biologiques et des capacités scientifiques et technologiques, il est impossible de parler de bioéconomie en termes génériques en ce qui concerne l'Amérique latine et les Caraïbes car les pays définissent leurs stratégies en fonction de leurs réalités et de leurs capacités nationales (et locales). Malgré cela, les pays ont en commun certains éléments de base qui leur permettent d'engager le dialogue et d'apprendre ensemble en se fondant sur leur réalité commune de région dotée d'une méga-diversité biologique et ayant de très grandes capacités de production de biomasse et une forte dépendance économique vis-à-vis des ressources naturelles. En réponse, le sous-programme s'efforcera de réaliser une analyse des capacités des différents pays et, dans certains cas, des localités ou des biomes, dans le but d'appuyer ces pays dans l'élaboration de stratégies nationales de bioéconomie dont l'exécution soit réaliste et viable. Parallèlement, des travaux seront effectués pour suivre les éléments que ces pays ont en partage afin de leur permettre d'échanger des informations précieuses et de s'attaquer aux problèmes qu'ils ont en commun dans leurs stratégies nationales.

*Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.130 Le travail qui sera effectué devrait contribuer à renforcer les capacités institutionnelles des pays d'Amérique latine et des Caraïbes de promouvoir la bonne gouvernance et l'exploitation durable des ressources naturelles, l'accent étant mis sur l'agriculture et la diversité biologique, comme devrait le montrer le fait que deux pays de la région supplémentaires auront entrepris l'élaboration de stratégies nationales de bioéconomie.

Figure 21.XV

**Mesure des résultats : nombre de pays d'Amérique latine et des Caraïbes ayant entrepris l'élaboration de stratégies nationales de bioéconomie**

**Textes des organes délibérants définissant les mandats**

- 21.131 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

*Résolutions de l'Assemblée générale*

62/98	Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts	66/203	Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa vingt-sixième session
66/200	Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures		



66/205	Développement durable dans les régions montagneuses	71/228	Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures
67/207	Suivi et application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement	71/229	Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique
67/215	Promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables	71/230	Application de la Convention sur la diversité biologique et contribution au développement durable
67/263	Le transit fiable et stable de l'énergie et son rôle dans la promotion du développement durable et de la coopération internationale	71/245	Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition
69/177	Le droit à l'alimentation	73/226	Examen approfondi à mi-parcours des activités relatives à la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028)
70/198	Les technologies agricoles au service du développement durable		
70/235	Les océans et le droit de la mer	73/236	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable
71/222	Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028)	73/253	Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition

### Résolutions et décisions du Conseil économique et social

Décision 2004/233	Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les ressources minérales	2006/49	Rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts sur les travaux de sa sixième session
-------------------	---	---------	---

### Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

552 (XXVI)	Consolidation du développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes	le cadre du suivi des objectifs du Millénaire pour le développement et l'application des résultats des grandes conférences et des Sommets des Nations Unies en matière économique et sociale et dans les domaines connexes
602 (XXX)	Suivi du développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes	
669 (XXXIV)	Activités de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes dans	

## Produits

21.132 On trouvera dans le tableau 21.18 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 21.18

### Sous-programme 8 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	1	1	1	2
1. Projets dans les domaines de l'énergie, de la gouvernance des ressources naturelles et du lien eau-énergie ; de l'égalité sociale ; de la durabilité environnementale	1	1	1	2

## Titre V Coopération régionale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>15</b>
2. Réunions d'experts sur l'énergie durable ; les politiques publiques touchant à la gouvernance des ressources naturelles ; le développement agricole	4	4	8	6
3. Formation et cours à l'intention des responsables des secteurs public et privé engagés dans l'agriculture et la gestion des ressources naturelles	6	6	3	9
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
4. <i>The Outlook for Agriculture and Rural Development in the Americas : A Perspective in Latin America and the Caribbean</i>	1	1	–	1
5. Études sur les questions relatives aux ressources en eau et à ses liens avec d'autres secteurs ; à l'intégration énergétique ; à la gouvernance des ressources naturelles ; aux industries extractives ; au commerce biophysique ; à l'agriculture	8	8	8	9
6. Étude sur les partenariats entre milieu rural et milieu urbain dans les stratégies intégrées de développement territorial	–	–	1	–
7. Bulletin consacré à des questions nouvelles présentant un intérêt pour l'agriculture ou les zones rurales de l'Amérique latine et des Caraïbes (2020), en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture	–	–	1	–
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
8. Lettre d'information du Réseau de coopération pour la gestion intégrée des ressources en eau dans la perspective du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes	2	2	2	–
9. Lettre d'information sur les ressources naturelles au service du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes	–	–	–	1
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause</b> : dans le domaine des ressources naturelles ; à l'intention d'entreprises et d'organismes de promotion du commerce sur l'élaboration et l'exécution de politiques et de stratégies de développement agricole et rural durable et de bioéconomie.				

### Sous-programme 9

### Planification et administration publique au service du développement

#### Objectif

- 21.133 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'améliorer les procédures de planification et d'administration publique dans la région en vue de promouvoir un développement équitable et durable.

#### Stratégie

- 21.134 Pour contribuer à améliorer les procédures de planification et d'administration publique dans la région en vue de promouvoir un développement équitable et durable, le sous-programme continuera d'encourager les gouvernements à recourir à de nouvelles méthodes, à de nouveaux instruments et à de nouveaux cadres conceptuels dans le cadre de la planification et de l'administration publique, tout en s'employant à favoriser des investissements publics de qualité et à promouvoir l'établissement de liens solides entre le développement et les plans et budgets sectoriels. Il

s'attachera également à appuyer la coopération, l'apprentissage entre pairs et la mise en commun des expériences et des pratiques exemplaires en matière de planification et d'administration publique en assurant des services de coopération technique, en organisant des formations et en menant des recherches appliquées. Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : contribuer à la mise en place d'institutions efficaces, inclusives et stratégiques et à l'établissement de procédures de planification accordant un rang de priorité élevé au développement global à moyen et long terme tout en réduisant encore les déséquilibres structurels grâce au renforcement de la participation et de la responsabilisation des citoyens, et consolider la gouvernance, la planification et l'administration territoriales dans le cadre de l'action publique. Ces activités aideront les pays de la région à progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable n° 11 (Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables), n° 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous) et n° 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser). Parmi les résultats déjà obtenus citons l'amélioration des procédures de planification nationale des organismes publics en Argentine, au Chili, au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Mexique et en République dominicaine, et l'élaboration d'une stratégie nationale de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au Guatemala.

### **Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés**

- 21.135 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir le renforcement des capacités des pays d'Amérique latine et des Caraïbes en matière de planification et d'administration publique au service du développement dans une perspective régionale et sous l'angle de la problématique femmes-hommes (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été obtenu, comme le montre le fait que 12 pays ont reconnu la contribution apportée par l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale à l'amélioration de leurs procédures de planification, ce qui est conforme à l'objectif fixé.

### **Exécution du programme en 2019 : amélioration des procédures de planification municipale en Argentine grâce à l'outil baptisé « PlanBarometer »**

- 21.136 Entre 2015 et 2018, à l'issue d'un vaste processus participatif ouvert à diverses parties prenantes, le sous-programme a élaboré un outil analytique baptisé « PlanBarometer » afin de caractériser les systèmes de planification du développement dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Initialement fondé sur un modèle résultant de plusieurs décennies d'expérience de terrain et inspiré des normes élaborées par l'Organisation internationale de normalisation, l'outil a été amélioré grâce à des consultations régionales menées à l'aide de la méthode Delphi sur la base d'études de cas entreprises au niveau local.
- 21.137 Le PlanBarometer a pour objet d'améliorer la qualité des activités de planification du développement menées par les administrations nationales et infranationales de la région grâce à l'auto-analyse des systèmes, des procédures et des instruments de planification, au recensement des déficits de capacités et à la formulation d'orientations sur le renforcement institutionnel dans cinq dimensions clefs liées à la consolidation des systèmes de planification : a) le cadre institutionnel de la planification ; b) les facteurs de conception de la planification ; c) les processus de mise en œuvre de la planification ; d) les principaux facteurs permettant d'atteindre les résultats recherchés ; e) les liens entre la planification et les engagements mondiaux et régionaux. Depuis 2017, 17 administrations nationales et infranationales ont utilisé cet outil pour analyser leurs systèmes de planification et recenser les déficits de capacités et les mesures de renforcement institutionnel nécessaires. Cette méthode suscite un intérêt croissant, le Mexique l'ayant notamment intégrée dans

son programme de formation aux métiers de la fonction publique en 2018. Le sous-programme a également aidé l'Argentine à appliquer le PlanBarometer aux niveaux national et infranational en 2018 et à mettre en œuvre des mesures de suivi en 2019.

*Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.138 Le travail effectué a permis d'améliorer les procédures de planification et d'administration publique dans la région en vue de promouvoir un développement équitable et durable, comme le montrent les mesures prises par le Secrétariat de la planification territoriale et de la coordination des travaux publics du Ministère argentin de l'intérieur, des travaux publics et du logement sur la base des informations issues du PlanBarometer. Cet outil a également permis aux responsables gouvernementaux de recenser les principaux déficits de capacités suivants et d'y remédier : une participation limitée des parties prenantes (notamment d'autres branches du gouvernement) aux procédures de planification ; des stratégies de planification sectorielles et cloisonnées qui freinent l'adoption d'une approche territoriale plus intégrée ; un manque d'appui politique en faveur des instruments de planification au niveau local.
- 21.139 Ces activités ont notamment permis au Secrétariat de mettre en place des dispositifs visant à améliorer le retour d'information sur l'incidence des investissements nationaux aux niveaux local et provincial et à coordonner l'action menée sur le plan local, régional et national par des entités telles que le Conseil fédéral d'investissements, organisme consultatif présent dans l'ensemble du pays, ou de renforcer les dispositifs existants. Le Gouvernement argentin a également proposé d'intégrer le PlanBarometer dans ses outils de planification du développement local au niveau municipal, avec l'appui du sous-programme, lequel a organisé des ateliers de renforcement des capacités complémentaires aux niveaux infranational et local dans le nord et le centre du pays. Ces procédures d'autodiagnostic devraient permettre de renforcer les capacités techniques et politiques des autorités locales en matière de planification des investissements.

Tableau 21.19  
Mesure des résultats

2015	2016	2017	2018	2019
<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaboration d'un modèle préliminaire : projet pilote au niveau infranational</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaboration d'un modèle préliminaire : élargissement du projet pilote au niveau national</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Application du PlanBarometer et recensement des déficits de capacités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise à jour du plan stratégique territorial en matière d'investissements publics et privés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dispositif de coordination et de retour d'information (Conseil fédéral d'investissements)</li> <li>Déploiement d'un outil de renforcement des capacités (PlanBarometer) au niveau municipal en Argentine (sur proposition du Gouvernement)</li> </ul>

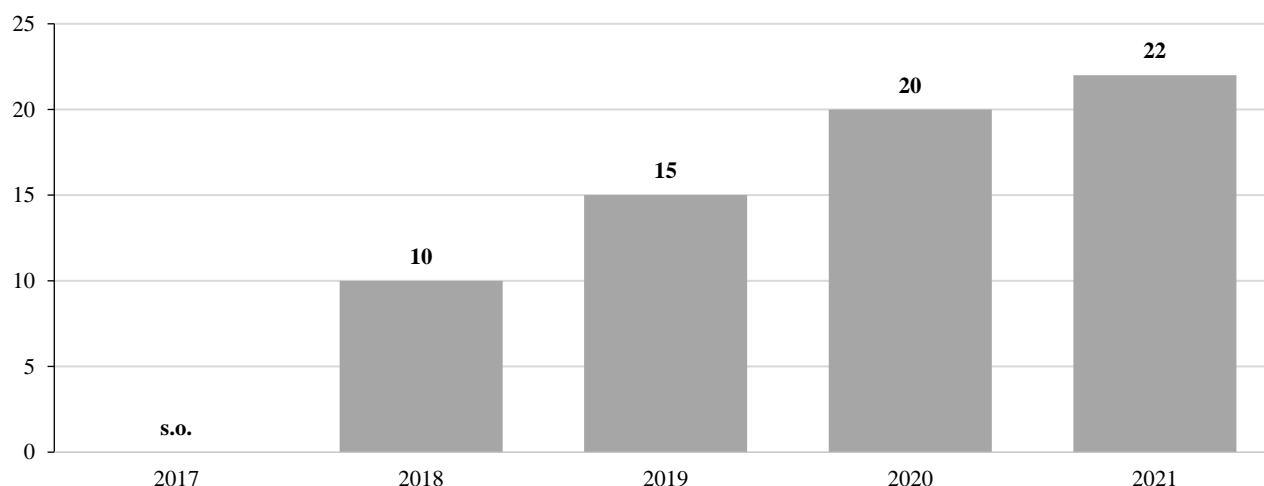
## Résultats escomptés pour 2021

### Résultat 1 : outils de planification et d'administration publique pour la territorialisation et la mise en œuvre des objectifs de développement durable (résultat déjà défini pour 2020)

- 21.140 Les travaux relatifs à la planification et à l'administration publique au service du développement durable se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, afin d'aider les pays à élaborer des stratégies nationales intégrant les objectifs de développement durable, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution 74/251, l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution 71/6 et sur les produits retenus pour 2020.

Figure 21.XVI

Mesure des résultats : nombre cumulé de stratégies de mise en œuvre du Programme 2030 au niveau national



Abréviation : s.o. = sans objet.

### Résultat 2 : renforcement des capacités d'élaborer des stratégies efficaces aux fins de la réalisation des objectifs de développement nationaux et infranationaux dans les pays de la région dans le cadre du Programme 2030 (nouveau résultat)

- 21.141 La planification et l'administration publique en faveur du développement durable sont des outils permettant d'assurer la mise en œuvre cohérente et rationnelle du Programme 2030 dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que le développement continu et durable de la région. L'impulsion des États s'est révélée essentielle pour améliorer les résultats en matière de développement. Toutefois, les problèmes que rencontre la région sont structurels et exigent des mesures politiques concertées et résolues. En réponse aux demandes formulées par le Conseil régional de planification, le sous-programme s'est employé à promouvoir l'adoption de stratégies de développement à long terme qui transcendent les cycles politiques afin d'appuyer la réalisation du développement durable. Ces stratégies reposent sur une conception nationale commune intégrant les vues de divers acteurs du développement. Elles abordent les dimensions multiples et souvent contradictoires du développement et prennent en considération les particularités de chaque pays et territoire tout en tenant compte des engagements régionaux et mondiaux. Elles mettent également en lumière l'importance des processus de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation, éléments essentiels pour faire en sorte que les stratégies soient des vecteurs de changement plutôt qu'une simple liste de bonnes intentions.

- 21.142 À cet égard, le sous-programme, par l'intermédiaire de l'Observatoire régional de la planification du développement, s'est employé à aider les pays de la région à renforcer leurs systèmes de planification en rassemblant, analysant, systématisant et produisant des connaissances en matière de planification au service du développement durable, grâce à des processus collectifs visant à recenser les difficultés, les particularités, les problèmes communs et les possibilités, l'objectif étant de permettre aux autorités nationales chargées de la planification d'élaborer, d'actualiser et de mettre en œuvre des stratégies efficaces en la matière. Comme suite à l'adoption du Programme 2030, le sous-programme est passé d'une démarche consistant à élaborer des instruments et à transférer des connaissances en réponse à des difficultés précises en matière de planification et d'administration publique à une approche visant à renforcer les capacités des systèmes de planification et d'administration publique de façon plus intégrée.

*Situation interne et réponse*

- 21.143 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il s'agissait d'élaborer un ensemble complet d'outils permettant aux pays de passer de la formulation d'une stratégie à sa mise en œuvre effective grâce au recensement des éléments fondamentaux, des principales parties prenantes et des actions prioritaires, ainsi que des besoins et des sources de financement. En réponse, le sous-programme s'attachera à appuyer l'établissement de mécanismes de mise en œuvre des plans et stratégies de développement à long terme et le renforcement des mécanismes existants, notamment en ce qui concerne les liens entre les budgets, les plans d'investissement et les plans nationaux de développement ; la prise en compte des objectifs de développement dans les procédures de responsabilisation et de gestion axée sur les résultats ; la mise en place des dispositifs de suivi et d'évaluation nécessaires pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés.

*Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.144 Le travail qui sera effectué devrait permettre d'améliorer les procédures de planification et d'administration publique dans la région en vue de promouvoir un développement équitable et durable, comme devrait le montrer le nombre de pays mettant en œuvre des stratégies au niveau infranational pour atteindre leurs objectifs nationaux dans le cadre du Programme 2030 et appliquant des méthodes de gestion axée sur les résultats au service du développement durable (deux pays supplémentaires dans chaque cas).

Tableau 21.20  
Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Guatemala élabore une stratégie de mise en œuvre du Programme 2030</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'Argentine s'emploie à renforcer ses capacités de territorialiser le Programme 2030 et d'harmoniser les procédures de planification avec les dispositions du Programme</li> <li>L'autorité chargée du suivi et de l'examen de la mise en œuvre du Programme 2030 et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'Argentine s'emploie à renforcer ses capacités d'intégrer les objectifs de développement durable dans la planification publique infranationale dans 2 provinces</li> <li>Le Paraguay met à jour son plan national de développement pour y intégrer les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'Uruguay élabore une stratégie intersectorielle pour la région centrale</li> <li>Le Paraguay recense des mécanismes de financement pour le plan national de développement</li> <li>Cuba applique le PlanBarometer</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des plans ou stratégies de développement sont mis en œuvre au niveau infranational dans au moins 2 pays supplémentaires</li> <li>Une méthode de gestion globale axée sur les résultats est appliquée dans au moins 2 pays supplémentaires</li> </ul>

2017	2018	2019	2020	2021
	les autorités infranationales concluent des accords aux fins de la territorialisation du Programme	dispositions du Programme 2030 • L'Uruguay évalue la territorialisation de la stratégie nationale de développement dans 1 municipalité		

### Textes des organes délibérants définissant les mandats

21.145 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

#### *Résolutions de l'Assemblée générale*

67/218	Promotion de la transparence, de la participation et de la responsabilisation en matière de finances publiques	73/239	Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)
69/327	Promouvoir des services publics ouverts à tous et responsables pour le développement durable		
71/327	Les Nations Unies dans la gouvernance économique mondiale		

#### *Résolutions du Conseil économique et social*

2016/26	Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa quinzième session	2018/12	Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa dix-septième session
2017/23	Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa seizième session		

#### *Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

701 (XXXVI)	Appui aux travaux de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES)
-------------	---

### Produits

21.146 On trouvera dans le tableau 21.21 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 21.21

**Sous-programme 9 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie**

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
1. Réunions du Conseil régional de planification	6	6	—	6
2. Réunions du Bureau directeur du Conseil régional de planification	—	—	6	—
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
3. Projets sur le terrain en matière de planification et d'administration publique au service du développement	1	1	1	1
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>56</b>	<b>56</b>	<b>54</b>	<b>53</b>
4. Formations sur les questions liées à l'administration publique, aux budgets, à l'évaluation et à l'investissement ; à la prospective et aux techniques de mise au point d'hypothèses prévisionnelles ; à la gouvernance, à la planification et à l'administration territoriales à plusieurs échelles ; à la planification, au principe d'utilité publique et à l'administration publique ; aux politiques et programmes publics	50	50	50	50
5. Réunions d'experts sur la planification et l'administration publique (prospective et planification ; évaluation des politiques et programmes publics ; gouvernance et planification à plusieurs niveaux ; questions de planification et de développement ; principe d'utilité publique, administration publique et transparence des politiques appliquées dans la région)	6	6	4	3
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
6. Publications et études sur la planification et l'administration publique au service du développement	5	4	3	3
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
7. Infographies, notes d'orientation et bulletins d'information sur la planification et l'administration publique au service du développement	1	1	1	1
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause</b> : systèmes de planification et d'administration publique au service du développement, politiques et programmes publics, formulation et évaluation de projets, systèmes nationaux d'investissement public, et gouvernance et planification à plusieurs niveaux.				
<b>Bases de données et supports numériques</b> : Observatoire régional de la planification du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes ; manuels et applications techniques à l'appui des activités de formation et d'assistance technique ; bases de données relatives à la planification et à l'administration publique au service du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.				



## **Sous-programme 10**

### **Statistiques**

#### **Objectif**

- 21.147 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'améliorer l'établissement, la diffusion et l'exploitation des statistiques dans les pays de la région afin que les décisions soient fondées sur des données factuelles.

#### **Stratégie**

- 21.148 Pour contribuer à améliorer l'établissement de statistiques dans les pays de la région afin que les décisions soient fondées sur des données factuelles, le sous-programme offrira des services consultatifs spécialisés et organisera des formations, des réunions d'experts et des séminaires en ligne et en présentiel. L'assistance technique sera principalement axée sur l'établissement de statistiques de base et la mise en place de dispositifs de coordination institutionnelle dans des domaines tels que la comptabilité nationale, les statistiques économiques de base et les statistiques des prix ; les statistiques environnementales, les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe ; l'élaboration et la réalisation d'enquêtes sur les ménages ; la mesure de la pauvreté et des inégalités ; l'intégration des systèmes d'information statistique et géospatiale ; les dispositifs de coordination nationale pour le suivi des objectifs de développement durable. Une attention particulière sera accordée à la coordination avec les institutions et les organisations internationales afin d'éviter les doubles emplois et de mettre à profit la complémentarité des activités. Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : permettre l'établissement de statistiques économiques, sociales et environnementales fiables, la création d'indicateurs dans de nouveaux domaines et l'amélioration des sources d'information non traditionnelles. Parmi les résultats déjà obtenus citons les progrès considérables accomplis par les pays de la région s'agissant d'appliquer le Système de comptabilité nationale de 2008 et les comptes satellites, ainsi que les recommandations relatives aux statistiques environnementales. À cet égard, l'Argentine, Cuba et le Paraguay ont amélioré leurs méthodes de comptabilité nationale, Curaçao a perfectionné sa méthode de calcul du PIB annuel à prix constants, la République dominicaine a mené une enquête continue sur l'emploi et l'Uruguay a publié sa nouvelle balance des paiements.
- 21.149 Pour contribuer à améliorer la diffusion de statistiques dans les pays de la région afin que les décisions soient fondées sur des données factuelles, le sous-programme continuera de rassembler et d'harmoniser toute une série de statistiques et d'indicateurs économiques, environnementaux et sociaux et de tenir à jour sa base de données régionale relative aux enquêtes sur les ménages (BADEHOG). Les données seront diffusées par l'intermédiaire de CEPALSTAT (principale base de données statistiques de la CEPALC), de l'Annuaire statistique et du portail régional consacré aux objectifs de développement durable. Le sous-programme s'emploiera également à élaborer, à adapter, à traduire et à appliquer des méthodes, des normes et des recommandations en matière de statistiques. Il apportera en outre des contributions analytiques et des contributions de fond dans le cadre de l'élaboration des principaux documents et publications de la Commission. Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : accroître la disponibilité de données comparables au niveau régional, qui serviront de point de référence en matière de renforcement des activités statistiques dans la région et éclaireront l'élaboration des principales publications et recommandations de la CEPALC. Parmi les résultats déjà obtenus citons le développement du portail statistique de la Commission, qui est constamment mis à jour avec des métadonnées et de nouveaux sites et qui a enregistré plus de 6 millions de téléchargements en 2016-2017.
- 21.150 Pour contribuer à l'exploitation des statistiques dans les pays de la région afin que les décisions soient fondées sur des données factuelles, le sous-programme s'emploiera à renforcer les fonctions stratégiques et décisionnelles de la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC. Il continuera également d'assurer des services de secrétariat technique à la Conférence et à ses divers

groupes de travail en veillant à ce que leurs travaux soient alignés sur les priorités régionales. Il accordera en outre une attention particulière à la mise en œuvre conjointe de projets et d'initiatives et travaillera en étroite collaboration avec d'autres bureaux et divisions de la Commission ainsi qu'avec des partenaires bilatéraux et multilatéraux. Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : renforcer la coordination régionale et faciliter le recours aux statistiques aux niveaux régional et national. Parmi les résultats déjà obtenus citons les progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan stratégique décennal de la Conférence statistique des Amériques pour 2015-2025, des mesures ayant été prises pour 9 des 12 objectifs y relatifs en décembre 2018.

### **Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés**

- 21.151 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir l'accomplissement de progrès dans la mise en œuvre du plan stratégique décennal de la Conférence statistique des Amériques (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été obtenu, comme le montrent les mesures spécifiques qui ont été mises en œuvre pour 80 % des volets du plan stratégique, conformément à l'objectif fixé.

### **Exécution du programme en 2019 : redéfinition des priorités aux fins de la promotion des statistiques au niveau régional**

- 21.152 La Conférence statistique des Amériques a été créée en 2000 en tant qu'organe subsidiaire de la CEPALC, conformément à la résolution 580 (XXVIII) de la Commission et à la résolution 2000/7 du Conseil économique et social, afin de coordonner et d'améliorer les procédures d'établissement, de diffusion et d'exploitation des statistiques dans la région. À la troisième réunion de la Conférence, tenue à Santiago en juin 2005, des groupes de travail ont été établis pour permettre aux pays de travailler ensemble et de s'employer à mettre en œuvre le plan stratégique de la Conférence. Ces groupes de travail thématiques sont créés pour une période de deux ans à la demande des pays membres et sur approbation de la Conférence.
- 21.153 Dans le cadre des débats tenus lors de plusieurs réunions, le Comité exécutif de la Conférence a souligné qu'il importait d'examiner les questions traitées par les groupes de travail ainsi que les résultats obtenus. Les pays membres ont estimé que les activités menées n'apportaient pas toujours une valeur ajoutée suffisante à la région ou n'aboutissaient pas à des résultats concrets, et que le nombre élevé de groupes (16) limitait la capacité des organismes nationaux de statistique de leur affecter les ressources humaines nécessaires. À sa dix-septième réunion, tenue en octobre 2018, le Comité exécutif est convenu que les groupes de travail devraient hiérarchiser leurs activités afin de faire en sorte que les mesures visant à renforcer les capacités statistiques de la région puissent être appliquées au cours d'un exercice biennal.
- 21.154 En conséquence, le Comité exécutif, avec l'appui du secrétariat, a décidé de restructurer le mécanisme d'approbation des groupes de travail pour la période 2020-2021 en introduisant les deux modifications suivantes : a) les programmes de travail doivent être alignés sur les priorités régionales en matière de développement des activités statistiques ; b) les groupes de travail doivent se concentrer sur l'obtention d'un seul résultat.
- 21.155 Afin d'établir les priorités régionales en matière de statistiques, un questionnaire a été élaboré par le sous-programme et transmis aux pays au cours du premier trimestre de 2019. Les réponses communiquées par 22 pays ont orienté les débats tenus à la dix-huitième réunion du Comité exécutif en mars 2019. Le Comité est convenu que les questions devant être examinées par les groupes de travail en 2020-2021 devaient correspondre aux priorités recensées lors de la réunion et que les programmes de travail proposés devaient comporter des résultats clairement définis et susceptibles d'être atteints au cours de cette période de deux ans.
- 21.156 Comme l'avait demandé le Comité exécutif à la réunion susmentionnée, le secrétariat a facilité l'élaboration de propositions relatives aux groupes de travail pour 2020-2021, notamment en

établissant de nouvelles directives en la matière et en demandant aux pays de soumettre leurs propositions en juin 2019. En août, 29 propositions ont été examinées par le Comité et 18 ont été présélectionnées et présentées aux pays membres afin qu'ils puissent en évaluer la pertinence. À l'issue de cette consultation, le Comité a sélectionné 11 propositions, qui ont été présentées pour approbation à la dixième réunion de la Conférence, tenue en novembre 2019.

- 21.157 Ce processus a abouti à l'approbation d'un petit nombre de groupes de travail mieux ciblés et apportant une plus grande valeur ajoutée aux activités statistiques de la région pour 2020-2021. L'utilité de ces groupes réside dans le fait que leurs travaux sont mieux alignés sur les principales priorités recensées et que les résultats escomptés sont mieux définis, notamment en ce qui concerne les directives régionales ou les recueils de pratiques exemplaires, qui constitueront des biens collectifs au service du développement des activités statistiques des pays de la région.

*Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.158 Le travail effectué a contribué à améliorer l'établissement, la diffusion et l'exploitation des statistiques dans les pays de la région afin que les décisions soient fondées sur des données factuelles, comme le montre l'approbation, à la dixième réunion de la Conférence, de 11 groupes de travail qui se concentreront sur les questions importantes pour la région et mèneront des activités permettant d'améliorer la production statistique nationale et d'accroître ainsi l'efficacité des efforts de coopération internationale et horizontale.

Tableau 21.22  
Mesure des résultats

2015	2016	2017	2018	2019
Les pays approuvent les directives opérationnelles relatives aux groupes de travail	À la quinzième réunion du Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques, 16 groupes de travail sont approuvés pour la période 2016-2017	À la neuvième Conférence statistique des Amériques, 16 groupes de travail sont approuvés pour la période 2018-2019 ; les questions examinées par les groupes sont les mêmes que pour l'exercice biennal précédent	Le Comité exécutif souligne qu'il importe d'accroître l'utilité et l'efficacité des groupes de travail	À l'issue d'un processus consultatif mené par la CEPALC, la Conférence approuve 11 groupes de travail pour 2020-2021

## Résultats escomptés pour 2021

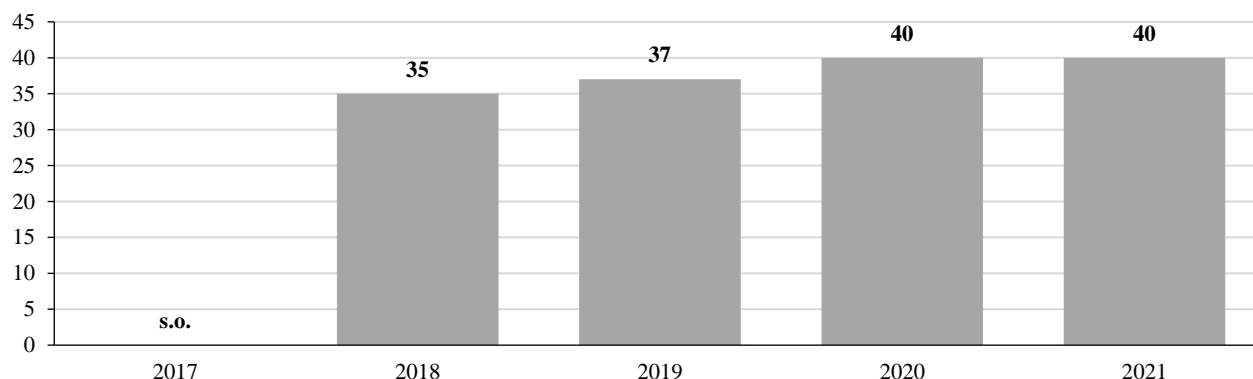
### Résultat 1 : estimation plus rapide de la parité des pouvoirs d'achat pour une évaluation plus fiable du poids économique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (résultat déjà défini pour 2020)

- 21.159 Les travaux portant sur l'évaluation du poids économique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, afin d'aider ces pays à adopter une approche fondée sur l'utilisation de valeurs de référence évolutives permettant d'évaluer la taille des économies de la région et la prospérité des citoyens de façon plus rapide et plus fiable et d'éclairer l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-

programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution 71/6 et sur les produits retenus pour 2020.

Figure 21.XVII

**Mesure des résultats : nombre d'États membres et d'États membres associés ayant adopté l'approche fondée sur l'utilisation de valeurs de référence évolutive**



*Abréviation : s.o. = sans objet.*

#### **Résultat 2 : refonte du portail statistique régional de la CEPALC (CEPALSTAT) (nouveau résultat)**

- 21.160 Le sous-programme s'emploie à diffuser les statistiques officielles régionales et nationales de la CEPALC dans CEPALSTAT, le portail statistique régional de la Commission. Depuis 2019, il a modifié son approche en mettant davantage l'accent sur l'intégration des nouvelles technologies et en s'attachant à faire de CEPALSTAT une base de données ouverte et plus conviviale.
- 21.161 Le nouveau portail comportera des versions remaniées des sections actuelles, telles que le tableur et les profils régionaux et nationaux, mais également de nouveaux outils, tels qu'un tableau de bord permettant d'effectuer des recherches dans des jeux de données et de produire des tableaux et des graphiques téléchargeables, ainsi qu'une fonction d'intégration des données géospatiales.
- 21.162 Les modifications opérées seront utiles aux responsables gouvernementaux et aux autres parties prenantes en ce qu'elles leur permettront de planifier, de concevoir, de mettre en œuvre et de suivre les politiques et l'action publique dans les domaines social, économique et environnemental grâce à des données quantitatives provenant de sources officielles. Le nouveau portail pourrait également être pris comme modèle par les pays pour créer des bases de données de référence nationales permettant de faire en sorte que les statistiques officielles soient plus faciles à consulter et à exploiter.

#### *Situation interne et réponse*

- 21.163 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il s'agissait d'apporter une aide aux organismes nationaux de statistique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans le domaine des nouvelles technologies, notamment en ce qui concerne l'utilisation des bases de données et des pages web et la visualisation des données. En réponse, le sous-programme, en collaboration avec les organismes nationaux de statistique, les gouvernements, les universités et les institutions techniques de la région, élaborera une stratégie visant à mettre en commun les connaissances en la matière et à concevoir des solutions communes utiles à tous les pays.

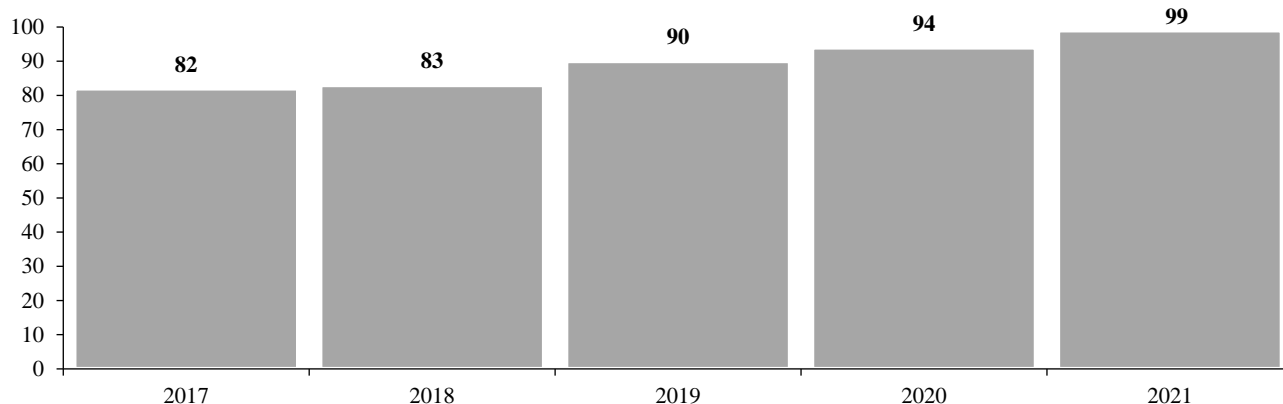
#### *Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.164 Le travail qui sera effectué devrait contribuer à améliorer la diffusion et l'exploitation des statistiques dans les pays de la région afin que les décisions soient fondées sur des données

factuelles, comme devrait le montrer le pourcentage d'utilisateurs de CEPALSTAT interrogés estimant que les données de la base sont utiles ou très utiles à leurs travaux (99 %).

Figure 21.XVIII

**Mesure des résultats : pourcentage d'utilisateurs estimant que les données de CEPALSTAT sont utiles à leurs travaux**



### Textes des organes délibérants définissant les mandats

21.165 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

#### Résolutions de l'Assemblée générale

67/148	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la	68/261	vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale Principes fondamentaux de la statistique officielle
--------	---	--------	---

#### Résolutions et décisions du Conseil économique et social

2000/7	Création de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	2016/27	provisoire et documentation de sa quarante-sixième session
2006/6	Renforcement des capacités statistiques		Renforcement des arrangements institutionnels sur la gestion de l'information géospatiale
2013/21	Principes fondamentaux de la statistique officielle	2017/7	Travaux de la Commission de statistique sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030
Décision 2014/219	Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa quarante-cinquième session, lieu et dates et ordre du jour		

#### Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

649 (XXXIII) ; 668 (XXXIV) ; 678 (XXXV) ; 702 (XXXVI) ; 721 (XXXVII)	Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	712 (XXXVI)	Intégration régionale de l'information statistique et géospatiale
--	---	-------------	---

## Produits

21.166 On trouvera dans le tableau 21.23 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 21.23

### Sous-programme 10 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>9</b>	<b>18</b>
1. Réunions de la Conférence statistique des Amériques	9	9	—	9
2. Réunions du Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques	9	9	9	9
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>1</b>
3. Projets sur le terrain ayant trait aux statistiques économiques et à la comptabilité nationale ; aux enquêtes sur les ménages, aux indicateurs sociaux et aux statistiques ; aux statistiques environnementales ; au cadre relatif au Programme de développement durable à l'horizon 2030	4	4	4	1
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
4. Séminaires et ateliers sur la pauvreté, les inégalités, la répartition des revenus, l'emploi, la cohésion sociale et la vulnérabilité, les statistiques environnementales, l'harmonisation et l'homogénéisation des statistiques et des indicateurs, le Système de comptabilité nationale, les systèmes d'information sociale et les enquêtes sur les ménages, et les statistiques économiques	6	6	6	11
5. Réunions d'experts sur la prise en compte des nouvelles recommandations de portée internationale applicables au Système de comptabilité nationale de 2008 dans les données de comptabilité nationale ; la mise en œuvre des nouvelles recommandations internationales sur les statistiques économiques ; les statistiques environnementales, les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et la comptabilité environnementale ; l'harmonisation et l'homogénéisation des statistiques et des indicateurs concernant le suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030	11	11	14	9
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>6</b>
6. <i>Annuaire statistique de l'Amérique latine et des Caraïbes</i>	1	1	1	1
7. Publications et études, notamment sur la pauvreté, les inégalités et les statistiques économiques et environnementales, et cahiers statistiques (statistiques économiques et environnementales)	5	5	3	5
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause</b> : statistiques environnementales et économiques ; enquêtes sur les ménages, indicateurs sociaux et statistiques ; pauvreté et inégalités.				
<b>Bases de données et supports numériques</b> : système d'information statistique et bases de données (CEPALSTAT) ; base de données relative aux enquêtes sur les ménages (BADEHOG).				

## Sous-programme 11

### Activités sous-régionales en Amérique centrale, à Cuba, en Haïti, au Mexique et en République dominicaine

#### Objectif

- 21.167 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de renforcer la capacité des pays de la sous-région d'élaborer des politiques publiques fondées sur des données factuelles dans les domaines économique, social et environnemental.

#### Stratégie

- 21.168 Pour aider les pays de la sous-région à élaborer des politiques publiques fondées sur des données factuelles dans les domaines économique, social et environnemental, le sous-programme appuiera l'élaboration de réformes stratégiques et de programmes de développement nationaux visant à produire des effets économiques et sociaux, ainsi que de pactes sociaux pour l'égalité au profit des populations les plus vulnérables. Le sous-programme porte sur les pays d'Amérique centrale, Cuba, Haïti, le Mexique et la République dominicaine. L'accent sera mis sur le développement économique et social, le commerce international, l'industrie et l'intégration, l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural, l'énergie et les ressources naturelles, et les changements climatiques, de manière à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 1 (éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde), 2 (éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable), 7 (garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable), 8 (promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous), 10 (réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre), 13 (prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions) et 17 (renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser). Des travaux d'analyse seront entrepris dans le cadre du sous-programme pour favoriser l'élaboration, la diffusion et la mise en place de stratégies novatrices et rationnelles visant à remédier aux difficultés rencontrées par la sous-région en matière de développement, l'objectif étant de renforcer les capacités nationales et sous-régionales de formuler des politiques plus intégrées et cohérentes tout en tenant compte pleinement des différents contextes nationaux dans la sous-région. Le sous-programme continuera de renforcer son approche multisectorielle et interdisciplinaire ; il assurera la maintenance et l'actualisation des bases de données pertinentes et élaborera des modèles analytiques quantitatifs et qualitatifs. Les activités de formation et les services consultatifs offerts dans le cadre du sous-programme contribueront à renforcer les capacités institutionnelles en ce qui concerne le traitement des problèmes économiques et sociaux, en particulier ceux relatifs à l'élimination de la pauvreté et à l'égalité multidimensionnelle, notamment l'égalité du cycle biologique, des genres, des ethnies et des territoires. Les principaux bénéficiaires du sous-programme seront les autorités publiques et leurs représentants, la société civile, le monde universitaire et le monde des affaires, ainsi que les entités sous-régionales, notamment celles qui sont membres du Système d'intégration de l'Amérique centrale. Le sous-programme resserrera sa collaboration et sa coopération avec les parties prenantes nationales et les institutions d'intégration sous-régionales afin de renforcer leurs capacités ; il offrira ainsi des services consultatifs, des cours de formation et des bourses, et organisera et favorisera des forums destinés à faciliter la concertation. Il collaborera aussi activement avec le système des coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies dans la sous-région, où il contribuera à l'élaboration des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Le travail qui sera effectué devrait avoir pour résultat d'améliorer la capacité technique de concevoir, mettre en œuvre et évaluer les politiques et les mesures publiques, notamment celles axées sur les questions budgétaires, le commerce et l'intégration, l'énergie, l'agriculture, la sécurité alimentaire et les changements climatiques. Parmi les résultats déjà obtenus citons l'élaboration du premier projet de stratégie



énergétique durable de l'Amérique centrale pour 2030, qui vise à garantir l'accès universel aux services énergétiques modernes, à accroître l'utilisation des énergies renouvelables et à améliorer le rendement énergétique, compte tenu des priorités des États membres du Système d'intégration de l'Amérique centrale et des engagements qu'ils ont pris à l'échelle internationale au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris, et l'élaboration par le Guatemala de sa stratégie de développement, grâce à la méthode mise au point par la CEPALC sur la planification de l'application du Programme 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui repose sur le recensement des liens fondamentaux qui existent entre le Programme 2030 et les instruments de planification.

### **Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés**

- 21.169 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir le renforcement des capacités institutionnelles des pays de la sous-région de faire face aux problèmes économiques et sociaux, en particulier ceux qui ont trait à l'égalité multidimensionnelle (notamment l'égalité des genres, des ethnies et des territoires) et à l'élimination de la pauvreté (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été obtenu, comme le montre le fait que 22 principaux intervenants disent avoir bénéficié des produits et services offerts par la CEPALC pour faire face aux problèmes économiques et sociaux, en particulier ceux qui ont trait à l'égalité multidimensionnelle (notamment l'égalité des genres, des ethnies et des territoires) et à l'élimination de la pauvreté, ce qui est conforme à l'objectif fixé. Dans la sphère du développement économique, les principaux intervenants ont été les banques centrales, les institutions publiques chargées de la supervision bancaire, les ministères des finances, de l'économie et du commerce international, ainsi que le conseil régional des ministres des finances et le conseil régional des ministres du commerce et de l'intégration. Dans le domaine social, les principaux intervenants ont été les ministères de la planification (au Costa Rica, au Guatemala, au Honduras et au Panama), l'institut mexicain de sécurité sociale pour les fonctionnaires, la commission contre le racisme et la discrimination au Guatemala et la commission nationale des droits de l'homme au Mexique. Parmi les questions spécifiques qui ont été traitées, on peut mentionner la conception de politiques novatrices visant à promouvoir l'utilisation productive (l'investissement) des envois de fonds à la famille, l'élaboration de tableaux d'entrées-sorties et la réalisation d'analyses structurelles.

### **Exécution du programme en 2019 : renforcement des capacités d'élaborer des tableaux d'entrées-sorties en Amérique centrale**

- 21.170 Au cours des dernières décennies, les pays d'Amérique centrale ont suivi un modèle de croissance induite par les exportations dans lequel l'intégration régionale et la participation aux chaînes de valeur mondiales sont essentielles. Pour faire une évaluation exhaustive des effets d'une telle stratégie et concevoir des politiques novatrices, il faut disposer de solides données quantitatives. Dans ces conditions, le sous-programme a mis en place dans les pays de la sous-région un projet de coopération technique visant à établir le premier tableau d'entrées-sorties sous-régional. Ce tableau peut servir à calculer toute une série d'indicateurs économiques sous-régionaux, tels que la création d'emplois, la valeur ajoutée et la contribution sectorielle à la croissance, qui sont d'une grande utilité pour la conception et l'évaluation des politiques économiques sous-régionales, en particulier des politiques commerciales et industrielles internationales. En étroite collaboration avec des techniciens de huit pays, le sous-programme s'est employé à renforcer les capacités nationales en matière d'analyse et de méthodes liées aux tableaux d'entrées-sorties. Des ateliers sous-régionaux ont été organisés pour débattre et convenir des principales hypothèses à partir desquelles établir un tableau d'entrées-sorties sous-régional. La participation active des fonctionnaires nationaux a été cruciale pour l'élaboration des tableaux d'entrées-sorties nationaux, ainsi que pour la conception et la compilation du tableau d'entrées-sorties sous-régional. Une collaboration étroite avec le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale a permis de garantir la participation des institutions nationales mais aussi sous-régionales. Des ateliers



pratiques ont été organisés également sur l'utilité du tableau d'entrées-sorties sous-régional pour l'analyse des principales questions prioritaires dans chaque pays. Des fonctionnaires des ministères des finances, de l'économie et du commerce international, ainsi que des banques centrales, ont participé à ces ateliers et aux débats qui ont suivi.

- 21.171 L'établissement de ces tableaux est le fruit d'un travail de collaboration réalisé entre la CEPALC et les institutions nationales, qui a commencé par la transformation des tableaux ressources-emplois nationaux déjà élaborés par les pays de la sous-région en tableaux d'entrées-sorties ; cette tâche a été menée à bien par les banques centrales et les organismes nationaux de statistique, avec l'assistance technique du sous-programme. Une fois que les tableaux d'entrées-sorties nationaux des huit pays de la sous-région – le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama et la République dominicaine – ont été normalisés, un tableau d'entrées-sorties sous-régional a été élaboré dans le cadre du sous-programme, qui fournit une base quantitative pour évaluer les effets des différentes politiques d'intégration sous-régionale.

*Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.172 Le travail effectué a favorisé l'élaboration de politiques publiques fondées sur des données probantes dans les domaines économique, social et environnemental dans les pays de la sous-région, comme le montre l'établissement de huit tableaux d'entrées-sorties nationaux et d'un tableau d'entrées-sorties sous-régional. Ces tableaux ont servi de base pour le calcul d'un large éventail d'indicateurs économiques et ont permis d'illustrer les effets de l'intégration sous-régionale, qui sont très utiles pour la conception et l'évaluation des politiques économiques dans la sous-région.

Tableau 21.24  
Mesure des résultats

2015	2016	2017	2018	2019
s.o.	s.o.	Les représentants des pays ont tenu la première réunion régionale, au cours de laquelle les objectifs, les activités et le calendrier du projet ont été présentés	Les représentants des pays ont tenu deux réunions sous-régionales pour débattre de la méthode d'établissement du tableau d'entrées-sorties sous-régional ; les pays de la sous-région ont bénéficié d'une assistance technique pour l'élaboration des tableaux d'entrées-sorties nationaux et pour l'ajustement de ces tableaux en vue de leur inclusion dans le tableau d'entrées-sorties sous-régional	Les représentants des pays ont tenu la quatrième réunion sous-régionale pour débattre des résultats et ont bénéficié d'une formation sur l'utilisation du tableau d'entrées-sorties pour formuler des politiques publiques fondées sur des données probantes

*Abréviation : s.o. = sans objet.*

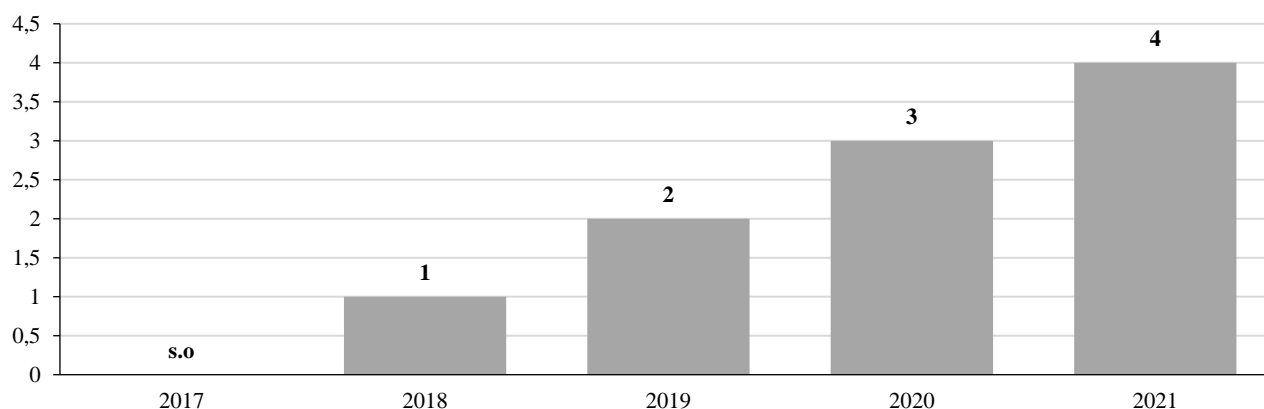
## Résultats escomptés pour 2021

### Résultat 1 : renforcement des institutions dans le cadre d'une approche intégrée en vue d'assurer la cohérence des politiques et de mettre en œuvre le Programme 2030 (résultat déjà défini pour 2020)

- 21.173 Les travaux portant sur l'harmonisation des stratégies et plans sous-régionaux avec le Programme 2030 se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et aideront les pays à renforcer leur capacité de repérer les liens entre les instruments de planification nationaux ou sous-nationaux et les objectifs de développement durable, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution [71/6](#) et sur les produits retenus pour 2020.

Figure 21.XIX

**Mesure des résultats : nombre d'institutions nationales de la sous-région qui ont mis leurs plans et stratégies en conformité avec le Programme 2030, en application des recommandations de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes**



Abréviation : s.o. = sans objet.

### Résultat 2 : renforcement du dialogue technique pour de nouvelles stratégies de développement en Amérique centrale (nouveau résultat)

- 21.174 L'idée que les pays à revenu intermédiaire devraient ne plus avoir besoin de l'aide au développement nuit aux stratégies de développement. La part de l'aide publique au développement destinée à l'Amérique latine et aux Caraïbes, où tous les pays sauf un sont des pays à revenu intermédiaire, est passée de 1 % du PIB dans les années 1960 à environ 0,2 % du PIB en 2019. Néanmoins, 72 % de la population mondiale vit encore dans des pays à revenu intermédiaire. Selon le Programme 2030, il faut éliminer totalement la pauvreté d'ici à l'année 2030 ; le respect d'un engagement aussi crucial implique de coopérer avec les pays à revenu intermédiaire à un moment où les flux de financement du développement diminuent pour ces pays.
- 21.175 Alors même qu'ils s'enrichissent, les pays à revenu intermédiaire connaissent des déséquilibres structurels qui persistent pendant de longues périodes. La pauvreté chronique, par exemple, est trois fois plus élevée dans les zones rurales que dans les villes et les agglomérations. La pollution, la congestion et la perte de ressources naturelles vont souvent de pair avec des niveaux de revenus plus élevés. Les périodes de croissance accélérée en Amérique latine et dans les Caraïbes ont conduit invariablement à davantage d'inégalités.

- 21.176 Dans ce contexte, le travail qui sera effectué dans le cadre du sous-programme sera axé sur l'importance de combler les écarts structurels dans les pays à revenu intermédiaire de la sous-région et de mettre l'accent sur les inégalités dans les nouvelles stratégies de développement de ces pays, notamment par : a) une analyse des politiques et la conduite de recherches sur les déséquilibres structurels dans certains pays à revenu intermédiaire de la sous-région ; b) la concertation, la mise en place d'outils et la formulation d'orientations axées sur la réduction des déséquilibres structurels ; c) l'exercice d'une influence stratégique et la gestion des connaissances en faveur de nouvelles stratégies de développement dans la sous-région.

*Situation interne et réponse*

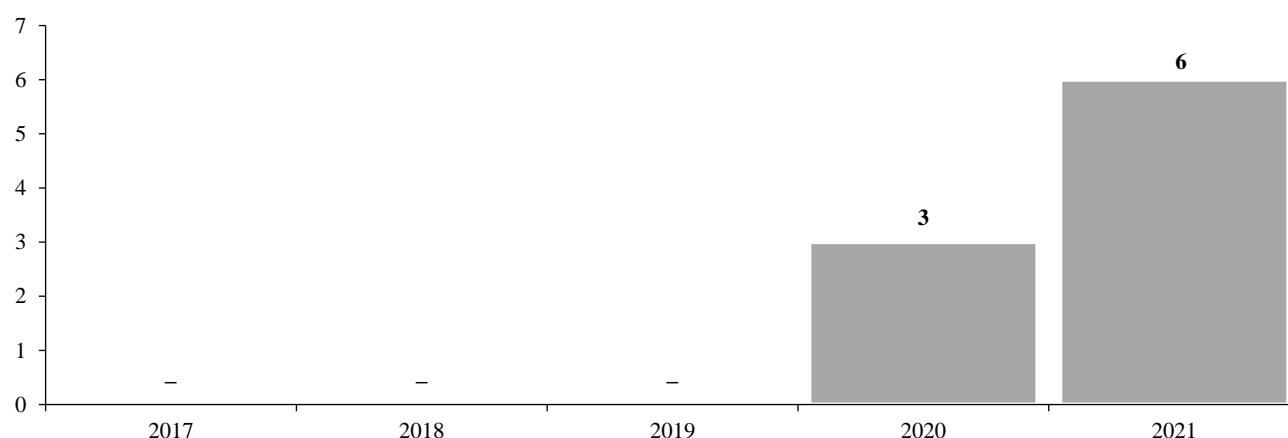
- 21.177 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il s'agissait de maintenir la collaboration avec les autorités nationales pour débattre du programme proposé et des recommandations en découlant en tenant compte des changements survenus au sein des autorités politiques à la suite d'élections. Les mouvements de personnel peuvent avoir des effets sur la collaboration avec les principaux acteurs des secteurs public et privé ; du temps et des efforts sont donc nécessaires pour poursuivre les activités de sensibilisation et pour conclure des accords avec de nouveaux décideurs et d'autres acteurs clefs, à mesure que les élections font apparaître de nouvelles autorités et de nouveaux contextes. Pour ce faire, le sous-programme s'appuiera sur des partenariats institutionnels qui ont déjà fait leurs preuves, établis dans le cadre de ses activités dans la sous-région.

*Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.178 Le travail qui sera effectué devrait contribuer à améliorer l'élaboration de politiques publiques fondées sur des données probantes dans les domaines économique, social et environnemental dans les pays de la sous-région, comme devrait le montrer le fait que les pays disposent d'études analytiques solides sur la croissance, l'investissement et la productivité, qui permettront de créer les conditions propices à un débat sur les difficultés rencontrées par les pays à revenu intermédiaire de la sous-région.

Figure 21.XX

**Mesure des résultats : nombre de pays ayant réalisé des études sur la croissance, l'investissement et la productivité**



**Textes des organes délibérants définissant les mandats**

- 21.179 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

*Résolutions de l'Assemblée générale*

67/12	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain et caribéen	71/223	Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable
67/144	Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes		
68/207	Tourisme durable et développement durable en Amérique centrale	71/228	Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures
69/16	Programme d'activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine	71/233	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable
69/187	Enfants et adolescents migrants	71/235	Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)
69/202	Le rôle des Nations Unies dans la promotion d'un nouvel ordre mondial humain		
69/225	Promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables	71/236	Vers un nouvel ordre économique international
69/277	Déclaration politique sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales	71/237	Migrations internationales et développement
		71/238	Suivi de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés
70/147	Protection des migrants		
71/101 A	L'information au service de l'humanité		
71/164	Suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement	71/241	Deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017)
71/178	Droits des peuples autochtones	71/242	Coopération pour le développement industriel
71/186	Droits de l'homme et extrême pauvreté	71/245	Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition
71/191	Le droit à l'alimentation		
71/216	Soutenabilité de la dette extérieure et développement	73/195	Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

*Résolutions du Conseil économique et social*

2004/52	Programme à long terme d'aide à Haïti	2014/7	Poursuite de l'application du Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement
2011/5	Le rôle du système des Nations Unies dans la mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes	2014/11	Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement
		2016/8	Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain
2014/5	Promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous	2016/15	Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020

*Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

615 (XXXI)	Migration internationale	653 (XXXIII)	Suivi du plan d'action pour la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes
624 (XXXI)	Appui à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti	687(XXXV)	La dimension régionale du programme de développement pour l'après-2015

## Produits

21.180 On trouvera dans le tableau 21.25 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 21.25

### Sous-programme 11 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
1. Projets sur le terrain concernant la modélisation macroéconomique, le travail décent, les politiques macroprudentielles et la soutenabilité de la dette, les politiques sociales et la protection sociale	1	1	–	1
2. Projets sur le terrain concernant l'inclusion financière, les déséquilibres structurels, les tableaux d'entrées-sorties et le rôle de la politique budgétaire dans la redistribution des revenus	–	–	1	–
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>10</b>
3. Réunions d'experts, notamment sur la soutenabilité de la dette, les politiques macroéconomiques et publiques, la structure et la stratification sociales, l'énergie, et l'alimentation et l'agriculture	12	12	12	10
4. Cours et ateliers sur les possibilités d'action relatives à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets	3	3	3	–
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>9</b>
5. Études, notamment sur la macroéconomie, le commerce, les investissements extérieurs, l'évolution de la situation sociale, y compris les marchés du travail, l'énergie et les politiques publiques axées sur les changements climatiques	9	9	10	9
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
6. Rapports techniques sur les activités sous-régionales	1	1	1	1
7. Notes techniques sur l'évolution récente de la situation macroéconomique dans les pays de la sous-région	10	10	10	10
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause</b> : les politiques macroéconomiques et macroprudentielles, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les questions de développement social, le commerce, la politique sectorielle, l'énergie et les changements climatiques.				
<b>Bases de données et supports numériques</b> : les statistiques économiques et la comptabilité nationale, les indicateurs sociaux, le secteur agricole et la sécurité alimentaire, l'intégration commerciale, le secteur des hydrocarbures, le secteur de l'électricité et les changements climatiques dans la sous-région.				

## **Sous-programme 12**

### **Activités sous-régionales dans les Caraïbes**

#### **Objectif**

- 21.181 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de consolider le processus de développement durable dans les Caraïbes sous l'angle économique, social et environnemental, et de resserrer la coopération de la sous-région avec l'Amérique latine.

#### **Stratégie**

- 21.182 Pour contribuer au renforcement de la coopération de la sous-région avec l'Amérique latine, le sous-programme continuera d'associer les États membres de la CEPALC, les entités régionales et extrarégionales et d'autres partenaires à des initiatives régionales et nationales visant à améliorer la coopération entre les pays et les autres principaux partenaires de développement. Des réunions intergouvernementales et techniques de haut niveau seront organisées afin de faciliter l'action engagée par les pays des Caraïbes pour donner suite aux initiatives et conférences mondiales et régionales, notamment s'agissant de la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi que pour étudier et formuler des stratégies et approches de développement durable axées sur la recherche pratique et sur des cadres d'analyse empiriques et conceptuels. Cela devrait aboutir à un engagement et à un consensus sous-régional et régional plus efficaces, favoriser la coopération fonctionnelle et renforcer l'action politique sur des questions essentielles au développement des Caraïbes. Parmi les résultats déjà obtenus citons l'adoption en août 2018 de la Déclaration de San Pedro, par laquelle les représentants des petits États insulaires en développement des Caraïbes ont insisté sur la nécessité d'adopter une approche intégrée et synergique concernant la mise en œuvre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa), du Programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris les objectifs de développement durable, et d'autres accords de développement durable, afin de régler de manière plus cohérente les multiples problèmes de développement durable auxquels se heurtent les petits États insulaires en développement.
- 21.183 Pour contribuer à consolider le processus de développement durable dans les Caraïbes sous l'angle économique, social et environnemental, le sous-programme aidera les pays des Caraïbes, par des missions techniques et des services consultatifs, à réaliser des travaux de recherche et d'analyse sur les questions et problèmes nouveaux propres aux Caraïbes et travaillera en étroite collaboration avec les entités des Nations Unies et les partenaires de développement des Caraïbes pour améliorer la capacité des acteurs et des décideurs du développement de concevoir et d'exécuter des mesures de renforcement de la résilience en faveur du développement durable. Le sous-programme devrait aussi aider les pays des Caraïbes à élaborer des politiques fondées sur des données probantes favorisant la réalisation des objectifs de développement durable, notamment celle de l'objectif 3 (permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge), de l'objectif 4 (assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie), de l'objectif 5 (parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles), de l'objectif 8 (promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous), de l'objectif 9 (bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation), de l'objectif 13 (prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions) et de l'objectif 14 (conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable). Le travail qui sera effectué devrait permettre de faire avancer la mise en œuvre des stratégies et programmes nationaux et sous-régionaux. Parmi les résultats déjà obtenus citons les travaux menés dans le cadre de l'évaluation des catastrophes, notamment l'établissement de rapports d'évaluation des dommages et des pertes et l'organisation de cours de formation qui ont bénéficié à plus de 250 fonctionnaires et praticiens de six pays des Caraïbes.

## Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés

- 21.184 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir l'intensification de la concertation, de la coopération et de la collaboration dans les Caraïbes en vue de la formulation d'une action stratégique propice à la réalisation des objectifs de développement durable et à la prise en compte des aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, comme le montre le fait que 16 pays des Caraïbes, 2 pays d'Amérique latine et 26 organisations internationales, régionales et nationales ont participé à la réunion sous-régionale préparatoire de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisée dans le contexte du sous-programme à Port of Spain le 18 juin 2019, dépassant l'objectif biennal de 11 institutions et autres parties prenantes des Caraïbes engagées dans la concertation sous-régionale ou les dispositifs de collaboration concertée mis en place par la Commission. La réunion a facilité l'apprentissage mutuel entre pays et les participants ont souligné qu'il fallait redoubler d'efforts pour sensibiliser les populations des Caraïbes aux questions complexes liées aux inégalités de genre tout en exhortant les gouvernements de la sous-région à promouvoir l'accès et la participation des femmes et des filles à l'éducation dans les domaines de la science, de la technologie, du génie et des mathématiques afin de remédier aux inégalités de genre en matière d'emploi. Cette collaboration a préparé efficacement la région des Caraïbes à procéder à un examen complet des progrès réalisés dans la mise en œuvre des mandats mondiaux en faveur de l'égalité des genres, de l'intégration des questions de genre et de l'autonomisation des femmes, consacrés dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing. Les résultats de la réunion sont donc à la base de la position commune des Caraïbes sur les questions à aborder lors de l'examen, après 25 ans, de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

## Exécution du programme en 2019 : nouvelles politiques de restructuration commerciale et économique pour les économies des Caraïbes

- 21.185 Les travaux menés dans le cadre du sous-programme ont porté de plus en plus sur l'aide fournie aux pays des Caraïbes pour renforcer leur résilience économique grâce à une diversification de leur base économique, au traitement des questions liées aux changements climatiques et à la réduction de la dette publique. Ces activités devraient stimuler la croissance économique à moyen terme et préserver les économies des Caraïbes, mais aussi créer une marge de manœuvre budgétaire permettant aux pays de financer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris les objectifs de développement durable.
- 21.186 Le Gouvernement de Trinité-et-Tobago s'efforce actuellement de transformer l'économie du pays, qui dépend principalement des exportations traditionnelles liées au sous-secteur downstream de l'énergie, en une économie fondée sur l'innovation et la valeur ajoutée pour ce qui est des biens mais aussi des services. Cette mesure vise à réduire la vulnérabilité face aux effets néfastes des chocs périodiques liés aux prix et à la demande qui touchent les exportations traditionnelles du pays.
- 21.187 Dans ce contexte, les travaux effectués dans le cadre du sous-programme ont aidé le Gouvernement, par l'intermédiaire de son ministère du commerce et de l'industrie, à élaborer la politique commerciale de Trinité-et-Tobago 2019-2023 : vers une diversification et une croissance économiques durables. La stratégie nationale de développement, Vision 2030, est le cadre à long terme qui aide le pays à établir des politiques et des stratégies visant à faciliter la transition de Trinité-et-Tobago vers le statut de pays développé d'ici à 2030. La politique commerciale a donc été établie dans le cadre de cette stratégie, avec l'aide des orientations issues de l'Examen des politiques commerciales de Trinité-et-Tobago réalisé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2012. Elle s'appuie sur les stratégies et politiques intégrées définies dans la stratégie nationale 2016-2019 de l'initiative Aide pour le commerce, la politique qualité nationale 2018-2030 et la stratégie nationale de commerce en ligne 2017-2021. La politique commerciale a été façonnée également par les disciplines et objectifs de développement arrêtés au niveau international, en particulier les objectifs de développement durable, et les accords commerciaux régionaux et internationaux signés par le pays. Parmi ceux-ci, il convient de signaler les accords de l'OMC et le Traité de Chaguaramas



révisé, ainsi que l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, et l'accord de partenariat économique avec l'Union européenne qui en découle.

*Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.188 Le travail effectué a permis de consolider le processus de développement durable dans les Caraïbes sous l'angle économique, social et environnemental, et de resserrer la coopération de la sous-région avec l'Amérique latine, comme le montre l'approbation de la politique commerciale par le Gouvernement de Trinité-et-Tobago.

**Tableau 21.26**  
**Mesure des résultats**

2015	2016	2017	2018	2019
s.o.	s.o.	Le Gouvernement de Trinité-et-Tobago engage un débat et sollicite l'aide de la CEPALC	Consultations avec le Ministère du commerce et de l'industrie, et achèvement des projets itératifs	Approbation de la politique commerciale par le Gouvernement et lancement officiel

*Abréviation : s.o. = sans objet.*

## Résultats escomptés pour 2021

### Résultat 1 : repérer et résoudre les difficultés liées à la réalisation des objectifs de développement durable (résultat déjà défini pour 2020)

- 21.189 Les travaux concernant la planification et l'administration publique au service du développement durable se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et aideront à renforcer les capacités des pays de sorte qu'ils puissent examiner de manière approfondie les difficultés rencontrées en matière de développement et faire le point sur la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi que préparer leur examen national volontaire, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution [71/6](#) et sur les produits retenus pour 2020.

**Tableau 21.27**  
**Mesure des résultats**

2017	2018	2019	2020	2021
s.o.	Nécessité de renforcer les capacités institutionnelles des pays au niveau régional de sorte qu'ils puissent examiner de manière approfondie les difficultés	Renforcement des capacités institutionnelles des pays au niveau régional de sorte qu'ils puissent examiner de manière approfondie les difficultés rencontrées en	Renforcement des capacités institutionnelles des pays au niveau régional de sorte qu'ils puissent examiner de manière approfondie les difficultés rencontrées en	Renforcement des capacités institutionnelles des pays au niveau régional de sorte qu'ils puissent examiner de manière approfondie les difficultés rencontrées en matière de



2017	2018	2019	2020	2021
	rencontrées en matière de développement ; préparation d'examens nationaux volontaires par trois pays des Caraïbes	matière de développement ; préparation d'examens nationaux volontaires par au moins cinq pays des Caraïbes	matière de développement ; préparation d'examens nationaux volontaires par au moins huit pays des Caraïbes	développement ; préparation d'examens nationaux volontaires par au moins huit pays des Caraïbes

Abréviation : s.o. = sans objet.

**Résultat 2 : davantage de pays sont dotés de cadres institutionnels relatifs aux objectifs de développement durable visant à renforcer leurs processus de développement durable (nouveau résultat)**

- 21.190 Le sous-programme s'emploie à appuyer la prise en main du Programme 2030 par les pays des Caraïbes en mettant en place de nouveaux cadres institutionnels relatifs aux objectifs de développement durable et en formalisant les dispositions intérimaires existantes. Ces mesures ont donné des résultats, mais il reste encore beaucoup à faire. En apportant une assistance technique aux États membres, le sous-programme appuiera la mise en place de cadres institutionnels nationaux dans les pays qui n'en ont pas, en particulier ceux qui envisagent de présenter leur examen national volontaire dans les trois prochaines années. L'expérience des pays des Caraïbes qui ont présenté leur examen national volontaire montre que ce mécanisme représente un point de convergence pour ce qui est de la sensibilisation aux objectifs de développement durable et donne une occasion de galvaniser un appui national en faveur du Programme 2030 à l'échelle mondiale.

*Situation interne et réponse*

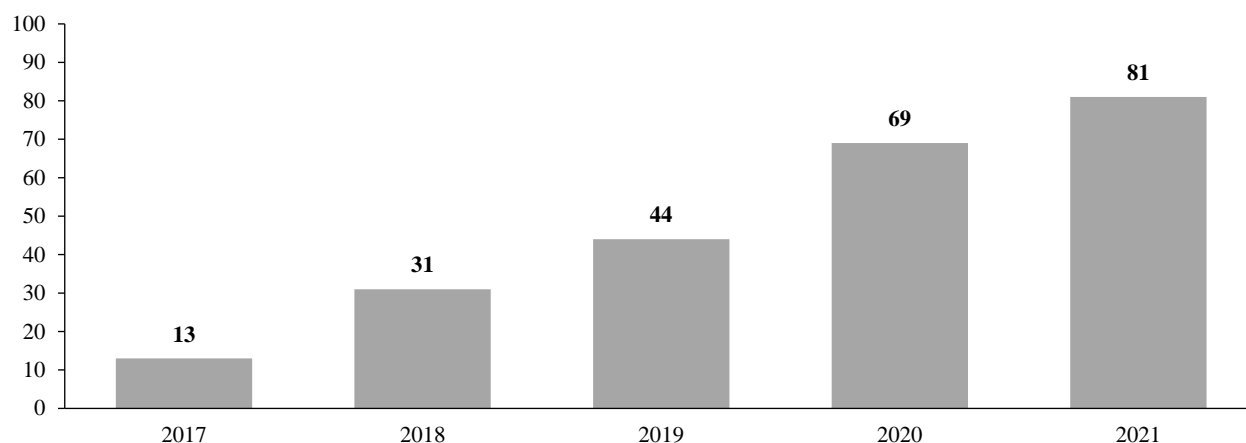
- 21.191 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : tirer parti de l'ampleur du soutien requis pour faciliter concrètement la mise en place des cadres institutionnels relatifs aux objectifs de développement durable dans les pays des Caraïbes. Dans ce contexte, il convient de noter que tous les pays de la sous-région sont classés parmi les petits États insulaires en développement à revenu intermédiaire et supérieur. En outre, ces pays ont une dette publique insoutenable. L'ensemble de ces circonstances rend le prêt à des conditions de faveur impossible et l'accès aux prêts très coûteux. En réponse, le sous-programme redoublera d'efforts pour mobiliser des ressources et cherchera à conclure des partenariats appropriés pour accroître les ressources financières et humaines disponibles afin de mieux aider les pays à établir leur cadre institutionnel national relatif aux objectifs de développement durable. En outre, le sous-programme intensifiera ses activités, ce qui permettra de mieux faire connaître les liens avec d'autres programmes de développement durable, notamment les Orientations de Samoa, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), l'Accord de Paris et l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazú), et de renforcer la mise en œuvre intégrée au niveau national. Des ateliers offriront un environnement propice pour inviter les pays à établir ou formaliser leurs cadres institutionnels en tant que mécanismes permettant d'adopter une approche coordonnée du développement durable dans les Caraïbes.

*Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.192 Le travail qui sera effectué devrait permettre de consolider le processus de développement durable dans les Caraïbes sous l'angle économique, social et environnemental, et de resserrer la coopération de la sous-région avec l'Amérique latine. Cela se manifesterait ainsi : 81 % des États membres des Caraïbes disposeraient de cadres institutionnels structurés relatifs aux objectifs de développement durable.

Figure 21.XXI

**Mesure des résultats : pourcentage de pays des Caraïbes disposant de cadres institutionnels structurés relatifs aux objectifs de développement durable**



### Textes des organes délibérants définissant les mandats

21.193 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

#### Résolutions de l'Assemblée générale

67/215	Promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables	70/214	Culture et développement durable
67/218	Promotion de la transparence, de la participation et de la responsabilisation en matière de finances publiques	70/263	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale pour les migrations
68/304	Établissement d'un cadre juridique multilatéral applicable aux opérations de restructuration de la dette souveraine	70/296	Accord sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale pour les migrations
70/125	Document final de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information	71/313	Travaux de la Commission de statistique sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030
70/126	Promouvoir l'intégration sociale par l'inclusion sociale	71/329	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes
70/128	Rôle des coopératives dans le développement social	72/146	Politiques et programmes mobilisant les jeunes
70/132	Amélioration du sort des femmes et des filles en milieu rural	73/2	Déclaration politique de la troisième réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles
70/133	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale	73/104	Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes
70/189	Amélioration de l'accès aux services financiers pour le développement durable	73/123	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux
70/204	Stratégie internationale de prévention des catastrophes	73/141	Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale
70/213	Science, technique et innovation au service du développement	73/142	Développement sans exclusion pour et avec les personnes handicapées

73/143	Suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement	73/229	Vers le développement durable de la mer des Caraïbes pour les générations présentes et à venir
73/148	Intensification de l'action menée pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles : harcèlement sexuel	73/231 73/232	Réduction des risques de catastrophe Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures
73/218	Les technologies de l'information et des communications au service du développement durable	73/236	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable
73/219	Commerce international et développement	73/239	Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)
73/221	Soutenabilité de la dette extérieure et développement		
73/223	Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement		
73/225	L'entrepreneuriat au service du développement durable	73/241	Migrations internationales et développement
73/226	Examen approfondi à mi-parcours des activités relatives à la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028)	73/245	Promotion du tourisme durable, y compris l'écotourisme, aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la protection de l'environnement
73/227	Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable	73/254	Vers des partenariats mondiaux : démarche fondée sur des principes pour le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et tous les partenaires intéressés
73/228	Suivi et application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement	73/292	Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable, organisée en 2020

*Résolutions du Conseil économique et social*

2014/5	Promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous	2017/22	Sommet mondial sur la société de l'information Science, technologie et innovation au service du développement
2014/11	Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement	2017/29	Rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa dix-neuvième session
2014/32	Création de la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes	2018/3	Organisation des travaux et méthodes de travail futures de la Commission du développement social
2015/10	Programme mondial de recensements de la population et des logements (2020)	2018/5	Stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous
2017/7	Travaux de la Commission de statistique sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030	2018/6	Troisième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement
2017/12	Promotion des droits des personnes handicapées et renforcement de la prise en compte systématique de la question du handicap dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030	2018/18	Appui aux territoires non autonomes par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies
2017/21	Examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du		

## Titre V Coopération régionale pour le développement

2018/21	Admission de la Guyane française à la qualité de membre associé de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	2019/9	Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles
2019/2	Prise en compte de la problématique femmes-hommes dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies		

### Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

727 (XXXVII)	Comité pour le développement et la coopération des Caraïbes
--------------	---

## Produits

21.194 On trouvera dans le tableau 21.28 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 21.28

### Sous-programme 12 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
1. Sessions du Comité pour le développement et la coopération des Caraïbes	—	—	3	—
2. Réunions de la Commission de contrôle du Comité pour le développement et la coopération des Caraïbes	3	3	—	3
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>—</b>
3. Projet opérationnel portant sur une question relative au développement durable dans les Caraïbes	1	1	1	—
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>22</b>
4. Séminaires et réunions sur la soutenabilité de la dette ; politique monétaire et budgétaire ; restructuration industrielle des économies générant des services ; financement du commerce ; mise en œuvre des modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa)	4	4	6	9
5. Réunion sur l'informatique et les communications au service du développement durable dans les Caraïbes	—	—	2	1
6. Réunion sur la promotion de la conception et de l'utilisation d'outils de gestion des connaissances à l'appui du développement durable des Caraïbes	2	2	—	—
7. Réunion sur la mise en œuvre de la Déclaration de Lisbonne sur les politiques et programmes en faveur de la jeunesse ; population et développement dans les Caraïbes ; genre et développement dans les Caraïbes ; questions relatives au développement durable	4	4	2	4
8. Réunion sur les maladies non contagieuses	—	—	2	—

## Chapitre 21 Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
9. Réunion sur la statistique au service du développement durable dans les Caraïbes	2	2	2	1
10. Réunion sur l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe dans les Caraïbes	2	2	2	1
11. Réunion de la Table ronde sur le développement des Caraïbes	—	—	1	—
12. Ateliers sur la planification du cycle de recensement de 2020 dans les Caraïbes ; prise en compte des questions de genre et objectifs de développement durable ; programmes de protection sociale durables dans les Caraïbes ; intégration des objectifs de développement durable dans les plans nationaux de développement ; application de la méthode actualisée d'évaluation en cas de catastrophe de la CEPALC	2	2	2	—
13. Stages sur l'utilisation du logiciel TradeCAN et de la base de données MAGIC (Module for the Analysis of Growth of International Commerce) aux fins du suivi des accords et des résultats commerciaux ; l'informatique et les communications au service du développement durable et les questions relatives à la gestion du savoir ; l'utilisation de REDATAM aux fins de la diffusion en ligne des données tirées des recensements et des enquêtes sur les ménages ; des questions relatives au développement durable ; l'adaptation aux changements climatiques, les risques de catastrophe et le renforcement de la résilience	8	8	6	6
<b>Publications</b> (nombre de publications)	9	9	11	10
14. <i>Economic Survey of the Caribbean</i>	1	1	1	1
15. <i>Preliminary Overview of the Economies of the Caribbean</i>	1	1	1	1
16. <i>Caribbean Development Report</i>	—	—	1	—
17. Études sur la réalisation des objectifs de développement durable dans les Caraïbes ; la politique monétaire et budgétaire ; la restructuration industrielle des économies productrices de services ; la soutenabilité de la dette et le financement du commerce ; le secteur du tourisme et sa contribution à la croissance et au développement ; ou la mise en œuvre des Orientations de Samoa	3	3	2	2
18. Études sur la promotion de la conception et de l'utilisation d'outils de gestion des connaissances à l'appui du développement durable des Caraïbes ; les statistiques relatives au développement durable ; ou l'informatique et les communications au service du développement	1	1	3	3
19. Étude sur le genre et le développement dans les Caraïbes ;	1	1	1	1
20. Études sur la population et le développement ; la mise en œuvre de la Déclaration de Lisbonne sur les politiques et programmes en faveur de la jeunesse ; ou les maladies non contagieuses	1	1	1	1
21. Étude sur l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe dans les Caraïbes	1	1	1	1
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	6	6	6	8
22. Activités ou documentation techniques sur les objectifs de développement durable et le développement durable des petits États insulaires en développement	—	—	1	—

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
23. Notes d'orientation sur des questions spécifiques liées au développement économique, à l'informatique et aux communications au service du développement, au développement social, aux statistiques et à la gestion des risques de catastrophes dans les Caraïbes	2	2	1	4
24. Magazine <i>FOCUS</i>	4	4	4	4

**C. Activités de fond**

**Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause** : informatique et communications au service du développement ; politiques économiques et intégration ; égalité des genres, développement social et développement de la population ; aménagement de l'environnement ; préparation aux catastrophes et réduction des risques de catastrophe ; notes d'orientation sur des questions spécifiques liées au développement économique, à l'informatique et aux communications au service du développement, au développement social, aux statistiques et à la gestion des risques de catastrophes dans les Caraïbes.

**Bases de données et supports numériques** : banque de connaissances ; outils relatifs à la société du savoir ; base de données relatives à des indicateurs statistiques ; base de données sur les catastrophes naturelles.

**D. Activités de communication**

**Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information** : activités de sensibilisation de la population.

**Relations extérieures et relations avec les médias** : articles de journaux ; bulletin d'information *Hummingbird* ; manifestations médiatiques ; interviews télévisées et radiophoniques avec le personnel de la CEPALC dans les Caraïbes.

**Plateformes numériques et contenus multimédias** : site Web de la CEPALC pour les Caraïbes, page Facebook et page LinkedIn.

**Services de bibliothèque** : demandes d'information ; catalogue de la bibliothèque ; prêts et services entre bibliothèques ; expositions de livres.

**Sous-programme 13**
**Appui aux mécanismes et organismes de coopération et d'intégration régionales et sous-régionales**
**Objectif**

- 21.195 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de renforcer les mécanismes d'intégration régionale et sous-régionale afin de favoriser leur convergence et de promouvoir la participation de la région aux dialogues politiques interrégionaux et internationaux grâce à l'adoption de positions communes à l'appui du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

**Stratégie**

- 21.196 Pour permettre de renforcer les mécanismes d'intégration régionale et sous-régionale afin de favoriser leur convergence et de promouvoir la participation de la région aux dialogues politiques interrégionaux et internationaux grâce à l'adoption de positions communes à l'appui du Programme 2030, le sous-programme continuera de soutenir les organismes sous-régionaux et régionaux, dans le cadre des activités fédératrices que mène la Commission en tant que plateforme intergouvernementale de conseil et de dialogue, en favorisant la coordination et la coopération entre les États Membres, les entités sous-régionales et régionales, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, les coordonnateurs résidents, le secteur privé, les organisations de la société civile et les parties prenantes et tierces parties extérieures à la région. Cet appui prend la forme de contributions techniques et logistiques et de contributions de fond aux initiatives sous-régionales et régionales tendant à faciliter le débat et à promouvoir l'élaboration et le suivi d'accords intrarégionaux, et de mesures visant à défendre les intérêts de la région et à renforcer sa position en

vue de sa participation aux dialogues politiques interrégionaux et mondiaux. Le sous-programme assurera également des services de coopération technique et de conseil sur demande, mènera des activités de formation et favorisera la mise en commun des connaissances et des données d'expérience ainsi que le transfert de techniques. Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : réduire les asymétries régionales et accroître le nombre d'initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Parmi les résultats déjà obtenus citons la création du réseau pour la mise en œuvre du Programme 2030 et le suivi de la réalisation des objectifs de développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes.

- 21.197 Le sous-programme contribuera à l'adoption de positions régionales communes dans les instances multilatérales et lors des conférences mondiales organisées à l'occasion de grandes manifestations, notamment lors des réunions de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, du Système d'intégration de l'Amérique centrale et d'autres mécanismes d'intégration, lesquels feront rapport au Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable. Le travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : promouvoir l'adoption de positions communes à l'appui du Programme 2030. Parmi les résultats déjà obtenus citons l'appui fourni à la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes sous la forme de plans d'action annuels et de produits techniques destinés aux réunions des coordonnateurs nationaux et des ministres des affaires étrangères, ainsi que de publications.
- 21.198 Le sous-programme encouragera également l'apprentissage entre pairs, la mise en commun des pratiques exemplaires et les échanges de vues sur les objectifs communs, ce qui devrait permettre de renforcer la capacité des agents de l'État chargés des aspects économiques, sociaux et politiques des processus d'intégration ou de la mise en œuvre du Programme 2030 de promouvoir la participation active des États membres aux mécanismes d'intégration régionale et sous-régionale ainsi que leur positionnement stratégique au niveau mondial. Parmi les résultats déjà obtenus citons la présentation de positions régionales concertées à la treizième Assemblée plénière de ParIAmericas, réseau des législatures nationales des États membres de l'Organisation des États américains.

### **Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés**

- 21.199 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir l'amélioration des moyens dont disposent les mécanismes régionaux et sous-régionaux pour renforcer leurs dispositifs d'intégration et les harmoniser (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été obtenu, comme le montre l'augmentation du nombre d'activités ou d'initiatives conjointes auxquelles les divers mécanismes et instances régionaux et sous-régionaux participent pour renforcer leurs dispositifs d'intégration et les harmoniser (quatre initiatives conjointes, ce qui est conforme à l'objectif fixé pour l'exercice biennal). Les États membres ont participé aux travaux du Comité de coopération Sud-Sud, du réseau pour la mise en œuvre du Programme 2030 et le suivi de la réalisation des objectifs de développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes et du dix-septième Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Mécanisme de Tuxtla pour le dialogue et la coordination, qui s'est tenu du 21 au 23 août 2019 à San Pedro Sula (Honduras), ainsi qu'aux travaux d'autres organes intergouvernementaux et organes d'experts, notamment le Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, considéré par les États membres comme un exemple de coordination régionale de multiples acteurs, notamment les gouvernements, le système des Nations Unies, le secteur privé, les milieux universitaires et la société civile, à l'appui de la mise en œuvre du Programme 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes.

### **Exécution du programme en 2019 : le Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, exemple de multilatéralisme et de coopération régionale**

- 21.200 En 2019, le sous-programme a contribué aux travaux de la troisième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, conformément à la résolution 700 (XXXVI) de la CEPALC, en



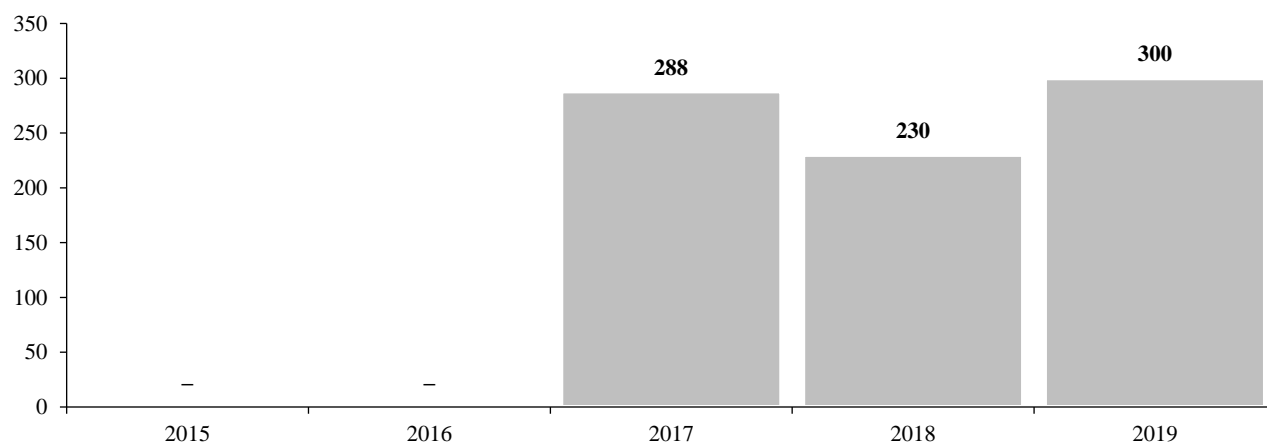
réunissant les mécanismes et organismes d'intégration intergouvernementaux de la région et en assurant la participation de multiples parties prenantes. Le Forum, qui a rassemblé plus de 1 000 représentants, dont 153 délégués de 33 pays, parmi lesquels 10 pays des Caraïbes, ainsi que 20 représentants des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, les coordonnateurs résidents de la région, 18 envoyés d'organes intergouvernementaux et plus de 200 représentants d'organisations de la société civile, a été l'occasion pour les participants de tenir des réunions en face à face et de contribuer au renforcement des mécanismes d'intégration régionale et sous-régionale. Le sous-programme a également appuyé les travaux du Comité de coopération Sud-Sud, qui a tenu sa neuvième réunion immédiatement après le Forum.

*Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.201 Le travail effectué a contribué à renforcer les mécanismes d'intégration régionale et sous-régionale afin de favoriser leur convergence et de promouvoir la participation de la région aux dialogues politiques interrégionaux et mondiaux grâce à l'adoption de positions communes à l'appui du Programme 2030, comme le montre l'augmentation de 30 % de la participation des organisations de la société civile (300 organisations en 2019 contre 230 en 2018). Le Forum encourage une plus grande participation de la société civile par l'intermédiaire du Mécanisme de participation de la société civile au programme de développement durable et aux travaux du Forum, adopté par la société civile dans le cadre de la deuxième réunion du Forum. De fait, le Forum est parvenu à réunir un grand nombre de participants, grâce non seulement à sa nature multipartite, mais aussi à son approche orientée vers l'action, qui facilite l'apprentissage entre pairs et l'élaboration d'initiatives conjointes, telles que le réseau pour la mise en œuvre du Programme 2030 et le suivi de la réalisation des objectifs de développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui a pour objet de contribuer au renforcement des capacités de mise en œuvre du Programme 2030 dans les domaines des statistiques, de la coopération Sud-Sud et triangulaire et des institutions. En 2019, le sous-programme a fourni un appui au réseau dans le cadre de deux réunions de travail. La première s'est tenue à La Havane en mai 2019 et la seconde à Mexico en novembre 2019, conformément au cinquième accord issu de la neuvième réunion du Bureau du Comité de coopération Sud-Sud, organisée à Santiago le 23 avril 2019.

Figure 21.XXII

**Mesure des résultats : nombre de représentants d'organisations de la société civile ayant participé au Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable**





## Résultats escomptés pour 2021

### Résultat 1 : Programme 2030 et intégration régionale (résultat déjà défini pour 2020)

- 21.202 Les travaux relatifs au développement durable se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et les pays bénéficieront d'un appui aux fins de la mise en œuvre du Programme 2030, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution 74/251, l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution 71/6 et sur les produits retenus pour 2020.

Tableau 21.29  
Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
s.o.	Les pratiques optimales et les objectifs communs concernant les progrès accomplis et les difficultés rencontrées au niveau régional dans la mise en œuvre du Programme 2030 ont été examinés à la deuxième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, sur la base du deuxième rapport annuel sur l'application du Programme 2030 établi par la CEPALC	Signe d'une collaboration accrue, l'examen collégial et la mise en commun des pratiques optimales qui auront lieu en fin de cycle dans le cadre de la troisième réunion du Forum s'appuieront sur le rapport quadriennal établi conjointement par la CEPALC et le Groupe des Nations Unies pour le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes	Le rapport sur les progrès accomplis et les difficultés rencontrées permettra de dégager les pratiques optimales et les enseignements tirés du cycle précédent et éclairera les débats de la quatrième réunion du Forum qui marquera le début d'un nouveau cycle d'application	La promotion de la collaboration et de la coopération horizontale permettra de renforcer la capacité des États membres de combler les lacunes en matière de données afin d'assurer le suivi du Programme 2030, ce qui facilitera les débats tenus dans le cadre de la cinquième réunion du Forum et de la première année de la Décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable

Abréviation : s.o. = sans objet.

### Résultat 2 : réduction des asymétries régionales et augmentation du nombre d'initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire (nouveau résultat)

- 21.203 Le sous-programme s'emploie à réduire les asymétries régionales en prenant en compte les particularités de la région – qui englobe des pays à revenu intermédiaire, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement des Caraïbes – et en encourageant la coopération entre les gouvernements des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi qu'entre ceux-ci et des pays extérieurs à la région dans le cadre d'initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire. À partir de 2018, les pays des Caraïbes ont fait l'objet d'une attention particulière, comme en témoigne le lancement par la Commission de la stratégie dite « Les Caraïbes d'abord » (El Caribe primero), qui vise à mettre en lumière les problèmes que rencontre la sous-région. Le sous-programme a également appuyé la création du réseau pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le suivi des objectifs de développement durable en

Amérique latine et dans les Caraïbes afin de renforcer les capacités institutionnelles et techniques des gouvernements de la région dans les domaines suivants : a) mécanismes de coordination interinstitutionnelle et intersectorielle ; b) statistiques ; c) coopération contribuant au renforcement des capacités dans la région, notamment dans la sous-région des Caraïbes. Cette approche stratégique renforcée vise à faire en sorte que les préoccupations de la sous-région bénéficient de l'attention la plus large possible, tant au niveau régional qu'international, en vue de faire progresser la mise en œuvre globale du programme de développement durable des Caraïbes. La stratégie dite « Les Caraïbes d'abord » sera également mise en avant dans toutes les grandes manifestations intergouvernementales auxquelles participe la CEPALC afin de continuer de promouvoir la recherche et la mise en œuvre de solutions permettant de répondre aux impératifs de développement des Caraïbes.

#### *Situation interne et réponse*

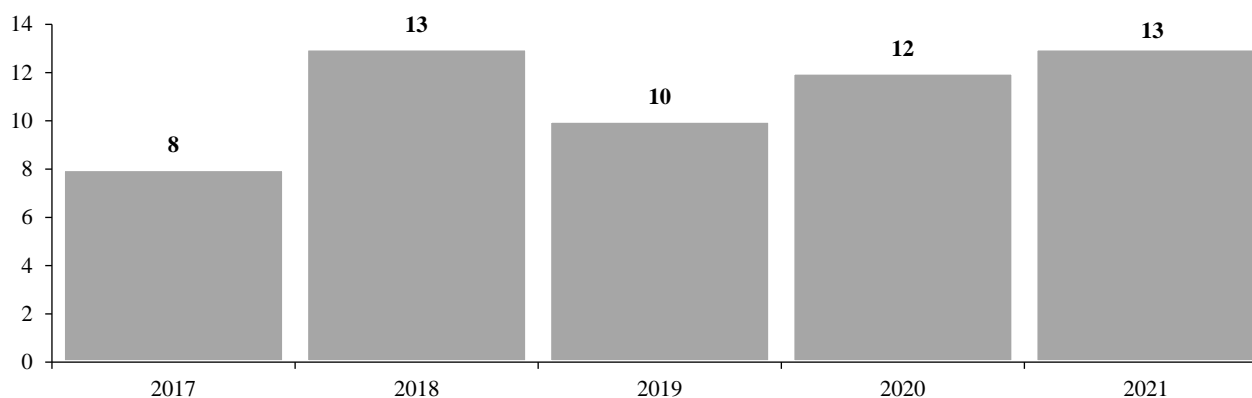
- 21.204 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il s'agissait de mieux cibler l'appui fourni aux gouvernements des Caraïbes, notamment dans les domaines de la coopération technique, des services consultatifs et des activités de formation, mais également de faciliter la mise en commun des connaissances et des données d'expérience et de promouvoir le transfert de techniques. En réponse, le sous-programme renforcera ses activités de communication et de coopération technique dans la sous-région, notamment par l'intermédiaire du réseau pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le suivi des objectifs de développement durable, en recensant les initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire nécessaires et mises en œuvre dans la sous-région dans des domaines particuliers. Dans le cadre du service des réunions et de l'élaboration des publications et des supports didactiques destinés aux réunions intergouvernementales sur l'intégration et la coopération dans la région et en dehors, il s'emploiera également, dans toute la mesure possible, à faire en sorte que toutes les contributions techniques et contributions de fond tiennent compte des préoccupations des Caraïbes.

#### *Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats*

- 21.205 Le travail qui sera effectué devrait permettre de renforcer les mécanismes d'intégration régionale et sous-régionale afin de favoriser leur convergence et de promouvoir la participation de la région aux dialogues politiques interrégionaux et mondiaux grâce à l'adoption de positions communes à l'appui du Programme 2030, comme devrait le montrer l'augmentation du nombre de pays des Caraïbes participant au Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable (de 12 en 2020 à 13 en 2021).

Figure 21.XXII

**Mesure des résultats : nombre de pays des Caraïbes participant au Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable**



## Textes des organes délibérants définissant les mandats

21.206 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

### Résolutions de l'Assemblée générale

65/177	Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies		activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
66/223	Vers des partenariats mondiaux	73/254	Vers des partenariats mondiaux : démarche fondée sur des principes pour le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et tous les partenaires intéressés
71/243	Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies		
71/318	Deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud	73/291	Document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud
72/279	Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des		

### Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

730 (XXXVII)	Comité de coopération Sud-Sud	731 (XXXVII)	Soixante-dixième anniversaire de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
--------------	-------------------------------	--------------	--

## Produits

21.207 On trouvera dans le tableau 21.30 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 21.30

### Sous-programme 13 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>6</b>
1. Stages et séminaires organisés en coopération avec des administrations publiques et des organismes régionaux et sous-régionaux sur les stratégies et dispositifs propres à favoriser la convergence et l'intégration ; stratégies de dialogue avec les parties prenantes et tierces parties extérieures à la région	6	6	7	6
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
2. Études consacrées à l'intégration des mécanismes et organismes régionaux et sous-régionaux, notamment par la coopération Sud-Sud	2	2	3	4
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
3. Apport de contributions à la réunion intergouvernementale sur l'intégration et la coopération et aux réunions tenues avec des parties prenantes et des tierces parties extérieures à la région	3	3	3	3

## Titre V      Coopération régionale pour le développement

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
------------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

### C. Activités de fond

**Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause** : action menée auprès des mécanismes et organismes régionaux et sous-régionaux dans des domaines relevant du mandat de la Commission, notamment l'intégration et la coopération ; fourniture aux mécanismes et organismes régionaux et sous-régionaux qui en font la demande de services de coopération technique dans des domaines relevant du mandat de la Commission, ainsi que dans des domaines en rapport avec les activités du sous-programme afin de faciliter les relations que ces mécanismes et organismes entretiennent avec des parties prenantes et tierces parties extérieures à la région.

## B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2021

### Vue d'ensemble

21.208 On trouvera dans les tableaux 21.31 à 21.33 des informations sur les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte.

Tableau 21.31

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	Actualisation des coûts	2021 (prévisions après actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage			
Postes	50 155,5	48 542,8	—	—	—	—	—	48 542,8	460,6	49 003,4
Autres dépenses de personnel	722,8	1 001,1	—	—	—	—	—	1 001,1	23,6	1 024,7
Dépenses de représentation	16,2	11,4	—	—	—	—	—	11,4	0,1	11,5
Consultants	533,4	420,3	—	—	—	—	—	420,3	10,1	430,4
Experts	474,3	461,2	—	—	—	—	—	461,2	11,0	472,2
Voyages du personnel	899,6	961,3	—	—	—	—	—	961,3	18,2	979,5
Services contractuels	1 785,4	1 543,3	—	—	—	—	—	1 543,3	40,0	1 583,3
Frais généraux de fonctionnement	3 349,4	3 629,9	—	—	—	—	—	3 629,9	143,7	3 773,6
Fournitures et accessoires	233,0	185,2	—	—	—	—	—	185,2	4,8	190,0
Mobilier et matériel	1 426,4	515,5	—	—	—	—	—	515,5	12,8	528,3
Aménagement des locaux	—	22,0	—	—	—	—	—	22,0	4,1	26,1
Bourses, subventions et contributions	319,0	297,8	(285,8)	—	—	(285,8)	(96,0)	12,0	0,4	12,4
<b>Total</b>	<b>59 914,9</b>	<b>57 591,8</b>	<b>(285,8)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(285,8)</b>	<b>(0,5)</b>	<b>57 306,0</b>	<b>729,4</b>	<b>58 035,4</b>

Tableau 21.32

#### Changements relatifs aux postes<sup>a</sup>

	Nombre	Classe
Effectif approuvé pour 2020	480	1 SGA, 3 D-2, 12 D-1, 31 P-5, 61 P-4, 62 P-3, 47 P-2/1, 4 G(AC), 256 AL et 3 AN
Transfert (à l'intérieur du chapitre)	—	1 P-3, spécialiste des questions sociales, transféré du sous-programme 4 au sous-programme 13
Effectif proposé pour 2021	480	1 SGA, 3 D-2, 12 D-1, 31 P-5, 61 P-4, 62 P-3, 47 P-2/1, 4 G(AC), 256 AL et 3 AN

<sup>a</sup> On trouvera à l'annexe III des informations sur les changements relatifs aux postes.

*Note* : Les abréviations ci-après sont utilisées dans les tableaux et figures : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).

Tableau 21.33  
Postes

Catégorie	Effectif approuvé pour 2020 <sup>a</sup>	Changements			Total	Effectif proposé pour 2021 <sup>a</sup>
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
SGA	1	—	—	—	—	1
D-2	3	—	—	—	—	3
D-1	12	—	—	—	—	12
P-5	31	—	—	—	—	31
P-4	61	—	—	—	—	61
P-3	62	—	—	—	—	62
P-2/1	47	—	—	—	—	47
Total partiel	217	—	—	—	—	217
Services généraux						
Autres classes	4	—	—	—	—	4
Total partiel	4	—	—	—	—	4
Autres changements						
Administrateurs recrutés sur le plan national	3	—	—	—	—	3
Agents locaux	256	—	—	—	—	256
Total partiel	259	—	—	—	—	259
Total	480	—	—	—	—	480

<sup>a</sup> Y compris trois postes temporaires (1 P-4 et 2 P-3).

21.209 On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées pour 2021 dans les tableaux 21.34 à 21.36 et la figure 21.XXIV.

21.210 Globalement, comme le montrent les tableaux 21.34 1) et 21.35 1), les ressources demandées pour 2021 s'élèvent à 57 306 000 dollars, avant actualisation des coûts, soit une diminution de 285 800 dollars (0,5 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2020. La variation des ressources demandées découle d'ajustements techniques se rapportant au non-renouvellement de crédits prévus pour 2021 au titre du projet relatif au bâtiment nord de la CEPALC. Elles permettent de financer l'exécution intégrale, efficace et rationnelle des mandats.

Tableau 21.34  
Évolution des ressources financières, par composante et sous-programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

## 1) Budget ordinaire

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	Actualisation des coûts	2021 (prévisions après actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage			
A. Organes directeurs	621,6	730,4	—	—	—	—	—	730,4	16,1	746,5
B. Direction exécutive et administration	4 289,4	3 822,0	—	—	—	—	—	3 822,0	41,2	3 863,2
C. Programme de travail										
1. Commerce international, intégration et infrastructure	3 214,7	3 468,5	—	—	32,0	32,0	0,9	3 500,5	40,5	3 541,0
2. Production et innovation	2 836,4	2 653,8	—	—	(32,0)	(32,0)	(1,2)	2 621,8	15,3	2 637,1
3. Politiques macroéconomiques et croissance	4 181,9	4 614,7	—	—	—	—	—	4 614,7	61,7	4 676,4
4. Développement social et égalité sociale	2 254,6	2 084,7	—	—	(135,0)	(135,0)	(6,5)	1 949,7	12,8	1 962,5
5. Intégration des questions de genre dans le développement régional	1 082,2	1 257,6	—	—	—	—	—	1 257,6	7,0	1 264,6
6. Population et développement	1 917,4	1 771,6	—	—	—	—	—	1 771,6	15,2	1 786,8
7. Développement durable et établissements humains	2 333,4	2 421,1	—	—	—	—	—	2 421,1	12,3	2 433,4
8. Ressources naturelles	2 093,5	2 243,5	—	—	—	—	—	2 243,5	14,6	2 258,1
9. Planification et administration publique au service du développement	1 500,7	1 189,9	—	—	—	—	—	1 189,9	13,2	1 203,1
10. Statistiques	3 182,5	2 867,7	—	—	—	—	—	2 867,7	26,9	2 894,6
11. Activités sous-régionales en Amérique centrale, à Cuba, en Haïti, au Mexique et en République dominicaine	4 762,9	4 910,8	—	—	—	—	—	4 910,8	24,7	4 935,5
12. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	4 047,2	4 320,5	—	—	—	—	—	4 320,5	35,8	4 356,3

**Titre V Coopération régionale pour le développement**

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements			Total	Pourcentage	2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	2021 (prévisions après actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			Actualisation des coûts	Actualisation des coûts	
13. Appui aux mécanismes et organismes de coopération et d'intégration régionales et sous-régionales	639,5	627,6	—	—	135,0	135,0	21,5	762,6	4,1	766,7
<b>Total partiel (C)</b>	<b>34 047,0</b>	<b>34 432,0</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>34 432,0</b>	<b>284,1</b>	<b>34 716,1</b>
D. Appui au programme	20 956,8	18 607,4	(285,8)	—	—	(285,8)	(1,5)	18 321,6	388,0	18 709,6
<b>Total partiel (1)</b>	<b>59 914,9</b>	<b>57 591,8</b>	<b>(285,8)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(285,8)</b>	<b>(0,5)</b>	<b>57 306,0</b>	<b>729,4</b>	<b>58 035,4</b>

**2) Ressources extrabudgétaires**

	2019 (dépenses effectives)	2020 (estimations)	2021 (prévisions)
A. Organes directeurs	—	—	—
B. Direction exécutive et administration	223,1	289,9	289,9
C. Programme de travail			
1. Commerce international, intégration et infrastructure	379,6	360,7	367,9
2. Production et innovation	880,6	780,7	788,5
3. Politiques macroéconomiques et croissance	1 211,1	1 049,9	1 268,6
4. Développement social et égalité sociale	689,4	675,6	689,2
5. Intégration des questions de genre dans le développement régional	541,2	530,4	514,5
6. Population et développement	235,2	239,9	251,9
7. Développement durable et établissements humains	1 849,7	2 173,4	2 012,3
8. Ressources naturelles	218,4	218,4	228,4
9. Planification et administration publique au service du développement	1 521,3	1 217,0	1 099,6



## Chapitre 21 Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes

	2019 (dépenses effectives)	2020 (estimations)	2021 (prévisions)
10. Statistiques	241,3	218,8	218,8
11. Activités sous-régionales en Amérique centrale, à Cuba, en Haïti, au Mexique et en République dominicaine	407,9	610,6	696,8
12. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	11,1	11,2	11,2
13. Appui aux mécanismes et organismes de coopération et d'intégration régionales et sous-régionales	—	—	—
<b>Total partiel (C)</b>	<b>8 186,8</b>	<b>8 086,6</b>	<b>8 147,7</b>
D. Appui au programme	771,2	986,5	986,5
<b>Total partiel (2)</b>	<b>9 181,1</b>	<b>9 363,0</b>	<b>9 424,1</b>
<b>Total</b>	<b>69 096,0</b>	<b>66 954,8</b>	<b>67 459,5</b>

Tableau 21.35  
Évolution des postes, par composante et sous-programme

### 1) Budget ordinaire

	Changements					Effectif proposé pour 2021
	Effectif approuvé pour 2020	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	
A. Organes directeurs	—	—	—	—	—	—
B. Direction exécutive et administration	32	—	—	—	—	32
C. Programme de travail						
1. Commerce international, intégration et infrastructure	26	—	—	—	—	26
2. Production et innovation	20	—	—	—	—	20
3. Politiques macroéconomiques et croissance	36	—	—	—	—	36
4. Développement social et égalité sociale	16	—	—	(1)	(1)	15
5. Intégration des questions de genre dans le développement régional	9	—	—	—	—	9
6. Population et développement	16	—	—	—	—	16

**Titre V Coopération régionale pour le développement**

	<i>Effectif approuvé pour 2020</i>	<i>Changements</i>				<i>Effectif proposé pour 2021</i>
		<i>Ajustements techniques</i>	<i>Nouveaux mandats et mandats élargis</i>	<i>Autres changements</i>	<i>Total</i>	
7. Développement durable et établissements humains	18	—	—	—	—	18
8. Ressources naturelles	18	—	—	—	—	18
9. Planification et administration publique au service du développement	12	—	—	—	—	12
10. Statistiques	27	—	—	—	—	27
11. Activités sous-régionales en Amérique centrale, à Cuba, en Haïti, au Mexique et en République dominicaine	49	—	—	—	—	49
12. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	36	—	—	—	—	36
13. Appui aux mécanismes et organismes de coopération et d'intégration régionales et sous-régionales	4	—	—	1	1	5
<b>Total partiel (C)</b>	<b>287</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>287</b>
D. Appui au programme	161	—	—	—	—	161
<b>Total partiel (1)</b>	<b>480</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>480</b>

**(2) Ressources extrabudgétaires**

	<i>2020 (estimations)</i>	<i>2021 (prévisions)</i>
A. Organes directeurs	—	—
B. Direction exécutive et administration	2	2
C. Programme de travail		
1. Commerce international, intégration et infrastructure	—	—
2. Production et innovation	3	3
3. Politiques macroéconomiques et croissance	3	2
4. Développement social et égalité sociale	4	2
5. Intégration des questions de genre dans le développement régional	3	2
6. Population et développement	1	1
7. Développement durable et établissements humains	2	3
8. Ressources naturelles	—	—

## Chapitre 21 Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes

	2020 (estimations)	2021 (prévisions)
9. Planification et administration publique au service du développement	10	9
10. Statistiques	—	—
11. Activités sous-régionales en Amérique centrale, à Cuba, en Haïti, au Mexique et en République dominicaine	3	4
12. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	2	—
13. Appui aux mécanismes et organismes de coopération et d'intégration régionales et sous-régionales	—	—
<b>Total partiel (C)</b>	<b>31</b>	<b>26</b>
D. Appui au programme	7	18
<b>Total partiel (2)</b>	<b>40</b>	<b>46</b>
<b>Total</b>	<b>520</b>	<b>526</b>

Tableau 21.36

### Évolution des ressources financières et des postes, par catégorie

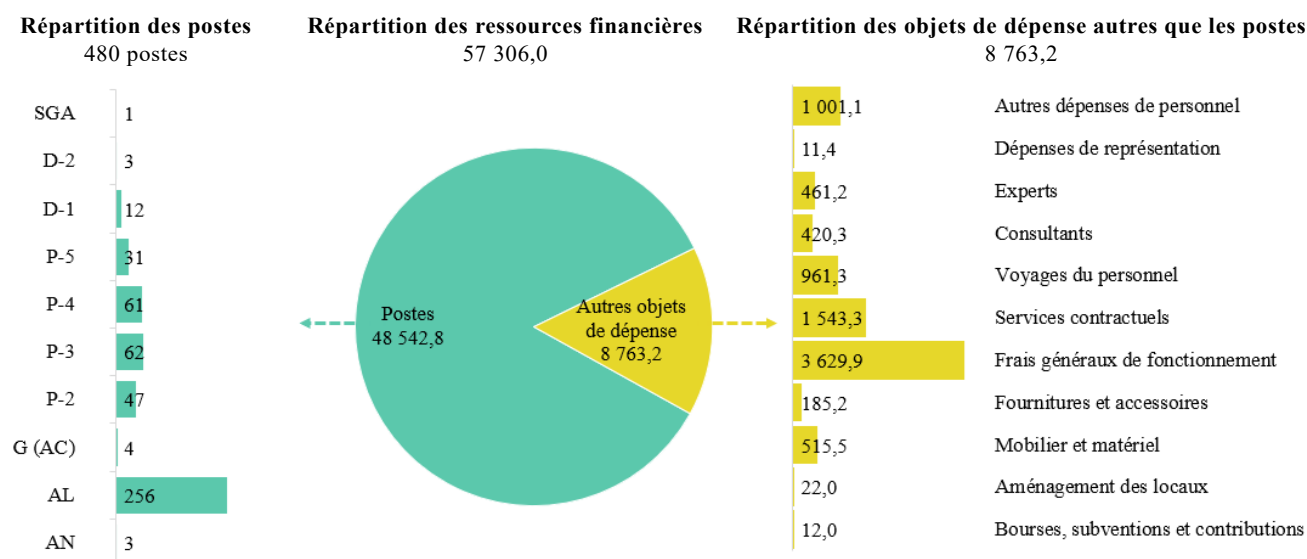
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	50 155,5	48 542,8	—	—	—	—	—	48 542,8
Autres objets de dépense	9 759,4	9 049,0	(285,8)	—	—	(285,8)	(3,2)	8 763,2
Total	59 914,9	57 591,8	(285,8)	—	—	(285,8)	(0,5)	57 306,0
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		217	—	—	—	—	—	217
Agents des services généraux et des catégories apparentées		263	—	—	—	—	—	263
Total		480	—	—	—	—	—	480

Figure 21.XXIV

# Répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



## Analyse des variations par composante et sous-programme

### Récapitulatif des changements relatifs aux ressources

#### Ajustements techniques

- 21.211 Comme le montre le tableau 21.34 1), les changements entraînent une diminution de 285 800 dollars au titre de l'appui aux programmes, qui tient au non-renouvellement de crédits prévus au titre des bourses, subventions et contributions pour le projet du bâtiment Nord de la CEPALC approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/263 (sect. XI).

#### Autres changements

- 21.212 Comme le montrent les tableaux 21.34 1) et 21.35 1), les changements tiennent à la redistribution des ressources entre les sous-programmes, sans que le montant global change, qui s'explique comme suit :
- a) **Sous-programme 1 (Commerce international, intégration et infrastructure).** L'augmentation de 32 000 dollars s'explique par la réaffectation de ressources depuis le sous-programme 2 (Production et innovation) afin de soutenir les activités de logistique et d'infrastructure, réparties comme suit : a) Autres dépenses de personnel (8 000 dollars) ; b) Consultants (8 000 dollars) ; c) Experts (8 000 dollars) ; d) Voyages du personnel (8 000 dollars) ;
  - b) **Sous-programme 2 (Production et innovation).** La diminution de 32 000 dollars s'explique par la réaffectation de ressources au sous-programme 1 (Commerce international, intégration et infrastructure), afin d'appuyer les activités de logistique et d'infrastructure, réparties comme suit : a) Autres dépenses de personnel (8 000 dollars) ; b) Consultants (8 000 dollars) ; c) Experts (8 000 dollars) ; d) Voyages du personnel (8 000 dollars) ;
  - c) **Sous-programme 4 (Développement social et égalité sociale).** La diminution de 135 000 dollars s'explique par la perte d'un poste de spécialiste des questions sociales (P-3), transféré au sous-programme 13 (Appui aux mécanismes et organismes de coopération et d'intégration

régionales et sous-régionales) afin de renforcer l'aspect social de l'appui fourni par la CEPALC aux États membres en vue de l'intégration régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes ;

- d) **Sous-programme 13 (Appui aux mécanismes et organismes de coopération et d'intégration régionales et sous-régionales).** L'augmentation de 135 000 dollars s'explique par le gain d'un poste de spécialiste des questions sociales (P-3), transféré depuis le sous-programme 4 (Développement social et égalité sociale) afin de renforcer l'aspect social dans l'appui fourni par la CEPALC aux États membres en vue de l'intégration régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes.

### Ressources extrabudgétaires

- 21.213 Comme le montrent les tableaux 22.34 2) et 22.35 2), la CEPALC reçoit des ressources extrabudgétaires en espèces et en nature, qui complètent les ressources du budget ordinaire et continuent d'être cruciales pour l'exécution de ses mandats. En 2021, elle devrait bénéficier de ressources en espèces d'un montant estimé à 9 424 100 dollars, dont 46 postes, à l'appui des études analytiques et des activités de coopération technique, notamment les services consultatifs, l'assistance et le soutien aux pays de la région. Cela viendra compléter les projets sur le terrain et les cours de formation destinés aux décideurs politiques dans l'objectif de renforcer leur capacité institutionnelle à traiter un large éventail de questions liées au développement, à l'économie, à la société et à l'environnement dans une perspective régionale. Ces ressources représentent 14,0 % des ressources totales du programme. Au cours de la dernière décennie, le niveau des ressources extrabudgétaires de la Commission a eu tendance à diminuer, principalement en raison de la tendance mondiale à rediriger les principaux flux liés aux initiatives de coopération au service du développement vers d'autres zones géographiques, la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes étant classés comme économies à revenu intermédiaire malgré les importants écarts de développement structurel auxquels ils sont encore confrontés. À cet égard, les prévisions pour 2021 tiennent compte des fructueux efforts menés ces deux dernières années pour stabiliser le niveau des ressources extrabudgétaires dans certains domaines, notamment en élargissant le portefeuille de projets et en contactant des donateurs non traditionnels afin de renforcer la capacité de la Commission à répondre aux besoins des États membres en matière de coopération technique.
- 21.214 La CEPALC reçoit des contributions en nature au titre d'accords de cession de droits d'usage sans contrepartie. Les contributions en nature attendues permettraient à la CEPALC de disposer de locaux mis gracieusement à sa disposition pour son bureau national à Brasília (valeur estimée à 115 300 dollars sur l'année), et d'un droit d'usage cédé sans contrepartie pour le terrain de ses locaux à Santiago (valeur estimée à 645 600 dollars sur l'année).

### Organes directeurs

- 21.215 Les ressources demandées au titre de cette composante serviraient à financer les services fournis dans le cadre des réunions des organes intergouvernementaux de la CEPALC. On trouvera dans le tableau 21.37 des informations sur les organes intergouvernementaux permanents et sur les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire à ce titre.

Tableau 21.37

#### Organes directeurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

Organe directeur	Description	Informations supplémentaires	2020	2021
			(crédits ouverts)	(prévisions avant actualisation des coûts)
Session de la Commission économique pour	Cette session est la réunion biennale la plus importante de la CEPALC. Elle est l'occasion d'examiner des questions de développement	Mandat :	111,3	–

## Titre V Coopération régionale pour le développement

Organe directeur	Description	Informations supplémentaires	2020	2021
			(crédits ouverts)	(prévisions avant actualisation des coûts)
l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)	urgentes pour les pays de la région et d'évaluer l'état d'avancement des travaux de la Commission. Elle permet également aux Gouvernements des États membres d'examiner le rapport du secrétariat sur les activités de la Commission et de s'informer ainsi des travaux accomplis par celle-ci au cours des deux années précédentes. Par ailleurs, en adoptant le programme de travail et en approuvant le calendrier des conférences, les gouvernements définissent également les mandats qui guideront les futurs travaux de la Commission	Résolution 106 (VI) du Conseil économique et social Composition : 60 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : – (la session a lieu tous les deux ans)		
Comité plénier	Le Comité plénier a été créé en 1952. Il se réunit normalement au Siège de l'ONU avec les Représentants permanents des États membres de la CEPALC les années où la Commission ne tient pas de session	Mandat : Résolution 106 (VI), par. 3, du Conseil économique et social et résolutions 419 (PLEN.14) et 489 (PLEN.19) de la CEPALC Composition : 60 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : 1 (le Comité se réunit tous les deux ans, ou les années où la Commission ne tient pas de session)	–	83,5
Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes	Le Bureau donne des orientations générales pour les travaux du secrétariat sur les questions liées à l'intégration des femmes au développement dans la région pendant les intersessions de la Conférence, conformément au paragraphe 88.2 du Plan d'action régional pour l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes	Mandat : Plan d'action régional pour l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, par. 88.2 Composition : 60 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : 2	35,4	35,4
Bureau directeur du Conseil régional de planification de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale	Le Bureau directeur du Conseil suit les progrès réalisés en ce qui concerne les résolutions adoptées au Conseil et étudie les activités du Conseil	Mandat : Résolution 340 (AC.66) de la CEPALC, adoptée par le Comité plénier à sa huitième session extraordinaire Composition : 33 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : – (le Bureau directeur du Conseil se réunit tous les deux ans, ou selon les besoins)	79,5	–
Conseil régional de planification de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale	Comité technique créé en 1975, le Conseil est l'organe directeur chargé de l'orientation des activités de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale et il fait office d'organe consultatif pour l'exécution des programmes de travail de l'Institut et l'évaluation des résultats obtenus	Mandat : Résolutions 351 (XVI) et 553 (XXVI) de la CEPALC Composition : 33 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : 1 (le Conseil se réunit tous les deux ans, ou selon les besoins)	–	79,5
Comité pour le développement et la coopération des Caraïbes	Le Comité a été créé en 1975. Il coordonne la coopération au service du développement économique et social et traite d'autres questions liées au développement des membres caribéens de la CEPALC. Il fait également office d'organe consultatif et de conseil au secrétaire exécutif de	Mandat : Résolution 358 (XVI) de la CEPALC et Déclaration constitutive et mandat et règlement intérieur du Comité (E/CEPAL/1022)	89,0	–

<i>Organe directeur</i>	<i>Description</i>	<i>Informations supplémentaires</i>	<i>2021 (prévisions avant actualisation des coûts)</i>	
			<i>2020 (crédits ouverts)</i>	
	la CEPALC sur les questions concernant les Caraïbes	Composition : 29 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : – (le Comité se réunit tous les deux ans, ou selon les besoins)		
Commission de contrôle du Comité pour le développement et la coopération des Caraïbes	La Commission a été créée pour promouvoir et renforcer la coopération économique et sociale et l'intégration entre les pays des Caraïbes, et pour promouvoir la coopération entre eux et les autres pays ainsi que les processus d'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes	Mandat : Résolutions 358 (XVI), 419 (PLEN.14), 489 (PLEN.19) et 553 (XXVI) de la CEPALC Composition : 29 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : 1 (la Commission de contrôle se réunit tous les deux ans, ou selon les besoins)	–	89,0
Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable	Mécanisme régional chargé du suivi et de l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris de ses moyens de mise en œuvre, notamment des objectifs et cibles de développement durable et des moyens de mise en œuvre, ainsi que du Programme d'Action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement	Mandat : Résolution 700 (XXXVI) de la CEPALC Composition : 33 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : 1	–	25,0
Conférence ministérielle sur la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes	En 2000, un dialogue régional sur la société de l'information et du savoir en Amérique latine et dans les Caraïbes a été lancé, dans le cadre duquel les pays ont affirmé leur volonté de concevoir et de mettre en œuvre des programmes portant sur l'accès aux technologies de l'information et des communications et leur utilisation. En 2005, la Conférence régionale ministérielle de l'Amérique latine et des Caraïbes préparatoire à la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil). À cette occasion, la première version du Plan d'action pour la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes (eLAC 2007), qui établit une vision régionale et un engagement politique en faveur de la réduction du fossé numérique, a été approuvée. L'objectif principal de la Conférence est de concevoir et de mettre en œuvre des programmes pour l'accès aux technologies de l'information et des communications et leur utilisation dans la région	Mandat : Résolution 610 (XXX) de la CEPALC Composition : 33 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : – (la Commission ministérielle se réunit tous les deux ans, ou selon les besoins)	50,0	–
Réunion préparatoire pour la huitième Conférence ministérielle sur la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes	La réunion préparatoire a pour objectif d'évaluer les engagements pris dans le Plan d'action dans le domaine du numérique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (eLAC) avant la Conférence ministérielle. Au cours de la réunion, les délégations des pays membres discutent de la proposition de plan d'action. Le Plan d'action dans le domaine du numérique a été approuvé lors de la cinquième Conférence ministérielle, en 2015, en vue de développer un écosystème numérique en Amérique latine et dans les Caraïbes qui s'appuie sur un processus d'intégration et de coopération	Mandat : Résolution 610 (XXX) de la CEPALC Composition : 33 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : 1 (la réunion préparatoire se réunit tous les deux ans, ou selon les besoins)	–	25,0

## Titre V Coopération régionale pour le développement

Organe directeur	Description	Informations supplémentaires	2020	2021
			(crédits ouverts)	(prévisions avant actualisation des coûts)
	régionales pour renforcer les politiques propres à garantir une société fondée sur la connaissance, l'inclusion et l'équité, l'innovation et la durabilité environnementale			
Conférence statistique des Amériques	La Conférence contribue à améliorer les politiques et les activités en matière de statistique dans les pays de la région et à favoriser la coopération internationale, régionale et bilatérale entre les organismes nationaux de statistique et les organismes internationaux et régionaux	Mandat : Résolution 580 (XXVIII) de la CEPALC et résolution 2000/7 du Conseil économique et social Composition : 60 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : 1 (la Conférence a lieu tous les deux ans)	—	109,5
Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques	Le Comité exécutif de la Conférence prête son concours à l'élaboration de rapports techniques sur les progrès et les résultats obtenus dans le cadre du programme de travail défini par la Conférence	Mandat : Résolution 580 (XXVIII) de la CEPALC et résolution 2000/7 du Conseil économique et social Composition : 60 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : 1	75,0	31,8
Bureau de la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes	Le Bureau se réunit au moins une fois dans l'intervalle entre les sessions ordinaires de la Conférence et examinent les progrès réalisés dans la mise en œuvre des résolutions adoptées lors de la Conférence régionale et des accords des membres du Bureau précédents	Mandat : Résolution 682 (XXXV) de la CEPALC et résolution 2014/32 du Conseil économique et social Composition : 60 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : — (le Bureau de la Conférence se réunit tous les deux ans)	99,5	—
Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes	Les objectifs de la Conférence sont notamment de promouvoir l'élaboration des politiques nationales relatives au développement social et à la coopération internationale, régionale et bilatérale dans le domaine du développement social, afin d'analyser les multiples dimensions de la pauvreté, de progresser dans la mesure de la pauvreté et de remédier aux inégalités et aux écarts structurels	Mandat : Résolution 682(XXXV) de la CEPALC et résolution 2014/32 du Conseil économique et social Composition : 60 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : 1 (la Conférence a lieu tous les deux ans)	—	99,5
Conférence régionale sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes	En 2012, par sa résolution 670 (XXXIV), la CEPALC a décidé que le Comité spécial sur la population et le développement deviendrait la Conférence régionale sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. La Conférence est principalement consacrée au suivi et à l'examen des questions relatives à la population et au développement, aux migrations internationales, aux peuples autochtones et aux populations d'ascendance africaine, et au vieillissement	Mandat : Accord 1 du Comité spécial de la CEPALC sur la population et le développement Composition : 60 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : — (la Conférence a lieu tous les deux ans)	86,2	—
Bureau de la Conférence régionale sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes	Le Bureau se réunit au moins une fois dans l'intervalle entre les sessions ordinaires de la Conférence et assure la liaison entre les gouvernements des États membres et le secrétariat de la CEPALC, afin d'assurer le suivi régional des décisions relatives à la population et au développement adoptées pendant la Conférence	Mandat : Accord 1 du Comité spécial de la CEPALC sur la population et le développement Composition : 60 représentants de gouvernements	—	86,2



## Chapitre 21 Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes

<i>Organe directeur</i>	<i>Description</i>	<i>Informations supplémentaires</i>	<i>2020 (crédits ouverts)</i>	<i>2021 (prévisions avant actualisation des coûts)</i>
		Nombre de sessions en 2021 : 1 (le Bureau se réunit tous les deux ans)		
Conférence sur la science, l'innovation et les technologies de l'information et des communications	Les objectifs de la Conférence sont notamment de promouvoir l'élaboration et l'amélioration des politiques nationales pour la science, la technologie et l'innovation ainsi que des politiques liées au progrès de la société de l'information et du savoir	Mandat : Résolution 672 (XXXIV) de la CEPALC et résolution 2012/35 du Conseil économique et social Composition : 60 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : 1	89,9	50,4
Comité de coopération Sud-Sud	Le mandat de cet organe subsidiaire découle de la résolution 58/220 de l'Assemblée générale sur la coopération économique et technique entre pays en développement, dans laquelle l'Assemblée a demandé instamment aux pays d'intensifier la coopération Sud-Sud, et qui a abouti à la création du Comité de coopération entre pays et régions en développement de la CEPALC. Par la suite, en application de la résolution 611 (XXX) de la CEPALC, ce comité a changé de nom pour devenir le Comité de coopération Sud-Sud. L'un des principaux objectifs du Comité est de renforcer la coopération internationale pour le développement, notamment la coopération Sud-Sud et Nord-Sud et la coopération triangulaire et multilatérale	Mandat : Résolution 58/220 de l'Assemblée générale et résolution 611 (XXX) de la CEPALC Composition : 60 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : 1	4,2	5,2
Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau	Le Comité offre un cadre pour l'analyse des facteurs intervenant dans la mise en œuvre et l'évaluation des objectifs de la Stratégie internationale du développement en Amérique latine [résolution 310 (XIV) de la CEPALC, par. 5]	Mandat : Résolutions 310 (XIV), 419 (PLEN.14), 422 (XIX), paragraphe 204, 425 (XIX), 489 (PLEN.19) et 553 (XXVI) de la CEPALC Composition : 33 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : 1	5,2	5,2
Comité de coopération économique de l'Amérique centrale	Le Comité fait office d'instance consultative pour l'intégration de l'Amérique centrale	Mandat : Résolutions 9 (IV) et 553 (XXVI) de la CEPALC Composition : 7 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : 1	5,2	5,2
<b>Total</b>			<b>730,4</b>	<b>730,4</b>

21.216 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 730 400 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.38 et la figure 21.XXV.

Tableau 21.38

**Organes directeurs : évolution des ressources financières**

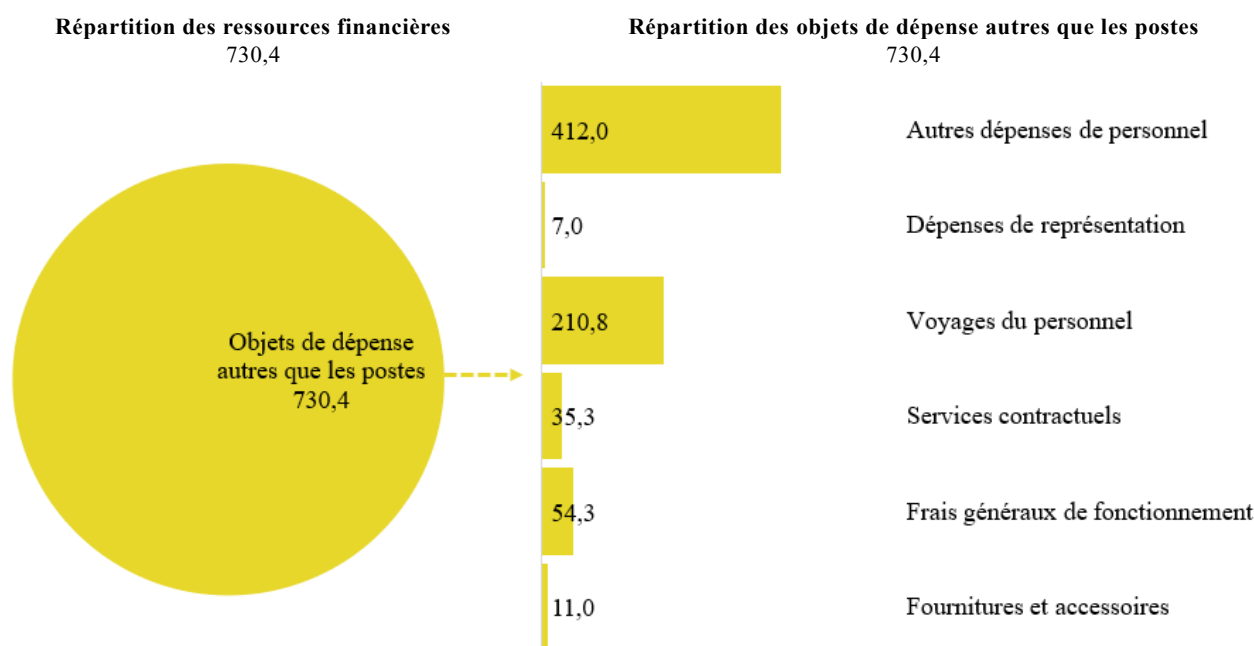
(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage
Objets de dépense autres que les postes	621,6	730,4	—	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>621,6</b>	<b>730,4</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

Figure 21.XXV

**Organes directeurs : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)**

(En milliers de dollars des États-Unis)

**Direction exécutive et administration**

- 21.217 La Secrétaire exécutive, qui a rang de Secrétaire générale adjointe, assure la direction, la supervision et la gestion d'ensemble du Département aux fins de l'exécution des activités prescrites et du programme de travail approuvé. Elle est chargée de la coordination et de l'établissement d'un document institutionnel sur les principales questions à examiner par la Commission à sa session biennale, ainsi que de la publication de la *CEPAL Review*. Le Bureau de la Secrétaire exécutive est également chargé de la coordination et de l'établissement du rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes, et du rapport sur le Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, qui se tient chaque année sous les auspices de la CEPALC. La Secrétaire exécutive est secondée par le Secrétaire exécutif adjoint (D-2).

- 21.218 Le Bureau de la Secrétaire exécutive définit les orientations générales et fixe les critères voulus pour coordonner le suivi de l'application dans la région du Programme 2030 – et notamment de l'action menée au titre des objectifs de développement durable – et du Programme d'action d'Addis-Abeba, et l'intégration dans tous les programmes de fond de la CEPALC de questions transversales telles que l'égalité des genres et le développement durable. Il est également chargé de coordonner le programme de travail avec les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies présents dans la région. Il inclut le Bureau du secrétariat de la Commission, qui est responsable des relations politiques avec les gouvernements et les autorités des États membres de la Commission, des fonctions diplomatiques et du protocole, ainsi que du service des réunions intergouvernementales.
- 21.219 La Division des opérations et de la planification des programmes, dirigée par le Secrétaire exécutif adjoint à la gestion (D-2), continuera d'assurer la coordination générale et de fournir des directives et des conseils aux responsables de sous-programme de la CEPALC en ce qui concerne la formulation du projet de plan-programme annuel et la définition de ses priorités, ainsi que les modifications à lui apporter ; l'établissement du projet de programme de travail et du rapport sur les travaux de la Commission, en vue de leur examen et de leur adoption à la session de la Commission, qui se tient tous les deux ans ; l'élaboration du projet de budget-programme annuel et des rapports qui en découlent. La Division assure également le suivi de l'exécution du programme de travail et coordonne et organise la mise en œuvre du plan d'évaluation de la CEPALC et en rend compte. En outre, le Secrétaire exécutif adjoint à la gestion est chargé, en sa qualité de Directeur de la gestion, de coordonner et de superviser les fonctions de gestion et d'appui aux programmes. Il supervise également les activités d'appui aux programmes à la CEPALC et assure les fonctions administratives au siège de la CEPALC, à Santiago, et dans ses bureaux sous-régionaux et ses bureaux de pays.
- 21.220 La Division continuera : a) d'assurer le suivi et l'évaluation du programme de travail, notamment en procédant à l'auto-évaluation obligatoire et aux évaluations internes optionnelles ; b) d'améliorer le travail d'évaluation en s'attachant plus particulièrement à certains projets, sous-programmes ou thèmes en fonction des risques auxquels est exposée la Commission et de ses besoins ; c) de mettre en application la budgétisation axée sur les résultats et de développer encore les pratiques de gestion axée sur les résultats en vigueur à la CEPALC ; d) d'assurer la coordination, l'orientation et la supervision du programme de coopération technique de la CEPALC et des activités de collecte de fonds qui s'y rapportent, entreprises par le Groupe de la gestion des projets.
- 21.221 Le Groupe de l'information, basé au siège de la CEPALC, relève de la composante Direction exécutive et administration. Il rend compte à la Secrétaire exécutive et travaille en étroite coordination avec le Département de la communication globale du Secrétariat.
- 21.222 Comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier par la cible 12.6 des objectifs de développement durable, dans laquelle les organismes sont encouragés à intégrer des informations sur le développement durable dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution [72/219](#), la CEPALC incorpore des méthodes de gestion de l'environnement dans ses activités. Parmi les résultats obtenus en 2020, citons la réduction de la consommation d'eau de la Commission grâce au forage d'un puits et à l'installation, dans les jardins du siège, d'un système complet de tuyères et goutte-à-goutte fait pour optimiser l'irrigation et l'aménagement des espaces verts.
- 21.223 D'ici à la fin de 2021, la Commission est censée optimiser l'utilisation du puits en réalisant des travaux d'assainissement, de chloration et de recyclage de l'eau, afin de rendre celle-ci propre à la consommation. Dans le cadre de l'examen stratégique des biens immobiliers concernant ses locaux, la CEPALC a prévu de concevoir un bâtiment « à énergie zéro » et de mettre en place une stratégie globale de gestion de l'eau. Elle envisage également de recourir à des technologies de pointe pour des travaux de rénovation partielle, afin de respecter son objectif de réduction de la consommation d'énergie tout en améliorant les conditions environnementales et les conditions de travail. Pour ce qui est des projets à venir, elle a envisagé de procéder à une série d'examens techniques de ses

bâtiments et de travaux de modernisation, conformément aux objectifs définis dans sa stratégie à long terme de réduction de sa consommation énergétique.

- 21.224 Consciente qu'il importe de mieux sensibiliser le personnel aux pratiques et aux initiatives de gestion des services, et d'assurer un suivi et d'établir des rapports à cet égard, la Commission s'emploie à appeler l'attention sur les répercussions du transport aérien et de l'organisation des réunions, ainsi que sur le tri efficace des déchets et la consommation d'énergie et d'eau. Elle s'efforcera donc de réduire autant que possible les incidences environnementales de ses prochaines réunions et manifestations et de ses opérations internes. Il est notamment prévu de prendre les mesures suivantes : réduire et atténuer les incidences environnementales des conférences et des réunions au cours de l'année 2021, mettre en œuvre plusieurs initiatives visant à montrer l'exemple en améliorant l'efficacité énergétique, en réduisant la consommation d'eau en bouteille, de papier et de couverts en plastique et en limitant au minimum les déchets grâce à un programme de recyclage. Enfin, l'objectif le plus général est de mettre en œuvre un mandat en matière d'environnement et une politique environnementale intégrée à l'échelle locale, englobant les aspects opérationnels et les travaux qui sont menés dans plusieurs divisions organiques de la Commission en ce qui concerne les programmes de développement durable dans la région, qui permettent de sensibiliser activement les États membres et de les aider à mettre en place des mesures et des pratiques au moyen de la coopération technique.
- 21.225 La composante Direction exécutive et administration devrait atteindre les résultats escomptés si les conditions ci-après sont réunies : a) les partenaires régionaux, sous-régionaux et nationaux continuent de s'engager en faveur d'une collaboration régionale sur les questions de développement socioéconomique et d'en faire une priorité ; b) les organismes des Nations Unies restent déterminés à améliorer la cohérence de leurs politiques et y affectent les ressources nécessaires.
- 21.226 On trouvera dans le tableau 21.39 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion. La crise de liquidités a eu de fortes incidences sur le respect des délais à la CEPALC. Bien trop souvent, les demandes d'autorisation de voyage n'ont pu être approuvées en raison de l'insuffisance des ressources disponibles. De plus, la création d'un groupe chargé des voyages et des événements, qui devait permettre d'en faciliter l'organisation de bout en bout, a été retardée. Les mesures prises face à la crise, en particulier le report de toutes les procédures de recrutement, ont freiné la Commission dans la mise en place du groupe en question.

Tableau 21.39  
**Respect des délais**  
(En pourcentage)

	2019 (taux prévu)	2019 (taux effectif)	2020 (taux prévu)	2021 (taux prévu)
Soumission de la documentation dans les délais	100	100	100	100
Achat des billets d'avion au moins deux semaines avant le départ	60	28	65	100

- 21.227 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 3 822 000 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.40 et la figure 21.XXVI.

Tableau 21.40

**Direction exécutive et administration : évolution des ressources financières et des postes**

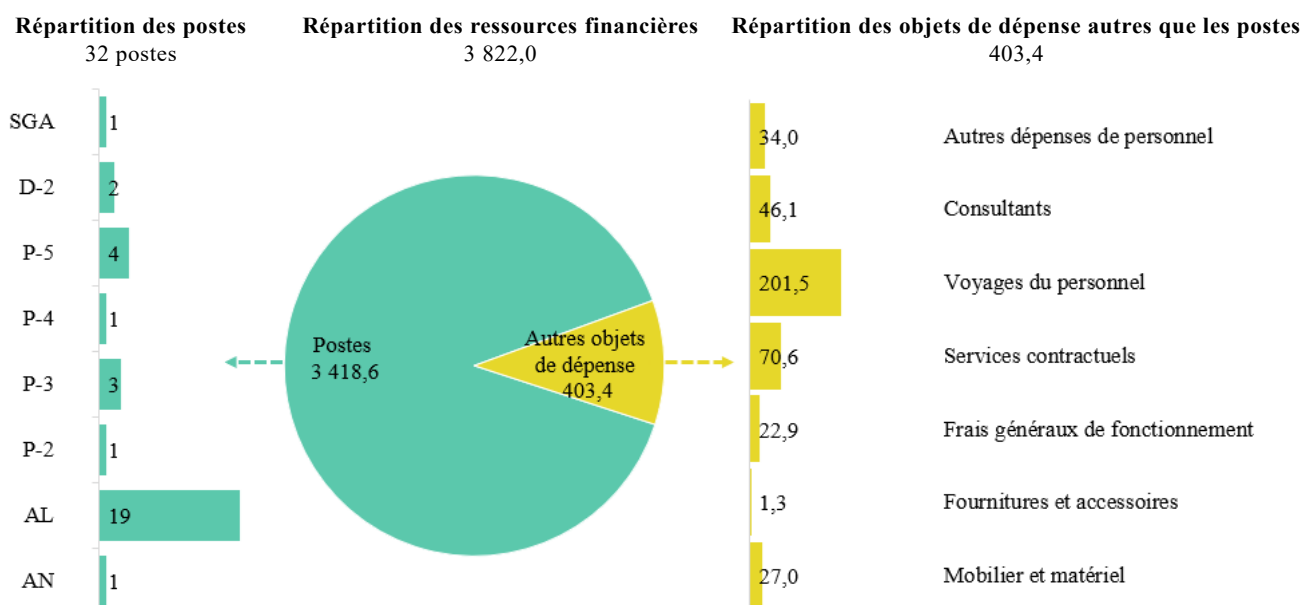
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	3 793,7	3 418,6	—	—	—	—	—	3 418,6
Objets de dépense autres que les postes	495,7	403,4	—	—	—	—	—	403,4
Total	4 289,4	3 822,0	—	—	—	—	—	3 822,0
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		12	—	—	—	—	—	12
Agents des services généraux et des catégories apparentées		20	—	—	—	—	—	20
Total		32	—	—	—	—	—	32

Figure 21.XXVI

**Direction exécutive et administration : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



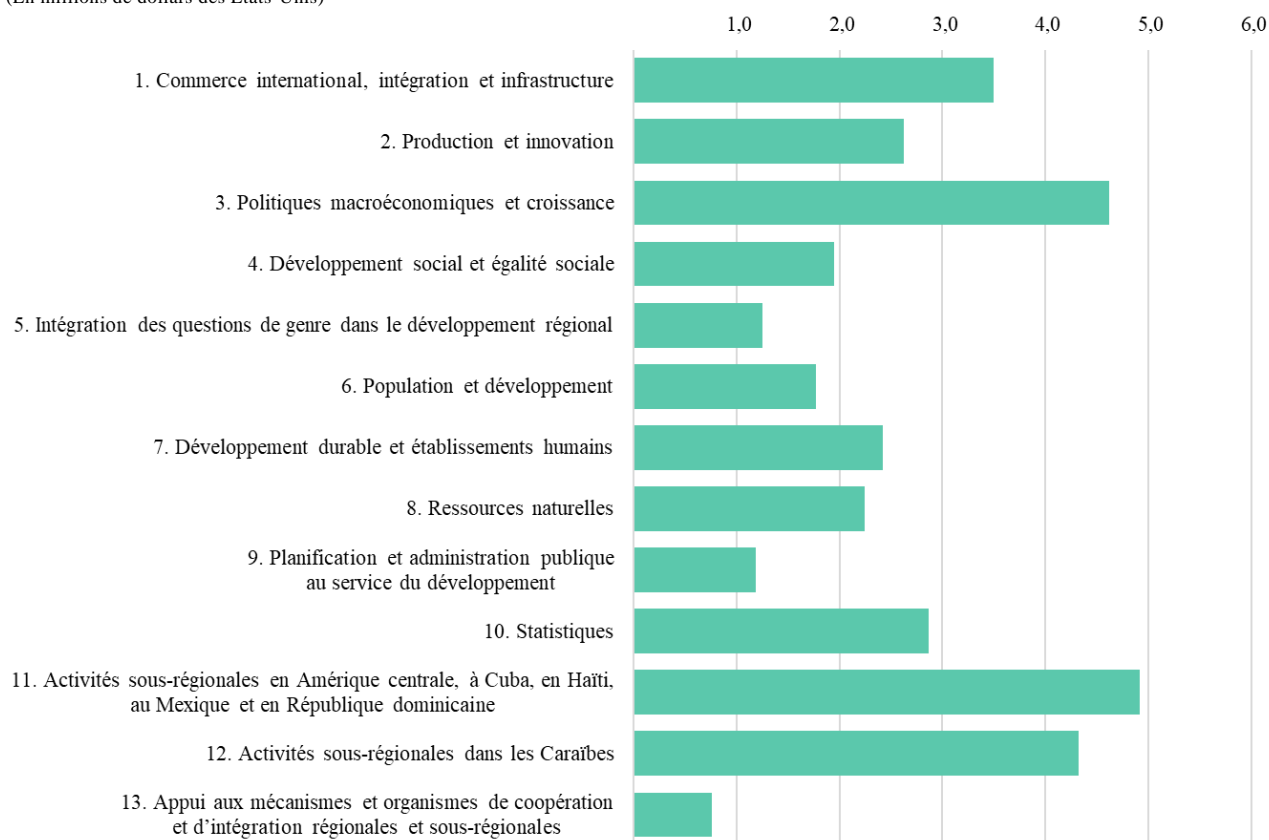
## Programme de travail

21.228 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 34 432 000 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera un récapitulatif de la répartition des ressources par sous-programme dans la figure 21.XXVII.

Figure 21.XXVII

### Répartition des ressources proposées pour 2021, par sous-programme

(En millions de dollars des États-Unis)



## Sous-programme 1

### Commerce international, intégration et infrastructure

21.229 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 3 500 500 dollars et font apparaître une augmentation nette de 32 000 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera au paragraphe 21.212 a) des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.41 et la figure 21.XXVIII.

Tableau 21.41

**Sous-programme 1 : évolution des ressources financières et des postes**

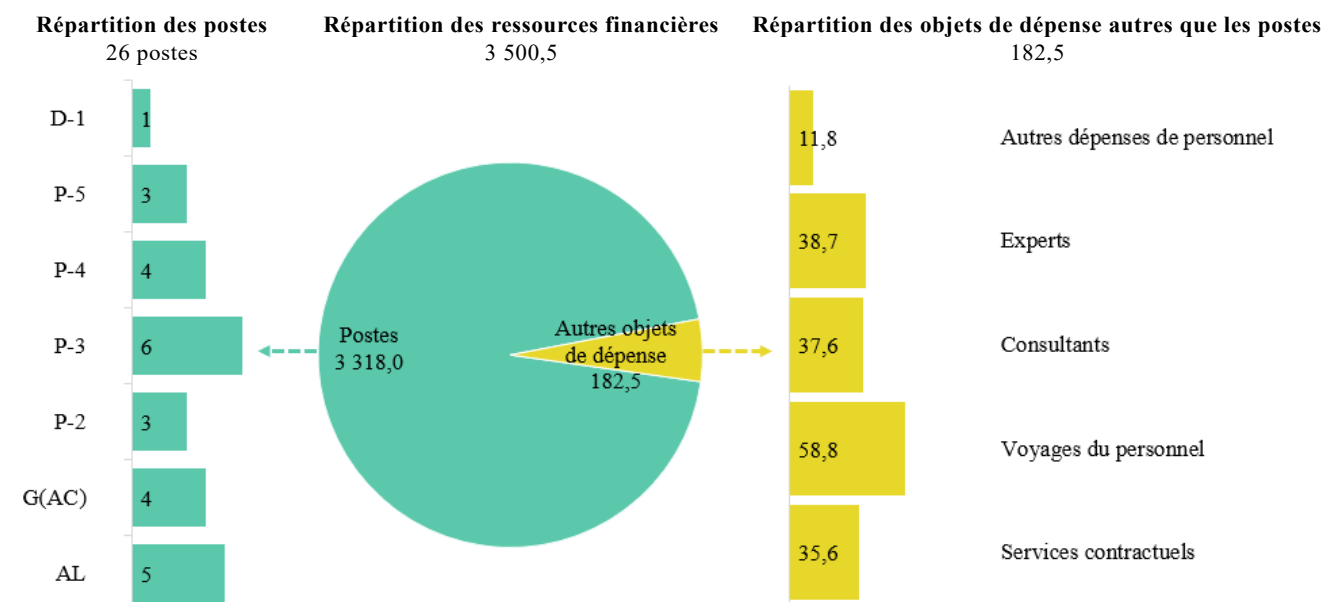
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	3 093,3	3 318,0	—	—	—	—	—	3 318,0
Objets de dépense autres que les postes	121,4	150,5	—	—	32,0	32,0	21,3	182,5
Total	3 214,7	3 468,5	—	—	32,0	32,0	0,9	3 500,5
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		17	—	—	—	—	—	17
Agents des services généraux et des catégories apparentées		9	—	—	—	—	—	9
Total		26	—	—	—	—	—	26

Figure 21.XXVIII

**Sous-programme 1 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



## Sous-programme 2

### Production et innovation

21.230 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 2 621 800 dollars et font apparaître une diminution nette de 32 000 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera au paragraphe 21.212 b) des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.42 et la figure 21.XXIX.

Tableau 21.42

### Sous-programme 2 : évolution des ressources financières et des postes

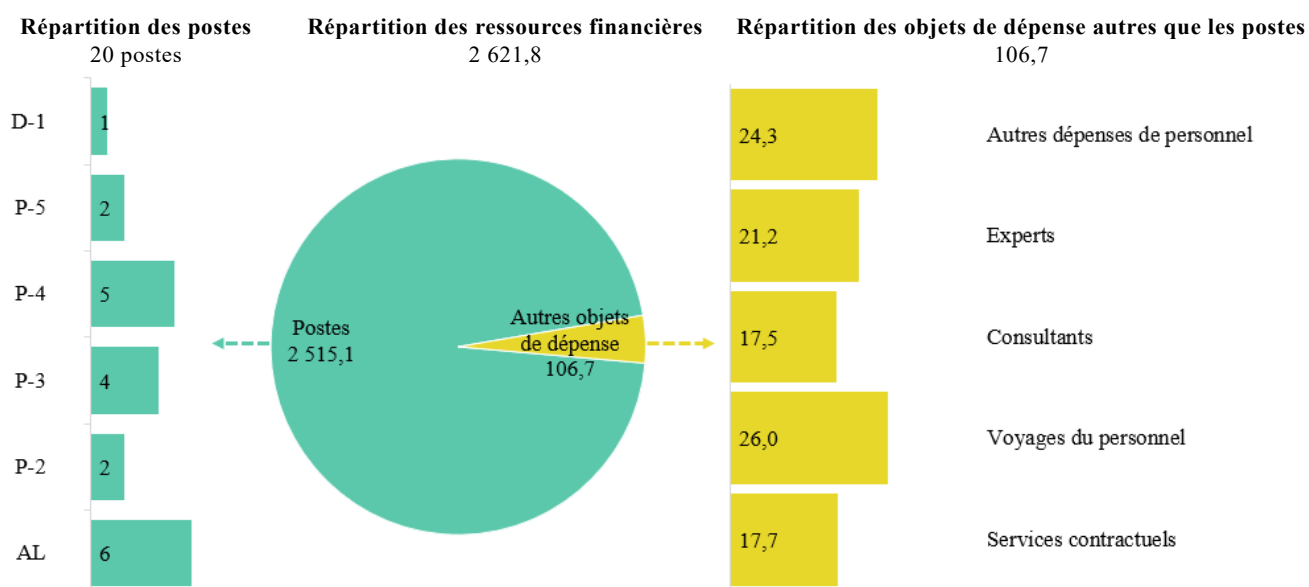
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	2 680,9	2 515,1	—	—	—	—	—	2 515,1
Objets de dépense autres que les postes	155,5	138,7	—	—	(32,0)	(32,0)	(23,1)	106,7
<b>Total</b>	<b>2 836,4</b>	<b>2 653,8</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(32,0)</b>	<b>(32,0)</b>	<b>(1,2)</b>	<b>2 621,8</b>
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		14	—	—	—	—	—	14
Agents des services généraux et des catégories apparentées		6	—	—	—	—	—	6
<b>Total</b>		<b>20</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>20</b>

Figure 21.XXIX

### Sous-programme 2 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)





### Sous-programme 3

#### Politiques macroéconomiques et croissance

21.231 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 4 614 700 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.43 et la figure 21.XXX.

Tableau 21.43

#### Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes

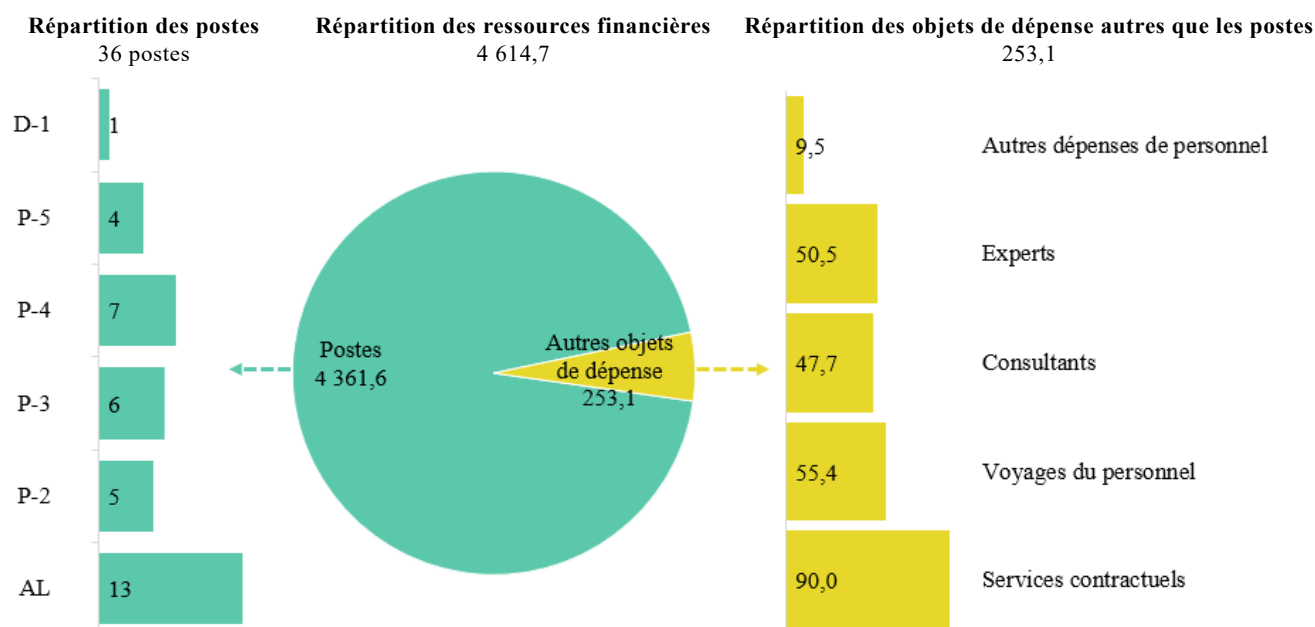
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	3 845,2	4 361,6	—	—	—	—	—	4 361,6
Objets de dépense autres que les postes	336,7	253,1	—	—	—	—	—	253,1
Total	4 181,9	4 614,7	—	—	—	—	—	4 614,7
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		23	—	—	—	—	—	23
Agents des services généraux et des catégories apparentées		13	—	—	—	—	—	13
Total		36	—	—	—	—	—	36

Figure 21.XXX

**Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



**Sous-programme 4  
Développement social et égalité sociale**

21.232 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 1 949 700 dollars et font apparaître une diminution nette de 135 000 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera au paragraphe 21.212 c) des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.44 et la figure 21.XXXI.

Tableau 21.44

**Sous-programme 4 : évolution des ressources financières et des postes**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

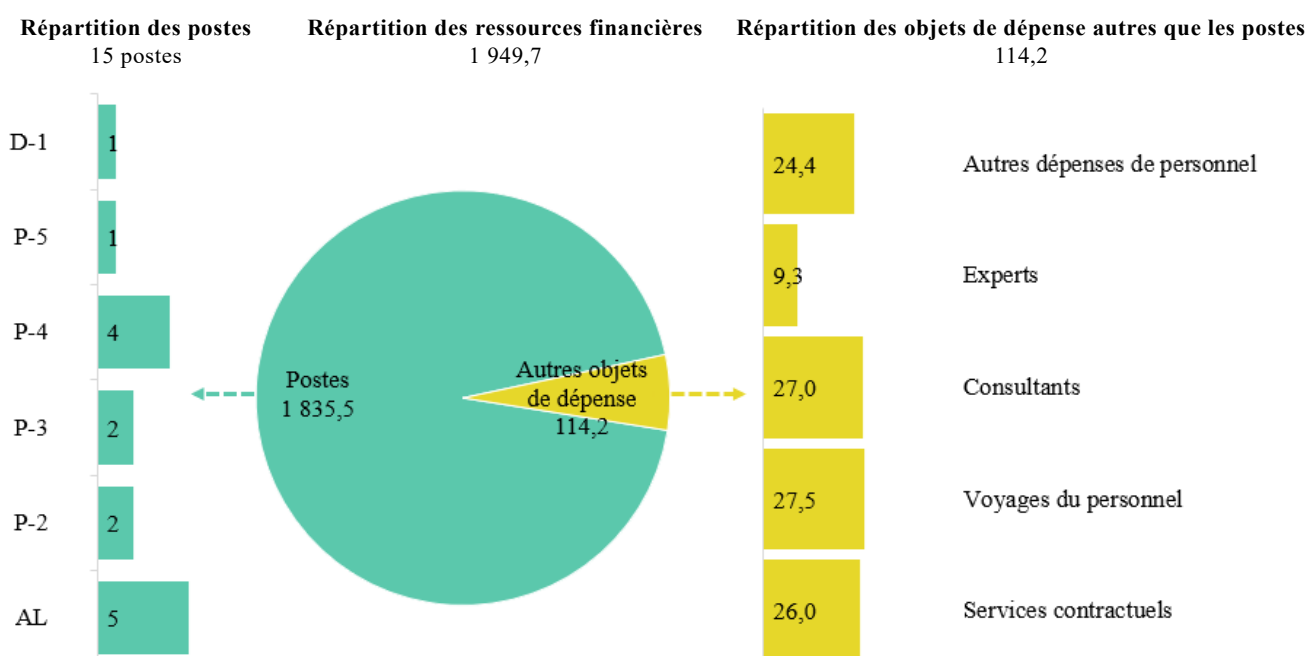
	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	2 128,6	1 970,5	—	—	(135,0)	(135,0)	(6,9)	1 835,5
Objets de dépense autres que les postes	126,0	114,2	—	—	—	—	—	114,2
Total	2 254,6	2 084,7	—	—	(135,0)	(135,0)	(6,5)	1 949,7
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		11	—	—	(1)	(1)	(9,1)	10

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		5	–	–	–	–	5
<b>Total</b>		<b>16</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>(1)</b>	<b>(1)</b> <b>(6,3)</b>	<b>15</b>

Figure 21.XXXI

### Sous-programme 4 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



### Sous-programme 5

#### Intégration des questions de genre dans le développement régional

- 21.233 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 1 257 600 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.45 et la figure 21.XXXII.

Tableau 21.45

**Sous-programme 5 : évolution des ressources financières et des postes**

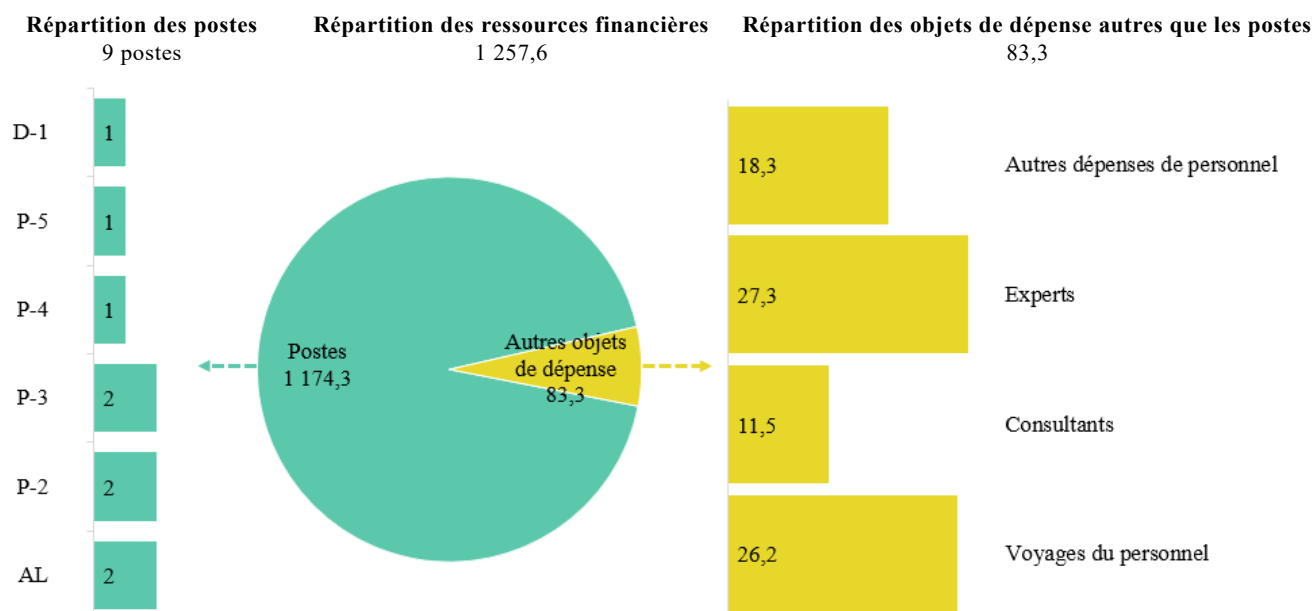
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	915,3	1 174,3	—	—	—	—	—	1 174,3
Objets de dépense autres que les postes	167,0	83,3	—	—	—	—	—	83,3
Total	1 082,2	1 257,6	—	—	—	—	—	1 257,6
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		7	—	—	—	—	—	7
Agents des services généraux et des catégories apparentées		2	—	—	—	—	—	2
Total		9	—	—	—	—	—	9

Figure 21.XXXII

**Sous-programme 5 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



## Sous-programme 6 Population et développement

21.234 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 1 771 600 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.46 et la figure 21.XXXIII.

Tableau 21.46

### Sous-programme 6 : évolution des ressources financières et des postes

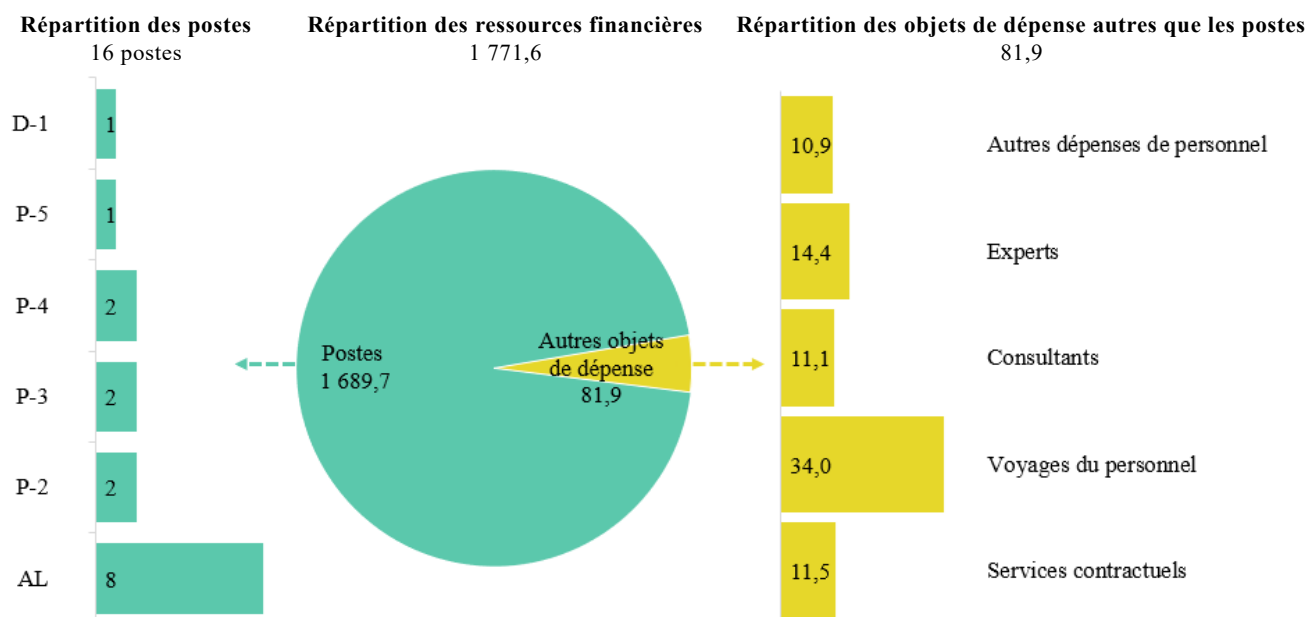
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage		
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	1 817,6	1 689,7	—	—	—	—	—	1 689,7	
Objets de dépense autres que les postes	99,8	81,9	—	—	—	—	—	81,9	
Total	1 917,4	1 771,6	—	—	—	—	—	1 771,6	
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		8	—	—	—	—	—	8	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		8	—	—	—	—	—	8	
Total		16	—	—	—	—	—	16	

Figure 21.XXXIII

### Sous-programme 6 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



## Sous-programme 7 Développement durable et établissements humains

21.235 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 2 421 100 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.47 et la figure 21.XXXIV.

Tableau 21.47

### Sous-programme 7 : évolution des ressources financières et des postes

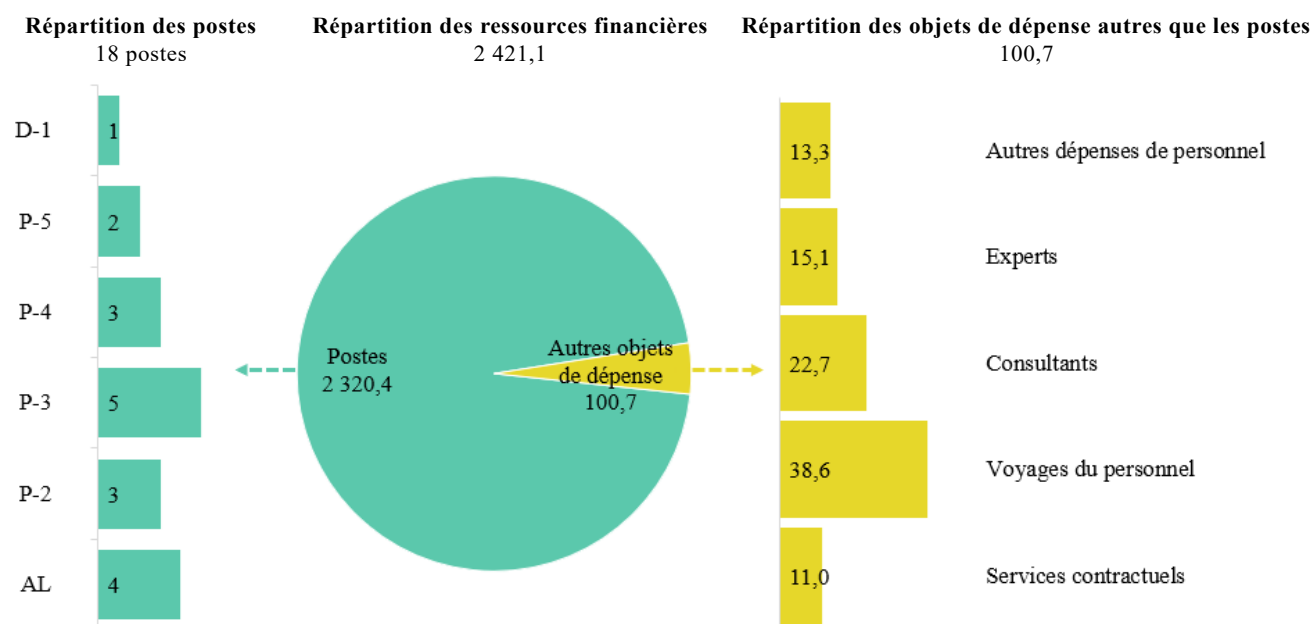
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	2 237,3	2 320,4	—	—	—	—	—	2 320,4
Objets de dépense autres que les postes	96,1	100,7	—	—	—	—	—	100,7
Total	2 333,4	2 421,1	—	—	—	—	—	2 421,1
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		14	—	—	—	—	—	14
Agents des services généraux et des catégories apparentées		4	—	—	—	—	—	4
Total		18	—	—	—	—	—	18

Figure 21.XXXIV

**Sous-programme 7 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)


**Sous-programme 8  
Ressources naturelles**

21.236 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 2 243 500 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.48 et la figure 21.XXXV.

Tableau 21.48

**Sous-programme 8 : évolution des ressources financières et des postes**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

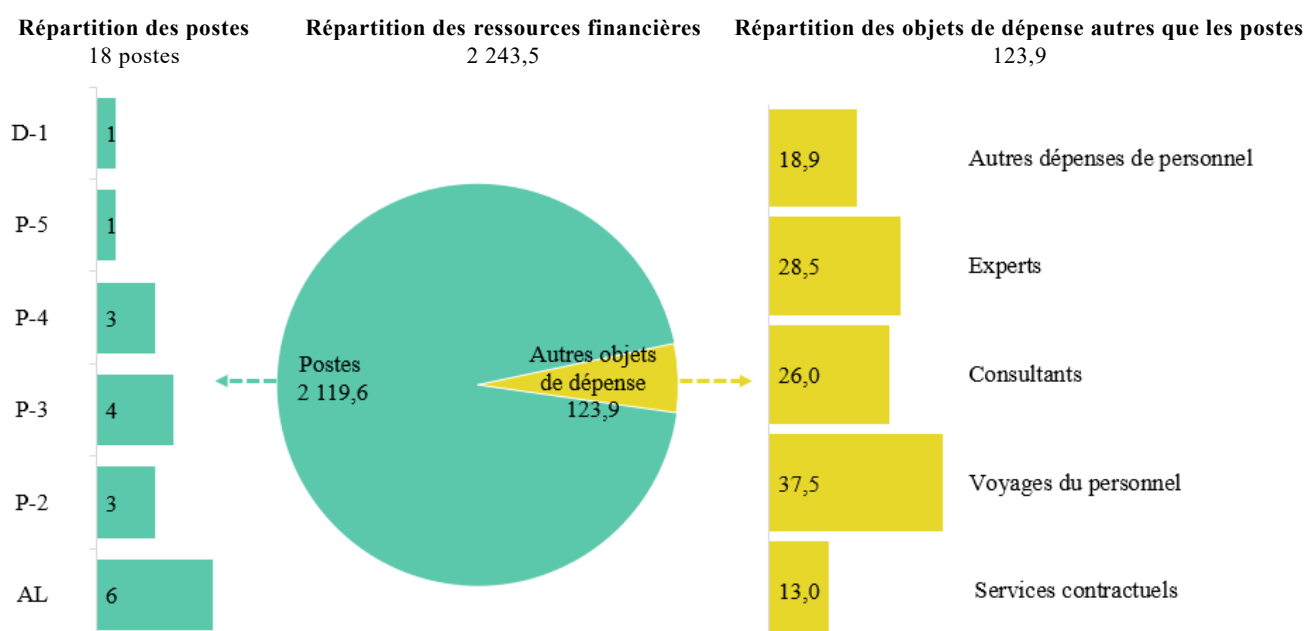
	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage		
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 946,9	2 119,6	—	—	—	—	—	2 119,6
Objets de dépense autres que les postes	146,6	123,9	—	—	—	—	—	123,9
Total	2 093,5	2 243,5	—	—	—	—	—	2 243,5
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		12	—	—	—	—	—	12

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage
Agents des services généraux et des catégories apparentées		6	—	—	—	—	—
<b>Total</b>		<b>18</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>18</b>

Figure 21.XXXV

**Sous-programme 8 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



**Sous-programme 9**

**Planification et administration publique au service du développement**

21.237 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 1 189 900 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.49 et la figure 21.XXXVI.



Tableau 21.49

**Sous-programme 9 : évolution des ressources financières et des postes**

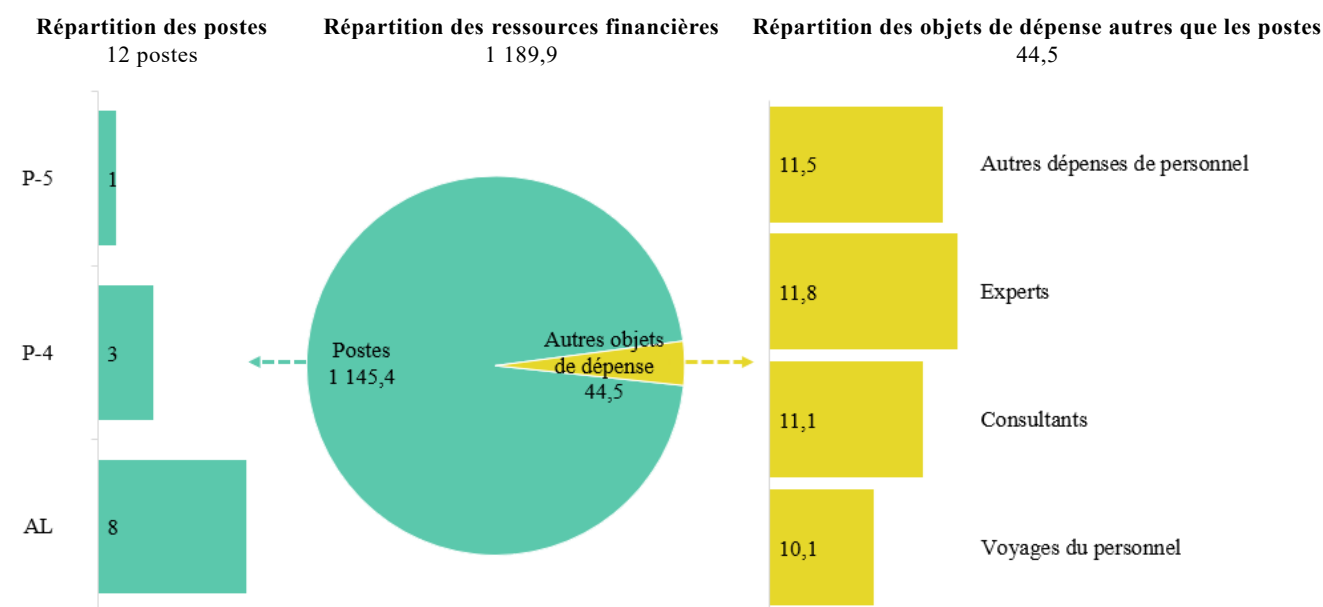
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 436,3	1 145,4	—	—	—	—	—	1 145,4
Objets de dépense autres que les postes	64,3	44,5	—	—	—	—	—	44,5
Total	1 500,7	1 189,9	—	—	—	—	—	1 189,9
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		4	—	—	—	—	—	4
Agents des services généraux et des catégories apparentées		8	—	—	—	—	—	8
Total		12	—	—	—	—	—	12

Figure 21.XXXVI

**Sous-programme 9 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



## Sous-programme 10

### Statistiques

21.238 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 2 867 700 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.50 et la figure 21.XXXVII.

Tableau 21.50

### Sous-programme 10 : évolution des ressources financières et des postes

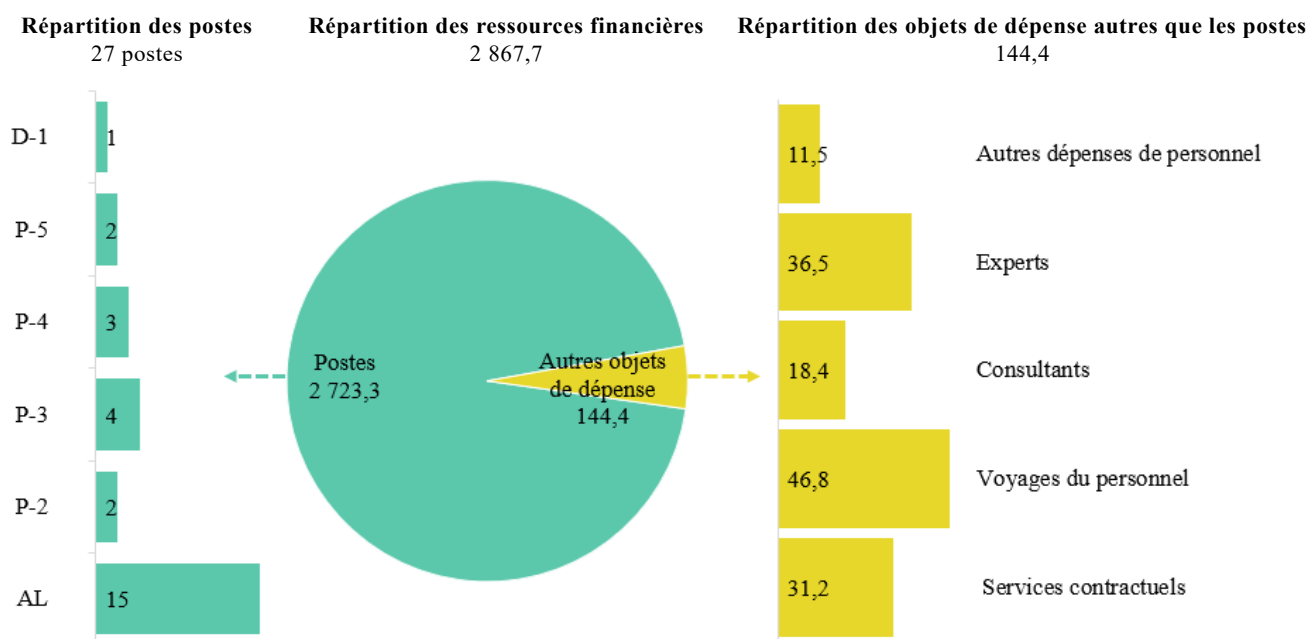
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	3 061,5	2 723,3	—	—	—	—	—	2 723,3
Objets de dépense autres que les postes	121,0	144,4	—	—	—	—	—	144,4
Total	3 182,5	2 867,7	—	—	—	—	—	2 867,7
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		12	—	—	—	—	—	12
Agents des services généraux et des catégories apparentées		15	—	—	—	—	—	15
Total		27	—	—	—	—	—	27

Figure 21.XXXVII

**Sous-programme 10 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



**Sous-programme 11**

**Activités sous-régionales en Amérique centrale, à Cuba, en Haïti, au Mexique et en République dominicaine**

21.239 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 4 910 800 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.51 et la figure 21.XXXVIII.

Tableau 21.51

**Sous-programme 11 : évolution des ressources financières et des postes**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	4 538,9	4 639,0	—	—	—	—	—	—	4 639,0
Objets de dépense autres que les postes	224,1	271,8	—	—	—	—	—	—	271,8
Total	4 762,9	4 910,8	—	—	—	—	—	—	4 910,8
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		25	—	—	—	—	—	—	25

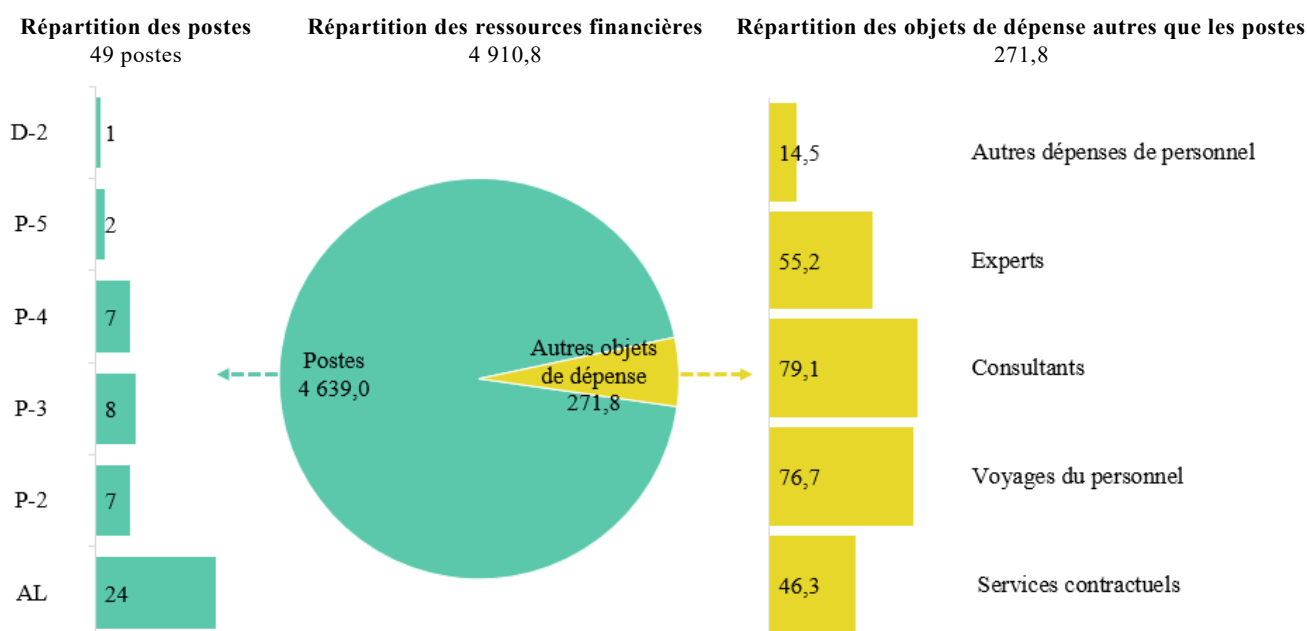
**Titre V Coopération régionale pour le développement**

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		24	—	—	—	—	24
<b>Total</b>		<b>49</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>49</b>

Figure 21.XXXVIII

**Sous-programme 11 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



**Sous-programme 12**  
**Activités sous-régionales dans les Caraïbes**

21.240 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 4 320 500 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.52 et la figure 21.XXXIX.

Tableau 21.52

**Sous-programme 12 : évolution des ressources financières et des postes**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

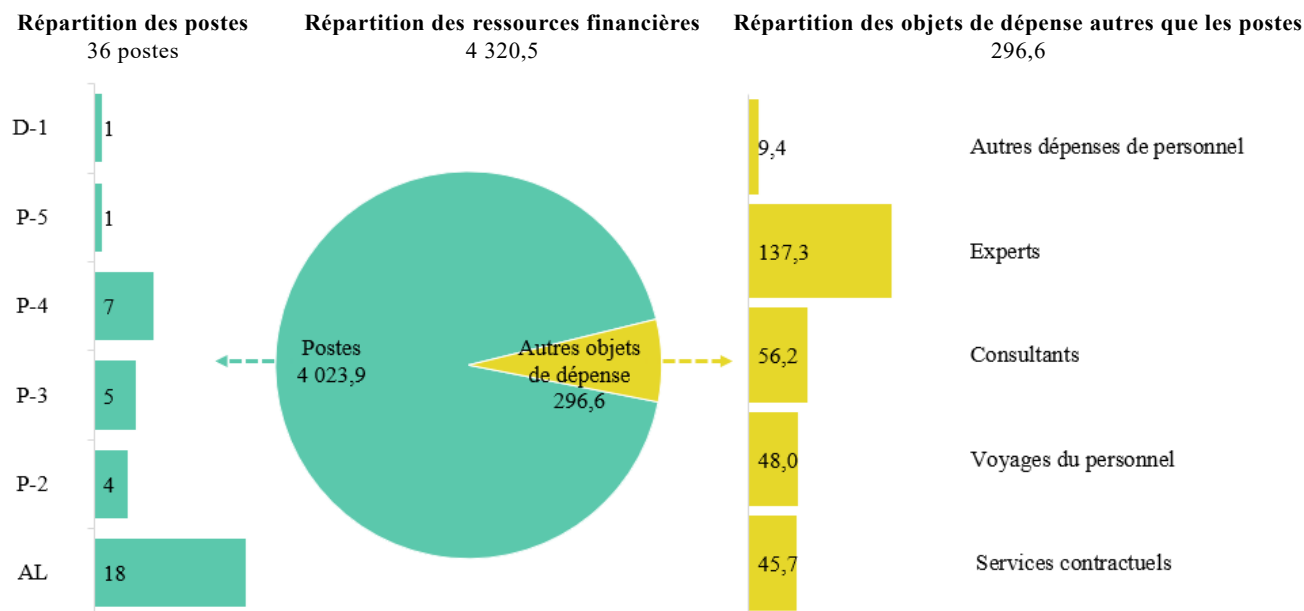
	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage	
<b>Ressources financières, par grande catégorie de dépenses</b>							
Postes	3 817,6	4 023,9	—	—	—	—	4 023,9

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Objets de dépense autres que les postes	229,6	296,6	—	—	—	—	—	—	296,6
<b>Total</b>	<b>4 047,2</b>	<b>4 320,5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>4 320,5</b>
<b>Postes, par catégorie</b>									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		18	—	—	—	—	—	—	18
Agents des services généraux et des catégories apparentées		18	—	—	—	—	—	—	18
<b>Total</b>		<b>36</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>36</b>

Figure 21.XXXIX

### Sous-programme 12 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



### Sous-programme 13

#### Appui aux mécanismes et organismes de coopération et d'intégration régionales et sous-régionales

- 21.241 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 762 600 dollars et font apparaître une augmentation de 135 000 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera au paragraphe 21.212 d) des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.53 et la figure 21.XL.

Tableau 21.53

**Sous-programme 13 : évolution des ressources financières et des postes**

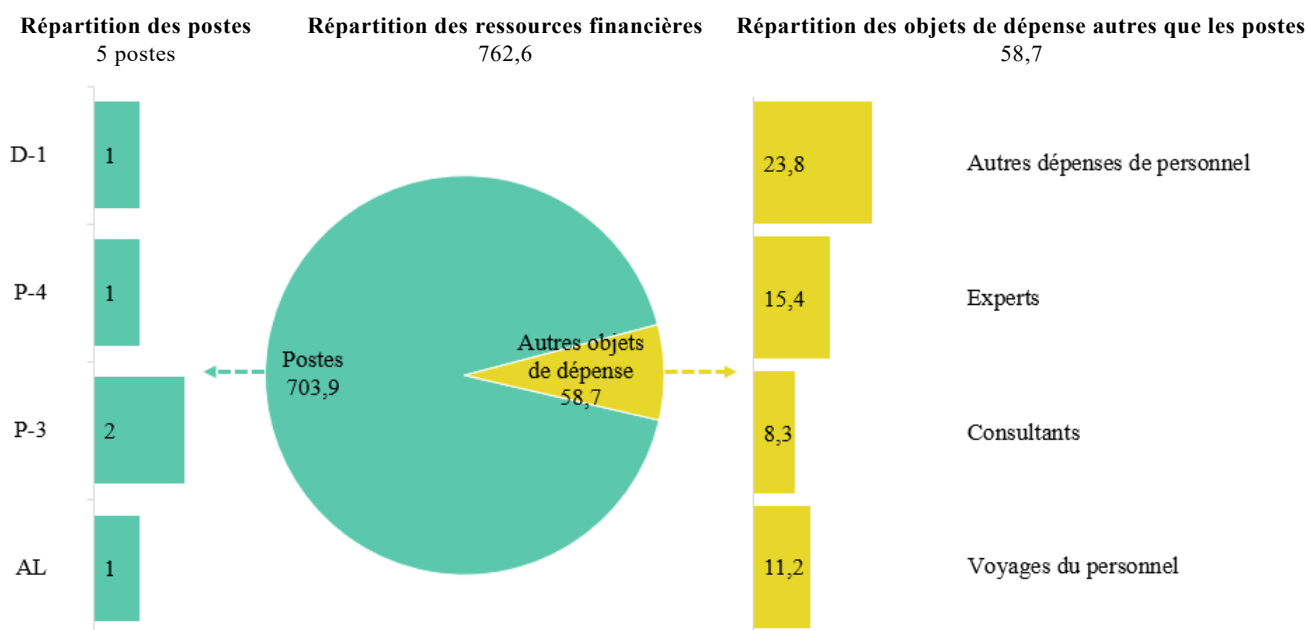
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	582,0	568,9	—	—	135,0	135,0	23,7	703,9
Objets de dépense autres que les postes	57,4	58,7	—	—	—	—	—	58,7
Total	639,5	627,6	—	—	135,0	135,0	21,5	762,6
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		3	—	—	1	1	33,3	4
Agents des services généraux et des catégories apparentées		1	—	—	—	—	—	1
Total		4	—	—	1	1	25,0	5

Figure 21.XL

**Sous-programme 13 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



**Appui au programme**

- 21.242 Les activités menées au titre de l'appui au programme comprennent des services de conférence et de documentation, des services de bibliothèque, des services de gestion des activités de coopération

technique, des services administratifs et des services communs fournis au siège de la CEPALC, à Santiago, à ses bureaux sous-régionaux à Mexico et dans les Caraïbes, à son bureau de liaison à Washington, et à ses bureaux nationaux à Buenos Aires, Brasília, Bogotá et Montevideo.

21.243 Il s'agit des activités suivantes :

- Services de conférence et de documentation : services fonctionnels pour les réunions d'organes intergouvernementaux de la CEPALC ; fourniture de services de conférence et de documentation à la CEPALC ; gestion du programme de publication et distribution des publications de la CEPALC et du Siège de l'ONU ;
- Services de bibliothèque : fourniture d'informations au personnel de la CEPALC et aux utilisateurs externes, publication périodique de bulletins et de bibliographies et prestation de services en ligne aux utilisateurs à distance. La bibliothèque de la CEPALC fait en outre office de bibliothèque dépositaire des publications des Nations Unies au Chili, où est centralisée toute la documentation officielle produite par l'Organisation ;
- Gestion des activités de coopération technique, qui sont conçues de façon à ce que des ressources extrabudgétaires permettent de compléter les travaux imputés sur le budget ordinaire. Cette composante a pour but de renforcer et d'élargir le programme de recherche sur les questions économiques, sociales et environnementales et de s'assurer que les résultats de la recherche sont appliqués aux services consultatifs et de formation fournis aux États membres de la CEPALC ;
- Services administratifs et communs : il s'agit de diverses fonctions en rapport avec la gestion et la coordination générale des services administratifs ; la gestion des ressources humaines ; la gestion financière ; les activités d'appui d'ordre général ; la formation linguistique ; les activités d'information en ligne ; l'appui à la mise en œuvre d'initiatives globales telles que les Normes comptables internationales pour le secteur public ; la mise en service d'Umoja.

21.244 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 18 321 600 dollars et font apparaître une diminution nette de 285 800 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera au paragraphe 21.211 des explications sur la diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 21.54 et la figure 21.XLI.

Tableau 21.54

### Appui au programme : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage		
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	14 260,2	12 554,5	—	—	—	—	—	12 554,5
Objets de dépense autres que les postes	6 696,6	6 052,9	(285,8)	—	—	(285,8)	(4,7)	5 767,1
Total	20 956,8	18 607,4	(285,8)	—	—	(285,8)	(1,5)	18 321,6
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		37	—	—	—	—	—	37

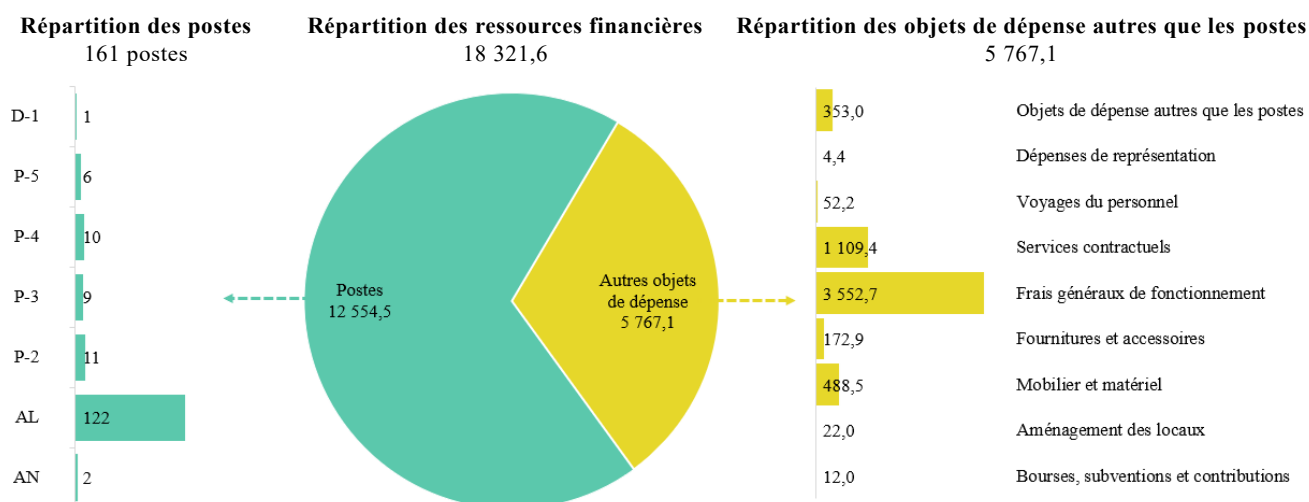
## Titre V Coopération régionale pour le développement

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		124	—	—	—	—	124
<b>Total</b>		<b>161</b>	—	—	—	—	<b>161</b>

Figure 21.XLI

### Appui au programme : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)







**Annexe II****État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle***Résumé de la recommandation**Suite donnée à la recommandation***Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/74/7)**

Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale encourage les commissions régionales à continuer de renforcer les liens de coopération et de coordination qu'elles entretiennent entre elles et avec le système de coordonnateurs résidents et qu'elle prie le Secrétaire général de faire figurer, dans son prochain projet de budget, des informations à jour sur toutes les activités menées et les succès rencontrés à cet égard (par. V.59).

Depuis que le Bureau de la coordination des activités de développement a créé un bureau régional en Amérique latine et dans les Caraïbes et nommé son directeur régional en avril 2019, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) travaille en étroite collaboration avec le Bureau au niveau régional. Le directeur régional s'est rendu à deux reprises au siège de la CEPALC (en avril 2019 et en janvier 2020) afin d'établir des priorités de coopération stratégique entre la Commission et le Bureau et de mettre sur pied des initiatives conjointes avec les coordonnateurs résidents et leurs bureaux. En outre, la CEPALC a participé à des ateliers mondiaux et régionaux organisés par le Bureau de la coordination des activités de développement sur le lancement du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. En 2020, la CEPALC et le Bureau ont collaboré dans plusieurs grands domaines concernant notamment : la participation de la Secrétaire exécutive de la CEPALC aux réunions mondiales et régionales des coordonnateurs résidents organisées par le Bureau ; la participation du Bureau aux réunions intergouvernementales régionales dont la CEPALC assure le secrétariat technique ; l'organisation, par la CEPALC et le Bureau, de séminaires régionaux conjoints et de visites de tous les coordonnateurs résidents, en particulier ceux nouvellement nommés, dans les locaux de la Commission, conformément aux recommandations issues de la première phase de l'examen régional (le premier séminaire régional est prévu pour mai 2020 au siège de la CEPALC) ; l'organisation, par la CEPALC, le Bureau et le Programme des Nations Unies pour le développement, d'un séminaire régional conjoint à l'intention des économistes des bureaux des coordonnateurs résidents (prévu pour juin 2020) ; la participation de la CEPALC au groupe d'entraide dirigé par le Bureau destiné à renforcer l'appui fourni par la Commission aux mécanismes des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable au niveau des pays, au stade où ils en sont (y compris les analyses communes de pays, les conditions de financement et l'élaboration et la révision des plans-cadres) ; la coordination, par la CEPALC, des

Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le faible taux d'application des directives à la CEPALC s'expliquait notamment par :

- a) la confirmation tardive donnée par les experts et/ou les participants aux réunions ;
- b) la nécessité d'obtenir la confirmation de la tenue des réunions et de la présence des homologues nationaux ou locaux avant d'acheter des billets, confirmation qui peut ne pas intervenir dans les délais prescrits (au moins deux semaines avant le départ) ;
- c) l'inclusion de données sur les déplacements payés par l'organisme parrain (environ 300 déplacements par année). Le Comité a en outre été informé que la CEPALC avait établi un plan pour améliorer son taux de conformité aux directives relatives aux délais de réservation des billets d'avion et qu'elle s'était fixé d'atteindre l'objectif de 60 % pour 2019 et de 65 % pour 2020. Le plan prévoyait :
  - a) la désignation d'un(e) assistant(e) d'équipe, à temps partiel, dont la mission consistera à examiner les prochains voyages prévus et à rappeler au personnel de soumettre leurs demandes à temps ;
  - b) la mise sur pied d'une petite équipe spécialisée chargée exclusivement de gérer les déplacements effectués dans le cadre des conférences et des manifestations ;
  - c) la publication de fiches de suivi mensuelles sur l'application des directives pour chaque sous-programme ;
  - d) l'inclusion de dispositions concernant la modification gratuite des dates de voyage au moment de la renégociation des accords conclus avec des compagnies aériennes commerciales afin de permettre l'achat anticipé de billets pouvant être modifiés au besoin ;
  - e) l'inclusion de dispositions concernant la négociation visant les achats de billets collectifs (sans nom de voyageur attribué) dans le cadre des grandes manifestations des organes directeurs. Le Comité consultatif se félicite des

mécanismes spéciaux de coordination interinstitutions des Nations Unies du plan de développement global des pays du Triangle du Nord et du Mexique, auquel le Bureau et les quatre coordonnateurs résidents des pays concernés participent activement (conjointement avec 20 organismes, fonds et programmes des Nations Unies) dans le cadre de réunions présentiels et virtuelles régulières ; l'analyse par la CEPALC, avec l'aide du Bureau, des tendances régionales concernant les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable ; l'organisation, par la CEPALC, d'un atelier régional visant à aider les coordonnateurs résidents et leurs bureaux à élaborer des supports de connaissance et des produits analytiques de la Commission et à les distribuer de manière systématique au Bureau et aux bureaux des coordonnateurs résidents.

La crise de liquidités a eu de fortes incidences sur le respect des délais à la CEPALC. Bien trop souvent, les demandes d'autorisation de voyage n'ont pu être approuvées en raison de l'insuffisance des ressources disponibles. De plus, la création d'un groupe chargé des voyages et des événements, qui devait permettre d'en faciliter l'organisation de bout en bout, a été retardée. Les mesures prises face à la crise, en particulier le report de toutes les procédures de recrutement, ont freiné la Commission dans la mise en place du groupe en question.

mesures prises par la Commission pour établir des stratégies et des plans concrets face à cette question et pour fixer des objectifs réalistes en vue de l'amélioration des taux de conformité. Le Comité attend avec intérêt de recevoir, dans le cadre du prochain projet de budget, de plus amples informations sur l'incidence des mesures décrites plus haut (par. V.74).

Le Comité consultatif constate avec satisfaction que la Commission a entrepris des mesures pour numériser sa bibliothèque et ses systèmes de documentation, et qu'elle s'emploie à accroître la diffusion électronique de ses publications tout en prévoyant des solutions de rechange dans les zones où l'accès à Internet est limité. Le Comité se félicite également des progrès accomplis par la Commission pour élargir son rayonnement et diffuser plus largement ses publications. Il estime qu'il convient de procéder à une analyse de la situation pour déterminer si les systèmes et les stratégies de la CEPALC peuvent être reproduits ou réutilisés dans d'autres commissions régionales et dans les départements et bureaux de l'Organisation, et compte que le prochain projet de budget contiendra des informations actualisées à ce sujet (par. V.76).

Le système d'archivage en ligne de la CEPALC a enregistré près de 7 millions de téléchargements en 2019, ce qui est presque le double par rapport à 2018. La bibliothèque de la CEPALC a également commencé à y ajouter d'importantes séries de multimédias (photos et vidéos). Lors de la dernière réunion annuelle du Réseau d'information et de partage des connaissances des bibliothèques des Nations Unies, qui s'est tenue à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) en octobre 2019 sous la présidence de la bibliothèque de la CEPALC, il a été convenu d'établir une collaboration stratégique et d'assurer l'interopérabilité technique entre les systèmes de d'archivage du Secrétariat de l'ONU. En outre, toutes les bibliothèques du Secrétariat ont convenu d'établir un point d'accès unique (une interface publique) pour tous les systèmes existants. Enfin, la bibliothèque de la CEPALC a fourni une assistance technique à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et à la CESAO pour la mise en place de leurs systèmes d'archivage institutionnels respectifs. Toutefois, les progrès ont été très lents, faute de crédits permettant d'appliquer une solution commune pour les commissions régionales.

---

## Annexe III

**Récapitulatif, par composante et sous-programme,  
des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes  
permanents et aux postes temporaires**

	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
Sous-programme 4 (Développement social et égalité sociale)	(1)	P-3	<b>Transfert</b> de 1 poste de spécialiste des questions sociales au sous-programme 13	Renforcer la perspective sociale dans l'appui apporté par la Commission aux États membres en vue de l'intégration régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes
Sous-programme 13 (Appui aux mécanismes et organismes de coopération et d'intégration régionales et sous-régionales)	1	P-3	<b>Transfert</b> de 1 poste de spécialiste des questions sociales du sous-programme 4	Renforcer la perspective sociale dans l'appui apporté par la Commission aux États membres en vue de l'intégration régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes